



Assemblée générale

Distr. générale
8 avril 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007*

Titre V

Coopération régionale pour le développement

Chapitre 20

Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

[Programme 17 (Plan-programme biennal et priorités pour la période 2006-2007)]**

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	3
A. Organes directeurs	9
B. Direction exécutive et administration	12
C. Programme de travail	16
Sous-programme 1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales.	17
Sous-programme 2. Production et innovation.	21
Sous-programme 3. Politiques macroéconomiques et croissance	25
Sous-programme 4. Développement social et équité sociale.	29
Sous-programme 5. Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional.	33

* Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément n° 6 des Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session* (A/60/6/Add.1).

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 6* (A/59/6/Rev.1).



Sous-programme 6. Population et développement	37
Sous-programme 7. Planification de l'administration publique	41
Sous-programme 8. Environnement et établissements humains	45
Sous-programme 9. Ressources naturelles et infrastructures	49
Sous-programme 10. Statistiques et projections économiques	53
Sous-programme 11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique latine	57
Sous-programme 12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	62
D. Appui au programme	68
Annexe	
Produits de l'exercice 2004-2005 non reconduits en 2006-2007.	73

Vue d'ensemble

- 20.1 La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est chargée de l'exécution du programme 17 du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007. La mission de la CEPALC a été définie par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) et dans les modifications apportées depuis à cette résolution.
- 20.2 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 doit permettre à la CEPALC de continuer d'appuyer le renforcement des capacités de ses États membres en leur offrant à la fois un soutien analytique et des services d'exécution. Les efforts continus que déploie la Commission pour recentrer ses activités compte tenu des nouveaux enjeux et de l'interdépendance qui se fait jour entre les différents domaines d'études témoignent bien de la faculté d'adaptation dont elle fait preuve pour répondre aux nouveaux besoins. Le redéploiement de plusieurs postes d'un sous-programme à l'autre montre sa volonté de gérer plus efficacement les sous-programmes en fonction de l'évolution des demandes.
- 20.3 Conformément à l'orientation générale et aux grandes lignes du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007 et compte tenu des dispositions pertinentes des objectifs de développement convenus au niveau international qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, la Commission a adopté son programme de travail pour l'exercice biennal 2006-2007 par sa résolution 607 (XXX) (Porto Rico, juin-juillet 2004), en se fixant les priorités suivantes :
- a) Promotion d'une vision plus large de la stabilité macroéconomique pour soutenir la croissance et réduire la volatilité;
 - b) Intégration au reste du monde et affaires régionales;
 - c) Augmentation du potentiel de production dans la région;
 - d) Renforcement de la cohésion sociale;
 - e) Amélioration des institutions mondiales et accent mis sur l'importance des migrations, du développement durable et du financement du développement.
- 20.4 Dans le cadre de ces efforts et en collaboration avec les organismes compétents, la CEPALC veille directement aux dimensions régionales de la suite donnée aux sommets mondiaux (sur le développement durable, le développement social, les femmes, la population et le développement, le vieillissement, les établissements humains, le développement durable des petits États insulaires en développement, le financement du développement et la société de l'information), en établissant des rapports, en participant aux différentes réunions et en fournissant un appui technique et fonctionnel. Dans le cadre de ce processus, elle entend poursuivre la mise au point et le perfectionnement du système et de la base de données communs pour le suivi régional de toutes les conférences des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement.
- 20.5 La CEPALC participe sous la supervision du Département des affaires économiques et sociales aux groupes du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, qui constituent de précieux instruments pour s'assurer de l'harmonisation et de la cohérence des programmes de travail des organismes des Nations Unies participants dans les différents secteurs économiques et sociaux. Ce dispositif permet non seulement d'éviter un redoublement inutile des tâches, mais aussi, de manière plus importante, d'identifier des synergies potentielles et des exemples de collaboration fructueuse au stade de l'exécution du budget.

- 20.6 Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès pour la CEPALC pour l'exercice biennal 2006-2007, ainsi que les ressources nécessaires correspondantes, sont présentés sous les rubriques Direction exécutive et administration et Programme de travail. On trouvera au tableau 20.1 une récapitulation générale de ces réalisations escomptées et indicateurs de succès.

Tableau 20.1

Récapitulation des réalisations escomptées et des indicateurs de succès, par composante

<i>Composante</i>	<i>Nombre de réalisations escomptées</i>	<i>Nombre d'indicateurs de succès</i>
A. Organes directeurs	—	—
B. Direction exécutive et administration	3	5
C. Programme de travail	—	—
1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	2	3
2. Production et innovation	2	5
3. Politiques macroéconomiques et croissance	4	4
4. Développement social et équité sociale	3	4
5. Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional	2	4
6. Population et développement	2	2
7. Planification de l'administration publique	3	6
8. Environnement et établissements humains	2	3
9. Ressources naturelles et infrastructures	3	4
10. Statistiques et projections économiques	3	4
11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	2	3
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	3	4
D. Appui au programme	—	—
Total	34	51

- 20.7 La liste des publications à inscrire au programme de travail a été étudiée au niveau de chaque sous-programme. La répartition prévue entre publications en série et publications isolées est indiquée sommairement ci-après au tableau 20.2 et de manière détaillée dans le descriptif des produits de chaque sous-programme.

Tableau 20.2

Répartition des publications

<i>Publications</i>	<i>2002-2003 Nombre effectif</i>	<i>2004-2005 Nombre estimatif</i>	<i>2006-2007 Nombre estimatif</i>
Publications en série	66	196	98
Publications isolées	315	166	118
Total	381	362	216

- 20.8 Le montant total des ressources prévues à ce chapitre pour l'exercice biennal 2006-2007 s'élève à 85 697 900 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation de 326 500 dollars (ou 0,4 %), dont on trouvera les détails dans le tableau 20.4 et qui tient essentiellement aux éléments suivants :

- a) La diminution de 31 600 dollars au titre des organes directeurs fait suite à la réduction des ressources nécessaires pour les autres dépenses de personnel;
- b) L'augmentation d'un montant net de 13 100 dollars au titre de la direction exécutive et de l'administration pour les objets de dépenses autres que les postes s'explique par le fait qu'il a été prévu de procéder à des évaluations des orientations prises et de la pertinence du principal axe de recherche de la CEPALC, de son programme de publications et de son programme de coopération technique;
- c) L'augmentation d'un montant net de 1 017 700 dollars au titre du programme de travail découle du renforcement de l'ensemble des sous-programmes tel qu'il est exposé dans le plan-programme biennal pour la période 2006-2007, conformément à la résolution 607 (XXX), adoptée par la Commission à sa trentième session. Ce montant se décompose comme suit :
 - i) Une augmentation d'un montant de 516 300 dollars au titre du sous-programme 1, dont 497 300 dollars pour les postes (redéploiement de 1 poste P-3 et de 3 postes d'agent local) et 19 000 dollars pour les consultants et les experts;
 - ii) Une diminution d'un montant net de 120 700 dollars au titre du sous-programme 2, dont 90 700 dollars pour les postes et 30 000 dollars pour les autres objets de dépenses. Cette diminution s'explique par la suppression d'un poste d'agent local, dont les fonctions seront redistribuées entre les autres postes, et par la réduction des ressources nécessaires, compte tenu de la structure des dépenses, pour les voyages et les consultants et les experts. Elle est en partie compensée par un accroissement des besoins en personnel temporaire (autre que pour les réunions);
 - iii) Une augmentation de 695 700 dollars au titre du sous-programme 3, en grande partie attribuable aux postes (686 700 dollars), en raison de la création de deux nouveaux postes (1 P-4 et 1 P-2) et du redéploiement de deux postes P-4 (l'un venant du sous-programme 6 et l'autre du sous-programme 11), compensé par le transfert d'un poste P-5 au sous-programme 8. Ces redéploiements ont notamment pour objectifs d'améliorer les techniques d'analyse systématique et de modélisation quantitative des dépenses publiques et de mieux suivre les progrès réalisés sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement. L'augmentation des besoins au titre des consultants et des experts (10 200 dollars) est en partie compensée par la diminution des ressources nécessaires au titre des voyages du personnel (1 200 dollars);
 - iv) Une augmentation de 109 800 dollars au titre du sous-programme 4, dont 92 800 dollars au titre des postes et 17 000 dollars pour les autres objets de dépenses. Il est en effet prévu de créer un nouveau poste de spécialiste des questions sociales (adjoint de 1^{re} classe) (P-2) pour renforcer les capacités techniques dans les domaines d'importance critique ayant trait par exemple aux questions socioéconomiques ou au développement social. L'augmentation du montant prévu pour les dépenses autres que le coût des postes s'explique par la nécessité de faire appel à des consultants et des experts extérieurs;
 - v) Une diminution d'un montant net de 36 000 dollars au titre du sous-programme 6, correspondant à une réduction de 43 100 dollars des ressources nécessaires pour les postes, que vient en partie compenser une augmentation de 7 100 dollars du montant demandé pour les dépenses autres que le coût des postes. En ce qui concerne les postes, la création d'un poste P-2 et d'un poste P-3 pour renforcer les capacités d'analyse des tendances démographiques, de leurs facteurs explicatifs et de leurs conséquences sur le plan économique et social, entre autres, est contrebalancée par le redéploiement d'un poste P-4 au sous-programme 3. L'augmentation du montant prévu pour les dépenses

autres que le coût des postes s'explique par la nécessité de faire appel à des consultants et des experts extérieurs;

- vi) Une augmentation d'un montant net de 19 600 dollars au titre du sous-programme 7 pour les dépenses autres que le coût des postes, c'est-à-dire en l'occurrence pour les consultants et les experts et les voyages du personnel. L'augmentation des besoins dans ce domaine est légèrement compensée par une réduction des ressources nécessaires pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions);
- vii) Une augmentation d'un montant de 479 600 dollars pour les postes au titre du sous-programme 8, qui tient au financement intégral d'un poste P-2 créé au cours de l'exercice biennal 2004-2005, à la proposition de créer un poste P-2 pendant la période 2006-2007 et au redéploiement d'un poste P-5 du sous-programme 3 pour renforcer les capacités techniques disponibles;
- viii) Une diminution d'un montant de 453 500 dollars pour les postes au titre du sous-programme 9. Elle s'explique par le redéploiement de trois postes d'agent local de l'ancienne Section des transports au sous-programme 1 à l'appui des activités de recherche dans le domaine de la facilitation des échanges commerciaux et par la suppression de deux postes de commis (AL), dont les fonctions sont redistribuées entre les autres postes;
- ix) Une diminution d'un montant de 335 500 dollars au titre du sous-programme 10, essentiellement due à des changements opérés au niveau des postes : redéploiement d'un poste P-3 au sous-programme 1 pour renforcer les capacités techniques et suppression d'un poste de commis (AL) dont les fonctions seront redistribuées entre les autres postes du sous-programme. La baisse du montant prévu pour les dépenses autres que le coût des postes s'explique par la diminution des besoins en personnel temporaire (autre que pour les réunions) et en consultants;
- x) Une diminution nette de 45 500 dollars au titre du sous-programme 11, qui tient principalement au financement intégral d'un poste P-4 créé au cours de l'exercice biennal 2004-2005 et à la création d'un nouveau poste P-2 pour renforcer les capacités dans le domaine du développement économique et de la croissance, en partie compensée par le redéploiement d'un poste P-4 au sous-programme 3;
- xi) Une augmentation de 187 900 dollars au titre du sous-programme 12, principalement due à des changements opérés au niveau des postes (180 200 dollars) : redéploiement d'un poste P-2 de la composante Appui au programme aux fins du renforcement des capacités techniques. L'augmentation du montant prévu pour les dépenses autres que le coût des postes s'explique par la nécessité de faire appel à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et par les frais de voyage du personnel;
- d) La diminution d'un montant net de 672 700 dollars au titre de l'appui au programme correspond à une réduction des ressources nécessaires pour les postes d'un montant de 977 000 dollars, compensée en partie par une augmentation de 304 300 dollars des dépenses autres que le coût des postes. Les changements opérés au niveau des postes sont les suivants : redéploiement d'un poste P-4 au sous-programme 3 et d'un poste P-2 au sous-programme 12 pour renforcer ces sous-programmes; et suppression de six postes d'agent local dans le cadre de la consolidation des fonctions centrales d'appui. L'augmentation des dépenses autres que le coût des postes est liée aux services contractuels, aux frais généraux de fonctionnement et au mobilier et matériel. Elle est en partie compensée par la diminution des autres dépenses de personnel et des besoins liés aux consultants et aux experts, aux voyages du personnel et aux fournitures et accessoires.

- 20.9 S'agissant de la mobilisation de fonds extrabudgétaires et de la gestion des projets de coopération technique, trois principaux facteurs ont eu un impact sur les prévisions révisées pour l'exercice biennal 2004-2005 et les projections pour l'exercice biennal 2006-2007. Tout d'abord, la CEPALC entretient depuis longtemps déjà des relations fructueuses avec certains donateurs bilatéraux, qui ont choisi de financer des programmes intégrés, et non des projets au cas par cas. Deuxièmement, la CEPALC a resserré et approfondi ses relations avec la Commission des communautés européennes, qui est désormais l'un de ses principaux contributeurs et partenaires en ce qui concerne l'offre de services de coopération technique à ses parties prenantes. Troisièmement, les fondations privées et les organisations non gouvernementales participent davantage à l'exécution des activités extrabudgétaires de la CEPALC, aussi bien en la qualité de contributeurs que comme partenaires.
- 20.10 Les fonds extrabudgétaires prévus, d'un montant de 19 285 400 dollars, viendront compléter les ressources imputées au budget ordinaire pour financer par exemple des travaux de recherche appliquée, des services consultatifs et des formations de groupe ou des ateliers. En dépit des remarques faites au paragraphe 20.9 ci-dessus, les prévisions données pour l'exercice biennal 2006-2007 témoignent de l'adoption d'une approche conservatrice dans le calcul des fonds extrabudgétaires, dans la mesure où elles ne portent que sur les projets qui ont fait l'objet d'engagements fermes ou d'indications préliminaires de la part des donateurs potentiels.
- 20.11 Conformément à la résolution 58/269 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 2003, le projet inclut pour la première fois des plans d'évaluation pour toutes les activités de fond prévues dans les sous-programmes de la CEPALC, ainsi que celles de la Direction exécutive et de l'administration, qui doit couvrir toutes les composantes de l'appui au programme. Le montant des ressources nécessaires au titre du budget ordinaire pour la conduite de ces évaluations a été estimé à 1 444 600 dollars, sur la base de 106,6 mois de travail à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (1 163 700 dollars) et de 67,9 mois de travail aux autres catégories (278 400 dollars), en tenant compte également des besoins relatifs aux services de consultants (2 500 dollars). Un montant total de 231 700 dollars au titre des fonds extrabudgétaires est par ailleurs nécessaire pour couvrir les dépenses correspondant à 7,5 mois de travail à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (74 300 dollars) et 34 mois de travail aux autres catégories (139 400 dollars), ainsi que les dépenses afférentes aux consultants (16 500 dollars) et aux activités de formation (1 500 dollars).
- 20.12 Les ressources nécessaires à la CEPALC pendant l'exercice biennal 2006-2007 se répartiraient comme indiqué ci-après.

Tableau 20.3

Répartition des ressources par composante, en pourcentage

<i>Composante</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
A. Organes directeurs	1,4	—
B. Direction exécutive et administration	6,3	0,8
C. Programme de travail		
1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	5,9	1,8
2. Production et innovation	5,2	18,6
3. Politiques macroéconomiques et croissance	7,9	16,0
4. Développement social et équité sociale	3,4	10,9
5. Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional	1,2	0,8
6. Population et développement	2,8	8,4

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>Composante</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
7. Planification de l'administration publique	1,9	17,7
8. Environnement et établissements humains	3,2	3,0
9. Ressources naturelles et infrastructures	3,5	5,0
10. Statistiques et projections économiques	4,7	4,4
11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	8,0	7,2
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	5,6	0,6
Total partiel (C)	53,3	94,4
D. Appui au programme	39,0	4,8
Total	100,0	100,0

Tableau 20.4

Ressources nécessaires, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Composante</i>	<i>2002-2003 Dépenses effectives</i>	<i>2004-2005 Crédits ouverts</i>	<i>Augmentation</i>		<i>Total avant actualisation des coûts</i>	<i>Actua- lisation des coûts</i>	<i>2006-2007 Montant estimatif</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
A. Organes directeurs	924,2	1 214,7	(31,6)	(2,6)	1 183,1	67,2	1 250,3
B. Direction exécutive et administration	5 348,3	5 371,1	13,1	0,2	5 384,2	433,0	5 817,2
C. Programme de travail	36 207,3	44 719,5	1 017,7	2,3	45 737,2	3 805,1	49 542,3
D. Appui au programme	29 368,6	34 066,1	(672,7)	(2,0)	33 393,4	2 714,2	36 107,6
Total (1)	71 848,4	85 371,4	326,5	0,4	85 697,9	7 019,5	92 717,4

2) *Fonds extrabudgétaires*

<i>2002-2003 Dépenses effectives</i>	<i>2004-2005 Montant estimatif</i>	<i>Source de financement</i>	<i>2006-2007 Montant estimatif</i>
		a) Services d'appui à :	
		i) Des organismes des Nations Unies	—
1 765,0	1 825,1	ii) Des activités extrabudgétaires	1 954,7
		b) Activités de fond	
		c) Projets opérationnels	
		Commission des communautés européennes	
45,7	—	Autres organismes des Nations Unies	—
		Banque interaméricaine de développement	—
1 294,2	332,7	PNUD	200,0
983,4	1 180,6	FNUAP	1 116,3
238,3	56,0	FNUPI	—
—	—	Autres organisations multilatérales	—
—	—	Sources bilatérales	—
		Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	12 895,4
11 131,5	15 412,1		

	2002-2003 Dépenses effectives	2004-2005 Montant estimatif	Source de financement	2006-2007 Montant estimatif
	2 721,2	2 959,0	Diverses contributions à l'Institut de planification économique et sociale d'Amérique latine et des Caraïbes	3 119,0
Total (2)	18 179,3	21 765,5		19 285,4
Total [(1) + (2)]	90 027,7	107 136,9		112 002,8

Tableau 20.5

Postes nécessaires

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires				Total	
			Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	2004- 2005	2006- 2007	2004- 2005	2006- 2007	2004- 2005	2006- 2007	2004- 2005	2006- 2007
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	13	13	—	—	1	1	14	14
P-5	28	28	—	—	4	3	32	31
P-4/3	105	107	1	1	10	9	116	117
P-2/1	43	48	—	—	1	1	44	49
Total partiel	191	198	1	1	16	14	208	213
Agents des services généraux								
1 ^{re} classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	4	4	—	—	—	—	4	4
Total partiel	4	4	—	—	—	—	4	4
Autres catégories								
Agents locaux	282	272	1	1	21	23	304	296
Total partiel	282	272	1	1	21	23	304	296
Total	477	474	2	2	37	37	516	513

A. Organes directeurs

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 183 100 dollars

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

- 20.13 Le mandat de la CEPALC a été arrêté par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) des 25 février et 5 mars 1948 et dans les modifications qui y ont été apportées par la suite. La Commission se compose de 41 membres et 7 membres associés et tient une session de cinq jours tous les deux ans, qui coïncide avec les années paires, afin d'examiner les travaux du secrétariat et d'approuver son programme de travail biennal. Deux comités de session spéciaux, l'un chargé de la coopération technique entre les pays et régions en développement et l'autre de la population et

du développement, se réunissent sur les questions de développement durable. La trente et unième session de la Commission se tiendra à Santiago pendant le premier semestre de 2006.

Comité plénier

- 20.14 Le Comité plénier a été créé en 1952. Si besoin est, il tient des réunions avec les représentants permanents des États membres de la CEPALC, généralement au Siège de l'ONU, à New York, les années où la Commission ne siège pas. Il se réunira en session plénière pendant trois jours à New York pendant l'exercice biennal 2006-2007 afin d'examiner les questions qui intéressent la Commission.

Présidents de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes et dixième Conférence régionale sur les femmes

- 20.15 Les présidents fixent les grandes orientations des travaux du secrétariat pour les questions touchant à l'intégration des femmes dans le développement de la région, conformément au paragraphe 88.2 du Plan d'action régional pour l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ils se réuniront à trois reprises au cours du prochain exercice biennal : deux fois en 2006 et une fois en 2007.
- 20.16 La Conférence régionale sur l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine a été créée en tant qu'organe subsidiaire permanent de la CEPALC à la onzième session extraordinaire du Comité plénier tenue le 21 novembre 1977, à l'occasion de laquelle la Commission a approuvé le Plan d'action régional en faveur de l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine adopté à La Havane en 1977. La Conférence a pour objectif de recenser les besoins des femmes aux niveaux régional et sous-régional, de présenter des recommandations, de procéder à des évaluations périodiques des activités entreprises pour donner effet aux plans et accords régionaux et internationaux sur la question et de faciliter les échanges de vues. Elle tient ses sessions tous les trois ans et devrait se réunir en 2007.

Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau

- 20.17 Créé le 7 mai 1971, le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau est un organe subsidiaire de la Commission qui permet des échanges de vues portant sur l'analyse de différents aspects de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Par le passé, il s'est intéressé aux questions relatives à l'industrialisation, à la science et à la technique, mais récemment il a mis l'accent principalement sur les questions de population. Le Comité se réunit chaque année, quand il y a lieu, et a prévu de se réunir à New York en 2006 et en 2007.

Comité de développement et de coopération des Caraïbes

- 20.18 Créé en 1975, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes coordonne les activités de coopération en faveur du développement économique et social et s'occupe des questions de développement qui présentent un intérêt pour les pays des Caraïbes qui sont membres de la CEPALC. Il remplit également les fonctions d'organe consultatif auprès du Secrétaire exécutif de

la CEPALC pour les questions relatives aux Caraïbes. Il se réunira une fois par an au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

Comité de coopération économique de l'Amérique centrale

- 20.19 Créé en 1952, le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale assure la coordination et la direction d'ensemble des activités du secrétariat visant à promouvoir l'intégration des économies nationales en Amérique centrale. C'est également un organe consultatif auprès du Secrétaire exécutif de la CEPALC pour les questions concernant l'Amérique centrale, ainsi qu'un organe subsidiaire de la Commission. Il se réunira chaque année au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

Conseil régional de planification et présidents du Conseil régional de planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

- 20.20 Créé en 1974, le Conseil régional de planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes compte 40 États membres et constitue le principal organe intergouvernemental de l'Institut. Il se réunit tous les quatre ans. La douzième réunion du Conseil a eu lieu le 6 novembre 2002 à Madrid. Le Conseil devrait se réunir une fois pendant l'exercice biennal 2006-2007.
- 20.21 Les présidents du Conseil régional de planification comptent 11 membres choisis parmi les États membres. Ils sont chargés d'examiner le programme de travail et d'évaluer les activités de l'Institut. Ils se réunissent au moins une fois par an. Il est prévu qu'ils se réunissent en 2006 et en 2007.

Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques

- 20.22 Le Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques a été institué en même temps que la Conférence statistique des Amériques, lors de la vingt-huitième session de la Commission [voir résolution 580 (XXVIII)]. Il se réunit tous les ans pour apporter un appui à la Conférence. Les principales tâches du Comité directeur consistent à établir un programme biennal de coopération régionale et internationale dans le domaine de la statistique, qui est présenté lors de la Conférence, à assurer le suivi de la mise en œuvre des accords et des activités fixées par la Conférence, et à décider de la documentation de fond qu'il convient de présenter à cette dernière.
- 20.23 Conformément au mandat arrêté par la Commission dans sa résolution 580 (XXVIII), les prochaines réunions du Comité exécutif se tiendront à Mexico en 2006 et à Brasília en 2007.

Conférence statistique des Amériques

- 20.24 La Commission a conféré le statut d'organe subsidiaire à la Conférence statistique des Amériques à sa vingt-huitième session [voir résolution 580 (XXVIII)].
- 20.25 La Conférence se réunit les années impaires et a pour objectifs de promouvoir le développement et l'amélioration des statistiques nationales et leur comparabilité à l'échelon international, de renforcer la coopération entre les organismes de statistique nationaux et les organismes internationaux et régionaux, et d'établir un programme biennal de coopération internationale et

régionale en vue de répondre aux besoins des pays de la région en matière de statistiques. La prochaine réunion de la Conférence se tiendra à Santiago en 2007.

Tableau 20.6

Ressources nécessaires

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	—	—	—	—
Autres objets de dépense	1 214,7	1 183,1	—	—
Total partiel	1 214,7	1 183,1	—	—
Fonds extrabudgétaires	—	—	—	—
Total	1 214,7	1 183,1	—	—

- 20.26 Le montant prévu pour les organes directeurs (1 183 100 dollars), en diminution de 31 600 dollars, permettra de financer le service des réunions des organes intergouvernementaux de la Commission. La diminution s'explique par une réduction des besoins en personnel temporaire pour les réunions (21 500 dollars) et en personnel temporaire autre que pour les réunions (3 200 dollars), par une réduction des heures supplémentaires (1 800 dollars) et par une baisse des dépenses au titre des traductions confiées à l'extérieur (1 600 dollars), des services divers (1 100 dollars), des fournitures et accessoires (1 600 dollars) et des frais de représentation (800 dollars).

B. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 384 200 dollars

- 20.27 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration générales du secrétariat de la CEPALC, dans le cadre de l'exécution des activités qui lui sont prescrites et du programme de travail approuvé. Il demeure chargé de l'établissement du rapport institutionnel biennal sur les principales questions qui sont examinées à la session de la Commission ainsi que de la publication de la *CEPAL Review*.
- 20.28 De plus, le Bureau définira les orientations générales et continuera à fixer les critères voulus pour coordonner l'application et le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et l'intégration dans tous les sous-programmes d'autres questions transversales telles que les questions concernant les femmes et le développement durable.
- 20.29 La Division des opérations et de la planification des programmes continuera, pour le compte du Secrétaire exécutif, à jouer un rôle de coordination générale et à conseiller les directeurs de sous-programmes s'agissant de la formulation du projet de plan-programme biennal et des priorités de la CEPALC et de l'établissement du projet de programme de travail biennal et du rapport de la Commission sur ses travaux, en vue de leur présentation et de leur adoption à la session de la Commission, qui se tient tous les deux ans, ainsi que de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal et des rapports correspondants sur l'exécution du budget-programme.

- 20.30 Par ailleurs, la Division procédera au suivi opérationnel du programme de travail et établira le rapport biennal sur la question. Elle organisera et coordonnera le plan d'évaluation de la Commission et en rendra compte. Elle continuera en outre à assurer le service des réunions du Groupe de travail spécial créé par la résolution 553 (XXVI) de la Commission et à en établir la documentation afin de fixer les priorités du programme de travail et de fournir des orientations stratégiques à la Commission s'agissant des questions d'ordre institutionnel et des questions de politique générale. Elle poursuivra également ses activités de coordination, de développement, de mise à jour et de gestion du site officiel de la Commission et de ses sites subsidiaires sur le Web, et continuera à s'occuper de la coordination, de l'orientation et de la supervision du programme de coopération technique, qui est financé par des fonds extrabudgétaires, et des activités de collecte de fonds qui y sont liées ainsi que des travaux menés par la bibliothèque de la CEPALC à Santiago, pour lesquels des ressources sont prévues au titre de l'appui au programme (section D).
- 20.31 Le Bureau du Secrétaire exécutif englobe le Groupe des services de l'information, qui travaille à Santiago en étroite coordination avec le Département de l'information du Siège. Le Groupe est chargé d'organiser des conférences de presse et de publier des communiqués de presse, de produire et de diffuser des brochures et des dossiers d'information sur la Commission et l'ONU, de publier des éditoriaux dans les organes de presse de la région, de produire un bulletin d'information bimestriel et de rester en liaison avec les journalistes et le public.

Tableau 20.7

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Veiller à ce que les textes adoptés par les organes délibérants se rapportant à la gestion du programme de travail, du personnel et des ressources financières soient pleinement appliqués et à ce que les politiques et procédures de l'ONU en la matière soient respectées

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Administration efficace du programme de travail et appui au moyen des ressources humaines et financières voulues	a) i) Fourniture des produits et services dans les délais prescrits <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : délais respectés dans 93 % des cas 2004-2005 (estimation) : délais respectés dans 94 % des cas 2006-2007 (objectif) : délais respectés dans 95 % des cas ii) Recrutement et affectation du personnel en temps voulu <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : postes vacants pendant 179 jours en moyenne 2006-2007 (objectif) : postes vacants pendant 169 jours en moyenne

	iii) Utilisation efficiente et efficace des ressources <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : ressources utilisées à 94 % 2004-2005 (estimation) : ressources utilisées à 95 % 2006-2007 (objectif) : ressources utilisées à 97 %
b) Mise en évidence des questions nouvelles dont les États membres doivent se préoccuper	b) Augmentation du nombre de fois où les États membres examinent les questions qui ont été portées à leur attention <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 1 fois 2006-2007 (objectif) : 2 fois
c) Plus grande cohérence en ce qui concerne les orientations suivies en matière de gestion des activités économiques et sociales de la Commission	c) Augmentation du nombre d'activités menées en collaboration avec d'autres entités <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 1 activité 2006-2007 (objectif) : 2 activités

Produits

20.32 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) CEPALC – Comité plénier : documentation à l'intention des organes délibérants : rapport sur les travaux du Comité plénier (1);
 - ii) Services fonctionnels pour les séances de la CEPALC à l'occasion de sa session biennale (10) et les réunions de ses organes subsidiaires (8);
 - iii) Documentation à l'intention des organes délibérants : projet de programme de travail de la CEPALC pour l'exercice biennal 2008-2009 (1); projet préliminaire de budget-programme de la CEPALC pour l'exercice biennal 2008-2009 (1); projet de cadre stratégique de la CEPALC pour l'exercice biennal 2008-2009 (1); rapport sur l'exécution du budget-programme de la CEPALC de l'exercice 2004-2005 (1); rapport sur les principales questions que la Commission examinera à sa trentième et unième session (1); rapport sur les travaux de la CEPALC depuis la trentième session (1); rapport sur les activités de la CEPALC visant à promouvoir et à appuyer la coopération Sud-Sud pendant l'exercice biennal 2004-2005 (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Publications en série : *CEPAL Review* (6);
 - ii) Expositions, visites guidées, conférences : réunions d'information et exposés sur les publications de la CEPALC à l'intention des médias et autres activités liées aux

manifestations et célébrations organisées par l'ONU et la Commission; expositions et autres supports d'information visuels sur les activités de l'ONU; visites guidées des locaux de la Commission à Santiago;

- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : activités de liaison avec des organes de presse nationaux et internationaux ainsi qu'avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des bibliothèques et autres prestataires locaux de services d'information; bulletin d'information mensuel intitulé « Notas de la CEPAL/ECLAC Notes »; réponses apportées aux demandes d'information du public, oralement et par écrit;
- iv) Communiqués et conférences de presse : organisation des conférences de presse du Secrétaire exécutif et d'autres hauts responsables de la Commission et du système des Nations Unies; communiqués de presse en anglais et en espagnol concernant les réunions et activités de la Commission et communiqués établis sur la base des dépêches envoyées par le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU, les offices des Nations Unies et les institutions spécialisées;
- v) Supports techniques : fourniture de services centraux concernant la mise au point, l'actualisation et la gestion du site Web de la CEPALC; mise à jour et gestion des pages Web du Bureau du Secrétaire exécutif et du Groupe des services de l'information et des bases de données concernant la presse;
- vi) Ressources audiovisuelles : couverture photographique des réunions et activités de la CEPALC; envoi de bulletins d'information au Siège pour diffusion dans le cadre des programmes de radio de l'ONU et aux stations de radio de la région; enregistrement vidéo d'entretiens et d'autres activités pour diffusion dans le cadre des programmes de l'ONU et pour distribution auprès des organes de presse dans la région.

Tableau 20.8

Ressources nécessaires : Direction exécutive et administration

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	4 771,4	4 771,4	30	30
Autres objets de dépense	599,7	612,8	–	–
Total partiel	5 371,1	5 384,2	30	30
Fonds extrabudgétaires	149,1	152,0	2	2
Total	5 520,2	5 536,2	32	32

- 20.33 Le montant prévu au titre des postes atteint 4 771 400 dollars (montant inchangé). Le montant inscrit à la rubrique Autres objets de dépense (612 800 dollars) fait apparaître une augmentation nette de 13 100 dollars, qui résulte de la différence entre l'augmentation des montants prévus au titre des consultants (19 600 dollars) et des services contractuels (2 600 dollars) et la diminution des ressources prévues au titre des voyages (2 200 dollars), des frais généraux de fonctionnement (5 600 dollars) et des fournitures et accessoires (1 300 dollars).

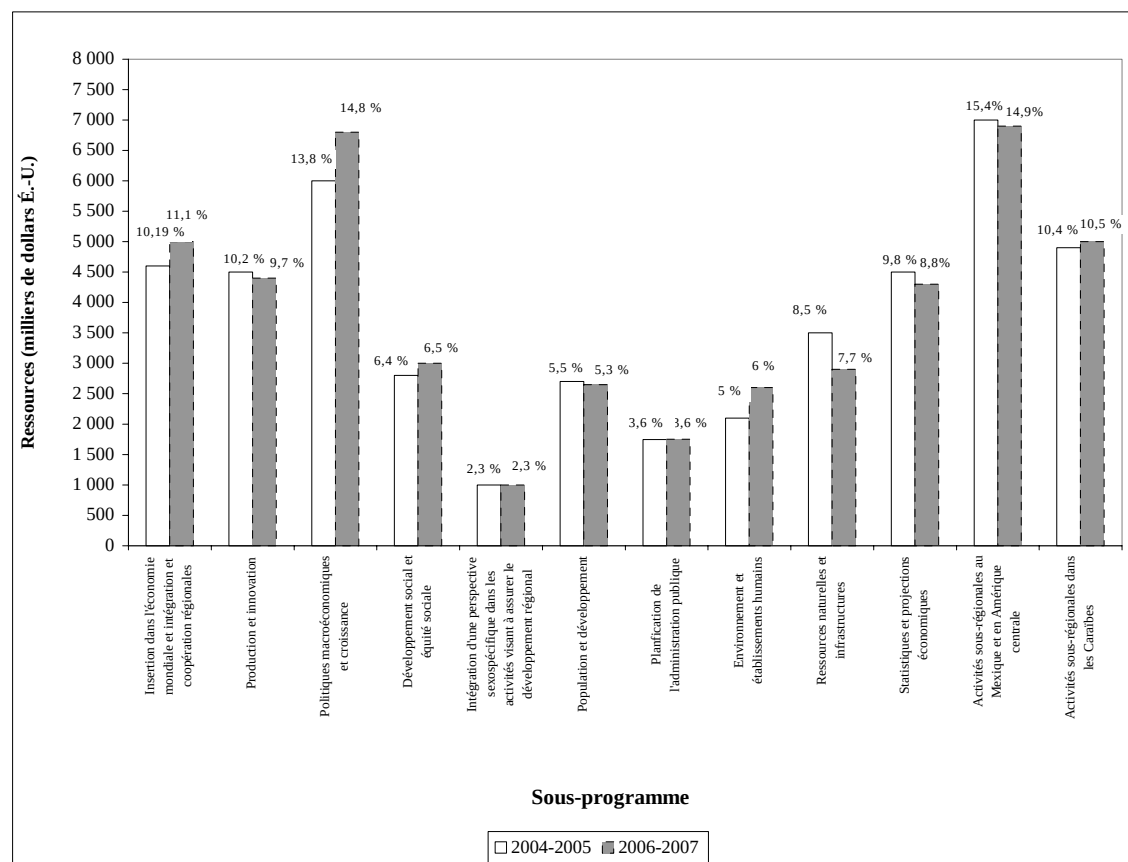
C. Programme de travail

Tableau 20.9

Ressources nécessaires par sous-programme

Sous-programme	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	4 543,0	5 059,3	22	26
2. Production et innovation	4 549,2	4 428,5	21	20
3. Politiques macroéconomiques et croissance	6 074,2	6 769,9	30	34
4. Développement social et équité sociale	2 852,5	2 962,3	14	15
5. Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional	1 038,6	1 038,6	5	5
6. Population et développement	2 469,3	2 433,3	14	15
7. Planification de l'administration publique	1 613,6	1 632,9	11	11
8. Environnement et établissements humains	2 253,6	2 733,2	11	13
9. Ressources naturelles et infrastructures	3 442,9	2 989,4	19	14
10. Statistiques et projections économiques	4 374,9	4 039,4	27	25
11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	6 874,3	6 828,8	41	41
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	4 633,7	4 821,6	33	34
Total partiel	44 719,5	45 737,2	248	253
Fonds extrabudgétaires	20 648,2	18 204,3	26	25
Total	65 367,7	63 941,5	274	278

Ressources nécessaires, par sous-programme (budget ordinaire)



Sous-programme 1

Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 059 300 dollars

- 20.34 Le sous-programme sera exécuté par la Division de l'intégration et du commerce internationaux avec l'appui du bureau de la Commission à Washington. Le programme de travail a été élaboré sur la base du sous-programme 1 du programme 17 du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007.
- 20.35 Dans le cadre de l'exécution du programme de travail, on accordera une attention particulière aux dispositions pertinentes des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, en particulier à l'objectif 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement) et à la cible 12 (poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire) ainsi qu'aux engagements pris dans les domaines de la bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté tant au niveau national qu'à l'échelon international. Le sous-programme comprendra quatre grandes sphères thématiques : a) l'analyse des tendances générales de l'économie mondiale et des politiques commerciales de l'Amérique latine et des Caraïbes; b) les règles régissant le commerce

international, les tendances en matière d'intégration et les politiques commerciales nationales; c) les questions relatives aux marchés présentant un intérêt particulier pour la région; d) la dimension sociale de l'intégration économique.

Tableau 20.10

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer les liens entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et l'économie mondiale, ainsi que les mécanismes régionaux de coopération et d'intégration aux niveaux sous-régional, régional et panaméricain

Réalizations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Sensibilisation accrue des pays de la région aux incidences et à l'effet de l'adoption de dispositions et règlements commerciaux classiques et nouveaux	a) i) Nombre de documents téléchargés et d'articles de presse citant des éléments du sous-programme qui traitent de l'adoption de dispositions et de règlements commerciaux classiques et nouveaux <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : téléchargement de documents et d'articles de presse par 15 000 utilisateurs 2006-2007 (objectif) : téléchargement de documents et d'articles de presse par 19 000 utilisateurs ii) Nombre de lecteurs de la publication phare <i>Latin America and the Caribbean in the World Economy</i> qui en jugent les analyses et les recommandations utiles ou très utiles pour l'élaboration des politiques <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 385 lecteurs jugent la publication utile ou très utile pour l'élaboration des politiques 2006-2007 (objectif) : 400 lecteurs jugent la publication utile ou très utile pour l'élaboration des politiques
b) Meilleure compréhension et meilleure connaissance, par les parties prenantes des États membres, des moyens de renforcer leur intégration dans l'économie mondiale dans le contexte du progrès parallèle de la mondialisation et du régionalisme ouvert en Amérique latine et dans les Caraïbes	b) Nombre des questions soulevées par la CEPALC au sujet du renforcement des liens avec les marchés mondiaux dont tiennent compte les décideurs et autres parties prenantes des États membres <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 2 questions 2006-2007 (objectif) : 3 questions

Facteurs externes

- 20.36 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les décideurs s'attachent à titre prioritaire à mieux intégrer les pays de la région dans l'économie mondiale, à renforcer leurs capacités techniques, institutionnelles et décisionnelles pour tirer parti des avantages offerts par la mondialisation et à compléter les accords d'intégration existants; b) la communauté internationale suit les directives formulées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social; c) la Commission dispose des ressources nécessaires pour appuyer les efforts que font ses États membres pour mieux s'intégrer dans l'économie mondiale et conclure de nouveaux accords d'intégration; d) on n'enregistre pas de déficit au titre des fonds extrabudgétaires qui nuirait à l'exécution des activités opérationnelles.

Produits

- 20.37 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : groupes spéciaux d'experts : examen des incidences de l'interdépendance croissante des marchés sur les groupes sociaux les plus vulnérables (1); analyse des tendances à la mondialisation des marchés et des conséquences de la mondialisation sur les débouchés que trouvent les produits et services exportés par la région (2); examen des politiques commerciales nationales compte tenu des tendances de l'évolution du système de règles commerciales multilatérales et du développement de l'intégration sous-régionale, régionale et panaméricaine (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : étude sur les nouveaux marchés des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude sur les tendances récentes des mécanismes d'intégration au niveau sous-régional dans le Marché commun du Sud (Mercosur) et à l'échelon panaméricain et incidence sur l'économie brésilienne (1); étude sur l'adaptation du cadre réglementaire du secteur des services par rapport aux réglementations commerciales internationales afin de renforcer la réglementation et la supervision dans divers secteurs (1); étude sur les incidences des liens entre économie mondiale et économies nationales en matière d'emploi, de restructuration sectorielle et d'intégration de l'appareil de production national (1); étude sur les principales modifications intervenues dans l'intégration des économies de la région dans l'économie mondiale et sur l'évolution récente de la structure et de la dynamique du commerce international (1); étude sur les tendances récentes les plus notables de l'économie mondiale et sur leur incidence sur l'économie brésilienne, notamment sur les politiques commerciales (1); étude sur la participation des petites entreprises au commerce international, y compris une analyse comparative d'expériences analogues dans les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Europe (1); étude sur les rapports entre la mobilité relative des facteurs de production et le degré de protection institutionnelle des droits de propriété dans le contexte de l'intégration économique régionale (1); rapport annuel sur les obstacles commerciaux érigés par les États-Unis à l'encontre des exportations en provenance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (2); étude annuelle sur les tendances récentes que font apparaître les relations commerciales de l'Amérique latine et des Caraïbes avec les États-Unis (2); *Latin America and the Caribbean in the World Economy*, édition 2005-2006 (1) et édition 2006-2007 (1); études sur les changements intervenus dans la législation, les politiques et les aspects institutionnels relatifs aux échanges commerciaux internationaux des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et

leurs incidences sur l'intégration économique (2); étude sur les caractéristiques de certains secteurs de la sphère des services des pays d'Amérique latine et des Caraïbes soulignant les liens entre ces secteurs et le reste de l'économie et les répercussions que de tels liens ont sur la création d'emplois et la diffusion de technologies (2); études sur le développement de l'intégration sous-régionale, régionale et panaméricaine (2); études sur les conséquences de l'évolution des règles du commerce international sur certains marchés, eu égard en particulier aux barrières techniques, sanitaires et phytosanitaires et à la protection des droits de propriété intellectuelle (2); étude sur l'incidence de l'évolution de l'économie de l'information sur la demande externe de produits et sur la structure de production de la région; études sur les conséquences de la tendance mondiale à ajouter de la valeur aux biens et aux services de façon incorporelle (information et connaissances) et sur la capacité de la région d'adapter sa structure de production aux nouvelles conditions internationales de production afin d'améliorer sa compétitivité à l'exportation (une étude par an) (2); études sur les principaux faits nouveaux intervenus à l'Organisation mondiale du commerce et sur l'évolution des politiques commerciales des grands pays industrialisés (2);

- ii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : *CEPAL News* (24 numéros publiés par le bureau de la CEPALC à Washington, en anglais seulement) (2); *FAL Bulletin*, publication consacrée à la facilitation du commerce et du transport dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (12 numéros pendant l'exercice biennal) (2); rapports d'information sur les apports en capitaux en Amérique latine et dans les Caraïbes (en anglais seulement) (4 pendant l'exercice biennal) (2); rapports sur l'économie des États-Unis d'Amérique (en anglais seulement) (8 pendant l'exercice biennal) (2);
- iii) Supports techniques : ajout de données sur la situation des transports maritimes dans la région dans le cadre de la mise à jour de la base de données sur les transports internationaux dans la région et de la publication électronique *Perfil Marítimo de América latina y el Caribe*, disponibles sur les pages du site Web de la CEPALC consacrées au sous-programme (2); mise à jour du système de statistiques concernant les transports dans les pays membres de l'Association latino-américaine d'intégration à partir des données communiquées par les pays (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) : services consultatifs : services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande dans les domaines des politiques commerciales et des normes commerciales multilatérales ainsi que de l'évolution et des perspectives de l'intégration régionale.

Tableau 20.11

Ressources nécessaires : Sous-programme 1

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	4 340,9	4 838,2	22	26
Autres objets de dépense	202,1	221,1	—	—
Total partiel	4 543,0	5 059,3	22	26

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Fonds extrabudgétaires	912,3	343,8	1	1
Total	5 455,3	5 403,1	23	27

- 20.38 Le montant prévu au titre des postes (4 838 200 dollars) fait apparaître une augmentation de 497 300 dollars en raison : a) du redéploiement d'un poste P-3 provenant du sous-programme 10 afin de renforcer la capacité fonctionnelle du sous-programme et de mettre en œuvre les activités ayant un degré de priorité très élevé; b) du redéploiement de trois postes d'agent local provenant du sous-programme 9 en vue de renforcer les capacités d'appui touchant la recherche, notamment dans le domaine de la facilitation du commerce. Le montant inscrit à la rubrique Autres objets de dépense (221 100 dollars) couvre les autres dépenses de personnel (31 700 dollars), les services d'experts et de consultants (104 200 dollars) ainsi que les frais de voyage du personnel (85 200 dollars). L'augmentation de 19 000 dollars s'explique par l'accroissement des ressources nécessaires pour les consultants (13 000 dollars) et les experts (6 000 dollars).

Sous-programme 2 Production et innovation

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 4 428 500 dollars

- 20.39 Ce sous-programme est exécuté par la Division du développement de la production et des entreprises, en collaboration étroite avec le bureau de la CEPALC à Brasilia. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 2 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.40 Les activités du sous-programme seront directement liées à l'application des dispositions pertinentes des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, en particulier l'objectif 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement), la cible 12, pour ce qui est en particulier d'assurer une bonne gestion des politiques gouvernementales du point de vue de l'efficacité, des responsabilités et de la transparence, et la cible 18 (mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous). Des axes de recherche et des recommandations seront définis, à l'intention des parties intéressées de la région, dans trois domaines : a) évolution récente de la structure de production dans la région; b) comportement des principaux agents économiques de la région (entreprises de différents types et tailles); et c) évaluation des résultats obtenus par ces agents économiques, en matière d'innovation et de connaissances notamment.

Tableau 20.12

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer les capacités des pays de la région d'élaborer et d'appliquer des politiques microéconomiques et sectorielles propres à encourager la production, l'innovation et les systèmes de connaissance compte dûment tenu des dimensions économiques, sociales et environnementales et des liens avec l'économie mondiale	
Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Meilleure compréhension, par les parties prenantes, des propositions de la CEPALC relatives à l'élaboration et à l'application de politiques de développement productif	a) i) Augmentation du nombre des parties prenantes qui encouragent la mise en œuvre de politiques de développement productif fondées sur les recommandations de la CEPALC <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : sans objet 2006-2007 (objectif) : 25 États Membres participants ii) Augmentation du nombre des principaux documents et rapports analytiques présentant des politiques possibles et des recommandations qui sont téléchargés à partir du site Web du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 75 000 téléchargements 2006-2007 (objectif) : 100 000 téléchargements iii) Nombre de lecteurs de la publication phare <i>Foreign Investment in Latin America and the Caribbean</i> qui, dans leurs réponses à des questionnaires d'enquête, jugent ces analyses et recommandations « utiles » ou « très utiles » pour leur travail <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 30 2006-2007 (objectif) : 60
b) Utilisation accrue des services de la CEPALC par les institutions des États membres aux fins de la formulation de politiques et de stratégies visant à renforcer la compétitivité de leurs structures de production	b) i) Nombre d'institutions parties prenantes des États Membres qui se servent des outils analytiques mis au point dans le cadre du sous-programme

Mesure des résultats :

2002-2003 : sans objet

2004-2005 (estimation) : 150

2006-2007 (objectif) : 200

ii) Nombre de participants aux cours de formation organisés au titre du sous-programme qui jugent ces cours « utiles » ou « très utiles » pour leurs travaux

Mesure des résultats :

2002-2003 : sans objet

2004-2005 (estimation) : 25

2006-2007 (objectif) : 30

Facteurs externes

- 20.41 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) il est possible de répondre aux demandes de services d'assistance technique et de formation formulées par les États Membres dans un climat de stabilité politique; et des fonds extrabudgétaires sont disponibles pour financer les projets régionaux demandés.

Produits

- 20.42 Les produits de l'exercice biennal 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts ayant les objectifs suivants : analyser le développement des petites et microentreprises et ses incidences sur les politiques nationales et locales pertinentes (1); examiner les tendances de l'investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes et définir des stratégies et des orientations pour les pays (1); étudier les stratégies nationales et régionales de promotion de la société de l'information (1); étudier les politiques et les systèmes favorisant l'innovation aux niveaux national et local (1); examiner la dynamique de la productivité parmi les pays de la région et ses incidences sur les politiques (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : études sur les thèmes suivants : analyse des stratégies des principales sociétés transnationales et les conglomerats financiers locaux dans les pays de la région (1) et évolution des modes de production nationaux dans la région; *Les investissements étrangers en Amérique latine et dans les Caraïbes*, publication annuelle (avec CD-ROM joint) contenant une mise à jour du cadre juridique et des informations statistiques (2);
 - ii) Publications isolées : études portant sur : les politiques de développement visant à atténuer la pauvreté en zone rurale (1); les politiques de développement du secteur financier visant à appuyer les petites et moyennes entreprises dans la région (1); la mise en valeur du capital humain et le développement des connaissances (1); les technologies de l'information dans le secteur des services (1); les réseaux de production et d'innovation aux niveaux national et local (1); les politiques de développement de la productivité en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); l'évolution récente de la

structure productive et l'innovation technologique au Brésil. En particulier, les faits nouveaux concernant la productivité et la compétitivité seront examinés, ainsi que : les politiques favorisant la productivité et le développement technologique (1); les stratégies pour la mise au point de technologies et de services d'information aux niveaux national et régional (1); les caractéristiques et la géographie de l'emploi rural, pour ce qui est des activités liées aux services (1); les tendances de la production et de l'innovation dans les chaînes de valeur agricoles mondiales (1); l'évolution des changements structurels dans le secteur agricole et leurs effets sur les politiques sectorielles (1); l'évolution des activités de service dans les pays de la région (1); la capacité d'élaborer et d'appliquer des textes réglementaires (1);

- iii) Supports techniques : élaboration et diffusion de matériaux d'information sur les technologies de l'information et des communications (2); exploitation du logiciel AGROPLAN relatif à la structure de la production agricole (2); exploitation, consolidation et mise à jour annuelle des progiciels et systèmes informatiques CAN (Analyse de la compétitivité des pays) et COMERPLAN, relatifs au commerce (2); maintenance et mise à jour du Programme d'analyse de la dynamique industrielle (2); maintenance et mise à jour des bases de données relatives au cadre juridique et à l'information statistique concernant l'investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Services consultatifs : services de coopération technique aux pays qui en font la demande dans des domaines tels que les politiques en matière de réglementation et la compétitivité, le développement du secteur agroalimentaire, les systèmes d'innovation aux niveaux national et local, l'amélioration de l'information statistique dans le domaine de l'investissement étranger direct, les stratégies nationales et locales concernant l'investissement étranger direct et la conception et l'application de politiques en matière de productivité concernant tout particulièrement les microentreprises et les petites et moyennes entreprises;
- ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : école d'été internationale annuelle sur l'économie latino-américaine (deux par exercice biennal); coopération avec les organes gouvernementaux, les établissements universitaires et les organismes régionaux, en vue de renforcer les activités de coopération dans des domaines touchant la productivité et l'entreprise dans les secteurs agricoles et industriels et dans certains domaines concernant les services, aux niveaux régional, national ou local; organisation, en collaboration avec des entités publiques et privées des pays qui en font la demande, d'ateliers de formation à l'utilisation du logiciel CAN.

Tableau 20.13

Ressources nécessaires : Sous-programme 2

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	4 308,8	4 218,1	21	20
Autres objets de dépense	240,4	210,4	–	–
Total partiel	4 549,2	4 428,5	21	20
Fonds extrabudgétaires	2 171,6	3 581,7	–	5
Total	6 720,8	8 010,2	21	25

- 20.43 Le montant de 4 218 100 dollars doit permettre de financer 20 postes. Il fait apparaître une diminution de 90 700 dollars, qui s'explique par la suppression d'un poste d'employé de bureau recruté sur le plan local dont les fonctions seront rationalisées et reprises dans d'autres postes équivalents à la CEPALC. Un montant de 210 400 dollars est prévu pour couvrir d'autres dépenses de personnel (51 600 dollars), les services de consultants et d'experts (93 000 dollars) et les voyages (65 800 dollars). L'écart de 30 000 dollars apparaissant à cette rubrique est imputable à l'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel temporaire (autres que pour les réunions), compensée par une réduction des ressources demandées au titre des consultants et experts et des voyages.

Sous-programme 3

Politiques macroéconomiques et croissance

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 6 769 900 dollars

- 20.44 Le sous-programme sera exécuté par la Division du développement économique, avec l'aide des sièges sous-régionaux de la CEPALC et des bureaux de Buenos Aires, Brasilia, Montevideo et Bogota. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 3 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.45 Dans l'exécution de ce sous-programme, il sera particulièrement tenu compte des dispositions relatives aux objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, en particulier l'objectif 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement) et la cible 12 (poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire, ce qui suppose notamment l'engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international).

Tableau 20.14

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Rendre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes mieux à même d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques propres à leur assurer une croissance à long terme

Réalizations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Sensibilisation accrue des décideurs d'Amérique latine et des Caraïbes aux principaux enjeux de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques macroéconomiques à court terme cohérentes dans un cadre propre à renforcer la croissance à long terme	a) Augmentation du pourcentage d'utilisateurs qui jugent les publications phares du sous-programme « utiles » <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : sans objet 2006-2007 (objectif) : 55 %
b) Meilleure compréhension, dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, des moyens de concilier croissance à long terme et développement durable	b) Proportion des bénéficiaires des services consultatifs fournis au titre du sous-programme qui jugent les politiques recommandées « utiles » ou « très utiles » <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : sans objet 2006-2007 (objectif) : 60 des bénéficiaires directs
c) Coopération régionale accrue et meilleure compréhension de la nécessité de renforcer la coordination macroéconomique dans le contexte des processus d'intégration régionaux et sous-régionaux	c) Nombre des autres participants aux débats organisés par la CEPALC qui jugent utiles les recommandations relatives à la coordination macroéconomique formulées dans le cadre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : sans objet 2006-2007 (objectif) : 65
d) Meilleure compréhension par un public plus vaste des tendances économiques dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de leur évolution probable	d) Nombre accru de décideurs, de spécialistes et d'autres utilisateurs qui jugent « utiles » les publications phares du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : sans objet 2006-2007 (objectif) : 60 % des utilisateurs

Facteurs externes

- 20.46 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) le réseau REDIMA continue de bénéficier d'un appui technique et financier suffisant de la part de ses donateurs traditionnels ou de nouvelles sources; et b) des ressources sont disponibles pour appuyer les activités de la CEPALC relatives aux questions macroéconomiques et de croissance à long terme.

Produits

- 20.47 Les produits de l'exercice biennal 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargés d'examiner : la croissance économique et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); les incidences des différents régimes de change dans la région (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : *Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes* 2005-2006 (1) et 2006-2007 (1); *Étude préliminaire de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes*, 2006 (1) et 2007 (1); une étude sur un aspect particulièrement prioritaire de la conjoncture économique en Amérique latine et dans les Caraïbes (1);
 - ii) Publications isolées sur les sujets suivants : un aspect particulièrement prioritaire des politiques fiscales dans la région (1); la flexibilité du marché du travail et l'instabilité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); les liens entre gouvernance et développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); les principales sources de financement interne de l'économie brésilienne, et les perspectives en matière d'accès durable à des sources de financement externes (1); les mécanismes et les facteurs déterminants de la croissance récente de l'économie argentine (1); l'évolution récente des politiques fiscale et monétaire au Brésil (1); la définition des facteurs de croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes, aux fins de l'élaboration de politiques (1);
 - iii) Supports techniques : contributions à l'*Étude préliminaire de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes*, 2006 et 2007, et à l'*Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, 2005-2006 et 2006-2007 : notes sur l'économie argentine (1); contributions à l'*Étude préliminaire de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes*, 2006 et 2007, et à l'*Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, 2005-2006 et 2006-2007 : notes sur l'économie brésilienne (1); indicateurs macroéconomiques de l'Argentine (8 numéros); bulletin statistique sur les tendances de l'économie brésilienne (édition en anglais, en portugais et en espagnol) (24 numéros); mise à jour et enrichissement des bases de données sur les résultats économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier celles qui comprennent l'information nécessaire à l'élaboration de diverses publications périodiques (2);
 - c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) : services consultatifs : services de coopération technique aux pays qui en font la demande, en vue de l'élaboration et de l'application de politiques macroéconomiques axées sur la croissance. Les domaines de coopération pourront notamment être les suivants : coordination des politiques macroéconomiques, élaboration et applications de politiques fiscales, et réformes structurelles.

Tableau 20.15

Ressources nécessaires : Sous-programme 3

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	5 818,9	6 505,6	30	34
Autres objets de dépense	255,3	264,3	–	–
Total partiel	6 074,2	6 769,9	30	34
Fonds extrabudgétaires	4 841,4	3 075,1	4	3
Total	10 915,6	9 845,0	34	37

- 20.48 Le montant de 6 505 600 dollars prévu pour les postes accuse une augmentation de 686 700 dollars, qui découle directement : a) de la création d'un poste, à la classe P-4, pour renforcer les travaux d'analyse systématique et de modélisation quantitative des dépenses sociales de l'État dans les pays de la région, menés afin de suivre les tendances et l'évolution des principales réformes en cours et d'en évaluer l'efficacité; b) de la création d'un poste, à la classe P-2, pour collecter, évaluer, interpréter et analyser certaines statistiques et données socioéconomiques qualitatives, notamment, provenant de diverses sources et intéressant plusieurs secteurs, pays, régions ou thèmes de développement; c) du transfert d'un poste P-5 au sous-programme 8, pour renforcer la capacité fonctionnelle de celui-ci d'exécuter les produits particulièrement prioritaires du programme de travail concernant le développement durable; d) du transfert d'un poste P-4 du sous-programme 6, pour aider à préparer les publications périodiques, organiser des réunions techniques et des réunions d'experts au niveau régional, fournir des services de coopération technique sur les questions macroéconomiques intéressant les décideurs et les autorités compétentes de la région; e) du transfert d'un poste P-4 du sous-programme 11, pour renforcer la capacité du présent sous-programme de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (en particulier l'atténuation de la pauvreté grâce à une croissance durable) et l'évolution des politiques macroéconomiques aux niveaux national, sous-régional et régional, ainsi que pour fournir des services particulièrement importants pour l'ensemble de la région en appuyant les activités du réseau REDIMA de macroéconomistes en tant que dispositif de coordination unique; f) du transfert d'un poste P-4 du Groupe de la mobilisation des ressources extrabudgétaires au Bureau de Brasilia, pour renforcer les capacités de ce dernier de suivre l'évolution de la situation économique et sociale dans le pays hôte, évaluer l'adéquation des mesures macroéconomiques et sociales prises pour réaliser les objectifs pertinents du Millénaire en matière de développement, et fournir des conseils techniques sur les grandes questions macroéconomiques et financières, en particulier dans le cadre du suivi et de l'application des textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) en 2000.
- 20.49 Le montant de 264 300 dollars prévu au titre des dépenses autres que les postes doit permettre de couvrir d'autres dépenses de personnel (72 700 dollars), les services de consultants et d'experts (101 800 dollars) et les voyages (89 800 dollars); il fait apparaître une augmentation nette de 9 000 dollars au titre des consultants et des experts, compensée par une diminution des ressources prévues pour les voyages.

Sous-programme 4 Développement social et équité sociale

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 962 300 dollars

- 21.50 Ce sous-programme sera exécuté par la Division du développement social. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 4 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.51 Le sous-programme comprend quatre grands thèmes, à savoir : a) la formulation, la gestion et l'évaluation des politiques, programmes et projets sociaux; b) l'évaluation de la situation sociale de la population dans son ensemble et des groupes vulnérables, l'accent étant mis sur la pauvreté et l'équité; c) l'analyse de l'évolution de la stratification socioéconomique en Amérique latine et dans les Caraïbes et de l'impact des réformes économiques et de l'ajustement structurel sur les nouvelles formes d'intégration et d'exclusion socioculturelles; et d) la promotion et la consolidation des droits de l'homme des première et deuxième générations indispensables à l'établissement d'un climat de gouvernance et de démocratie qui favorise le développement social afin de renforcer la paix sociale.

Tableau 20.17

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Accélérer la réduction de la pauvreté et la réalisation de l'équité sociale dans la région

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Rendre les gouvernements et les autres parties prenantes de la région mieux à même de comprendre les problèmes structurels de longue durée et les nouveaux problèmes sociaux touchant les groupes socioéconomiques défavorisés et d'en approfondir l'analyse	a) i) Proportion des bénéficiaires des services consultatifs techniques et des services de formation fournis dans le cadre du sous-programme qui les jugent utiles pour établir des bilans de la situation sociale et des tendances sociales <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 2 sur 5 (40 %) des pays ou institutions utilisant les programmes de la Division du développement social ou les méthodes proposées 2006-2007 (objectif) : 4 sur 5 (80 %) a) ii) Augmentation du nombre de documents et de publications tels que <i>Social Panorama of Latin America</i> que l'on a téléchargés pour utiliser les analyses et les données statistiques qu'ils contiennent <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet

	<i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 1 570 téléchargements ou consultations 2006-2007 (objectif) : 1 720 téléchargements ou consultations
b) Renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements et des autres parties prenantes de concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques, programmes et projets sociaux qui permettent de renforcer l'équité et l'intégration sociales	b) Nombre de programmes sociaux conçus par les gouvernements ou par des organismes ou d'autres partenaires sociaux agissant en coopération qui utilisent explicitement les méthodes élaborées dans le cadre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 1 programme portant sur des questions sociales particulières 2006-2007 (objectif) : 2 programmes portant sur des questions sociales particulières
c) Renforcer la capacité institutionnelle des gouvernements et des autres parties prenantes d'utiliser et d'échanger des informations pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes sociaux	c) Nombre de réseaux thématiques de décideurs sociaux ou d'autres partenaires sociaux créés aux fins de l'échange d'informations, de données d'expérience et de bonnes pratiques dans le cadre des activités menées dans le cadre du programme de travail <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 1 réseau thématique créé 2006-2007 (objectif) : 2 réseaux thématiques créés

Facteurs externes

- 20.52 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres appuient pleinement et considèrent comme prioritaires les activités menées dans le domaine social; b) la situation économique, sociale et politique de la région demeure stable pour permettre la réalisation de progrès notables dans les programmes et projets sociaux et relatifs aux droits de l'homme; et c) la communauté internationale continue d'apporter son soutien politique et d'accorder la priorité à toutes les nouvelles questions intéressant les politiques sociales, en particulier le développement axé sur le respect des droits de l'homme.

Produits

- 20.53 Les produits de l'exercice biennal 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

- i) Services fonctionnels aux réunions suivantes : cinquième réunion régionale de suivi du Sommet mondial pour le développement social (10); réunion intergouvernementale régionale pour la préparation de l'examen quinquennal de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui examinera la suite donnée aux recommandations de la Conférence au bout de cinq années (2007) (10);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts sur la détection des signes avant-coureurs et la prévention des conflits armés (1); et sur le rôle des instruments des Nations Unies relatifs à la lutte contre la criminalité organisée et la corruption dans le renforcement de la sécurité commune (1); réunions d'experts chargés : d'analyser les questions relatives à la famille en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); d'analyser l'impact de la segmentation de la qualité de l'éducation formelle et de l'inégalité d'accès aux moyens informatiques dans la reproduction intergénérationnelle de la stratification sociale (1); d'analyser les recommandations de la Commission mondiale sur les migrations internationales (1); d'examiner les pratiques de référence appliquées dans les réformes de l'éducation en cours dans la région, d'évaluer l'impact des différentes mesures sur l'égalité d'accès à l'éducation et la réussite scolaire et d'élaborer des propositions visant à optimiser l'effet des programmes sociaux sur l'équité dans le secteur de l'éducation (1); d'examiner les effets des réformes économiques et de l'ajustement structurel sur la stratification socioéconomique de certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); d'examiner la situation socioculturelle des jeunes dans la région, y compris les sexospécificités et les politiques visant à améliorer cette situation en mettant en place des mécanismes d'insertion sociale (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Publications en série : *Social Panorama of Latin America* (2005-2006 et 2006-2007) (2);
 - ii) Publications isolées : études sur les sujets suivants : synthèse des résultats concernant les aspects méthodologiques et techniques des études nationales sur la stratification sociale dans les pays de la région (1); le rôle de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans la lutte contre l'impunité en cas de violation des droits économiques, sociaux et culturels (1); le rôle de l'inégalité d'accès à l'éducation et aux moyens d'information dans la reproduction intergénérationnelle de la stratification sociale (1); l'application des recommandations de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, cinq ans après la tenue de cette dernière, l'accent étant mis sur les droits fondamentaux des migrants, des populations déplacées et des personnes atteintes du syndrome d'immunodéficience acquise (sida) (1); la prévention de la toxicomanie en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment la définition de nouveaux critères et pratiques de référence visant à associer la prévention dans ce domaine à l'application de mesures de réinsertion sociale destinées aux groupes vulnérables (1); la situation des droits économiques, sociaux et culturels, à partir de monographies sur les phases de préconflit, de conflit et de reconstruction après un conflit (1); la situation sociale des populations autochtones et des groupes de souche africaine dans les pays de la région, et propositions visant à l'améliorer (1); la vulnérabilité des civils dans les zones de conflit en tant que victimes potentielles de la traite des personnes (1); la situation économique et sociale des familles dans certains pays de la région, y compris les caractéristiques sexospécifiques

- (1); l'évolution de la stratification socioéconomique dans certains pays de la région et ses effets sur les mesures de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités (1); l'impact des réformes structurelles et des ajustements économiques sur la stratification sociale (1); l'évaluation de la situation et la formulation de recommandations visant à renforcer l'équité en matière d'accès à l'éducation et de réussite scolaire (étude à publier dans la série *Políticas sociales*) (2); la situation et la dynamique socioculturelle des jeunes dans les pays de la région, du point de vue des sexospécificités notamment, et propositions pour l'insertion sociale des jeunes (2);
- iii) Supports techniques : élaboration d'un outil méthodologique, sur support papier ou audiovisuel, pour l'exécution de programmes pertinents en matière de valorisation sociale (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : fourniture, aux pays de la région qui en font la demande, de services de coopération technique concernant : les réformes sociales et l'application de systèmes intégrés pour l'élaboration, l'évaluation et le contrôle de l'exécution de projets sociaux; la prise en compte des droits de l'homme dans les politiques de développement, la formulation de mesures gouvernementales concernant la détection des signes avant-coureurs et la prévention des conflits, et les instruments et mécanismes internationaux qui contribuent à la sécurité commune; les méthodes de collecte et d'analyse de l'information statistique en vue de l'établissement ou de la mise à jour des diagnostics sociaux;
- ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : coopération avec les organes gouvernementaux, les établissements universitaires, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux ou sous-régionaux pour la mise au point d'au moins une activité de formation concernant la situation des populations autochtones et des groupes de souche africaine et les changements et mesures institutionnels nécessaires pour l'améliorer; coopération avec les organes gouvernementaux, les établissements universitaires, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux ou sous-régionaux pour la mise au point d'au moins deux activités de formation sur des questions se rapportant à l'application des politiques sociales dans la région; coopération avec les organes gouvernementaux, les établissements universitaires, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux ou sous-régionaux pour la mise au point d'au moins deux activités de formation sur des questions liées à la toxicomanie dans la région et à la définition de nouveaux critères et de pratiques de référence visant à optimiser l'impact des programmes et politiques de prévention; coopération avec les organes gouvernementaux, les établissements universitaires, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux ou sous-régionaux pour la mise au point d'au moins deux activités de formation dans des domaines relatifs aux évaluations et propositions qui visent à améliorer la qualité et l'équité de l'éducation dans certains pays et dans l'ensemble de la région; organisation d'un stage de formation, destiné aux groupes gouvernementaux et non gouvernementaux qui exécutent des programmes et projets de lutte contre la pauvreté dans deux pays de la région, à l'utilisation d'un outil méthodologique dans l'application de programmes pertinents en matière de valorisation sociale; organisation d'un atelier destiné aux utilisateurs de l'outil méthodologique concernant l'application de programmes pertinents en matière de valorisation, afin de rassembler des données d'expérience et de perfectionner cet instrument; organisation de deux stages régionaux, destinés à des fonctionnaires gouvernementaux et des membres

de la police et des forces armées, sur les composantes des missions de la paix relatives aux élections, aux droits de l'homme et au déploiement de personnel humanitaire;

- iii) Projets opérationnels : exécution de projets de coopération technique sur, notamment, les questions suivantes : populations définies comme vulnérables dans la Déclaration du Millénaire, en particulier les enfants dans les zones de conflit armé; la lutte contre la traite des personnes; et la lutte contre la fabrication et le trafic d'armes légères.

Tableau 20.17

Ressources nécessaires : Sous-programme 4

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	2 730,6	2 823,4	14	15
Autres objets de dépense	121,9	138,9	—	—
Total partiel	2 852,5	2 962,3	14	15
Fonds extrabudgétaires	1 784,0	2 100,6	—	—
Total	4 636,5	5 062,9	14	15

- 20.54 Le montant de 2 823 400 dollars doit permettre de financer 15 postes. Il fait apparaître une augmentation de 92 800 dollars qui s'explique par la création d'un nouveau poste, à la classe P-2, pour renforcer la capacité fonctionnelle du sous-programme d'exécuter certains produits particulièrement prioritaires du programme de travail. Le montant de 138 900 dollars servira à couvrir les autres dépenses de personnel (21 800 dollars), les services de consultants et d'experts (63 800 dollars) et les voyages (53 300 dollars). L'augmentation de 17 000 dollars correspond aux dépenses supplémentaires prévues au titre des consultants et experts.

Sous-programme 5**Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional****Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 038 600 dollars**

- 20.55 La réalisation des activités prévues dans le cadre de ce sous-programme est confiée au Groupe de la participation des femmes au développement, qui relève du Bureau du Secrétaire exécutif de la Commission. Le programme de travail est inspiré du sous-programme 5 du programme 17 du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007.
- 20.56 Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du sous-programme, il sera en particulier tenu compte des dispositions pertinentes des objectifs de développement convenus au niveau international qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment l'objectif 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes).

Tableau 20.18

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Faire en sorte que les principales politiques gouvernementales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes témoignent d'un souci de l'équité du traitement des hommes et des femmes en renforçant l'institutionnalisation des politiques des pouvoirs publics qui tiennent compte des questions d'égalité des sexes

Réalizations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Adoption à une plus vaste échelle de politiques visant à intégrer une perspective sexospécifique dans les domaines prioritaires des programmes de travail des gouvernements (politique économique, emploi, pauvreté, protection sociale, développement institutionnel et sécurité)	a) i) Nombre de programmes dans les domaines prioritaires des politiques définies par les gouvernements qui ont intégré une perspective sexospécifique dans leurs réformes et politiques <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 5 programmes 2004-2005 (estimation) : 8 programmes 2006-2007 (objectif) : 10 programmes ii) Nombre de pays dans lesquels des accords ont été passés et des réseaux interinstitutionnels mis en place afin d'assurer la prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes dans les domaines prioritaires des programmes de travail des pouvoirs publics <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : (sans objet) 2004-2005 (estimation) : 3 pays disposant de réseaux interinstitutionnels 2006-2007 (objectif) : 5 pays disposant de réseaux interinstitutionnels
b) Utilisation accrue d'outils de suivi tels que les indicateurs de la situation de la femme et la prise en compte de la problématique hommes-femmes	b) i) Nombre de pays qui ont élaboré un système d'indicateurs de la situation de la femme analogues à ceux qui sont utilisés dans le système intégré proposé par la CEPALC <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 7 pays 2004-2005 (estimation) : 8 pays 2006-2007 (objectif) : 10 pays ii) Nombre de pays dans lesquels des accords ont été conclus au niveau des instituts nationaux de statistique, des bureaux nationaux pour la femme et des secteurs prioritaires des politiques gouvernementales

en ce qui concerne l'établissement et l'échange de statistiques sur la situation de la femme pouvant être utilisées par les pouvoirs publics aux fins de l'élaboration des politiques

Mesure des résultats :

2002-2003 : sans objet

2004-2005 (estimation) : 1 pays dans lequel des accords sur l'échange de statistiques sur la situation des femmes ont été passés

2006-2007 (objectif) : 5 pays dans lesquels des accords sur l'échange de statistiques sur la situation des femmes ont été passés

Facteurs externes

- 20.57 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes continue de bénéficier du plein soutien des pays de la région; b) les États membres continuent d'appuyer les activités menées dans le cadre du sous-programme; et c) la Commission s'attache davantage à prendre en compte systématiquement la question de l'égalité des sexes dans les sous-programmes et les activités de coopération technique.

Produits

- 20.58 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Conférence régionale de la CEPALC sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes : services fonctionnels pour la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, notamment en ce qui concerne l'élaboration des rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et des documents de fond à présenter à la Conférence (6);
 - ii) Réunion des présidents de la Conférence régionale de la CEPALC sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes : services fonctionnels pour quatre réunions des présidents de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, notamment en ce qui concerne l'élaboration des rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et des documents de fond (4);
 - iii) Services fonctionnels pour les réunions : réunions sous-régionales préparatoires de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (1); deux réunions interinstitutions avec les organismes des Nations Unies et institutions spécialisées, y compris pour ce qui est de l'établissement des documents de fond et rapports pertinents (2);
 - iv) Groupes spéciaux d'experts : quatre réunions d'experts sur les questions d'importance prioritaire identifiées lors de la neuvième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. Les thèmes suivants seront abordés : les inégalités entre les sexes, la pauvreté et l'économie (premier semestre de 2006); les politiques des

pouvoirs publics faisant intervenir le souci de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (second semestre de 2006); les avancées de la technologie et l'équité dans le traitement des deux sexes (premier semestre de 2007); et les droits de l'homme et l'équité dans le traitement des deux sexes (second semestre de 2007) (4);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Publications en série : huit numéros de *Mujer y desarrollo*, qui porteront sur des thèmes comme le rapport entre les politiques économiques et l'équité dans le traitement des deux sexes; l'analyse de la discrimination salariale; le travail et les performances scolaires des femmes; les nouvelles technologies de l'information; les défis à relever pour assurer l'équité du traitement des deux sexes; et la situation des droits des femmes, en particulier celles d'ascendance africaine et les autochtones (4 en 2006 et 4 en 2007) (8);
- ii) Publications isolées : étude sur les progrès réalisés en ce qui concerne la situation des femmes dans la région, dans le cadre du Consensus de Mexico, du Programme d'action de Beijing et des objectifs du Millénaire pour le développement, qui sera présentée lors de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude sur les questions liées à l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les activités visant à assurer le développement des pays de la région, conformément aux domaines d'étude qui seront retenus lors de la session de la CEPALC en 2006 (2 en 2006 et 2 en 2007) (4);
- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : un dépliant et des notes d'information établis en collaboration avec le Groupe des services de l'information, qui seront distribués lors de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (second semestre de 2007) (1);
- iv) Supports techniques : quatre études sur des questions spécifiques contribuant à l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les travaux du système de la CEPALC. Les thèmes couverts seront notamment les suivants : mise au point d'indicateurs de la situation de la femme en ce qui concerne la pauvreté et mesure du travail rémunéré et non rémunéré; participation des femmes au développement du monde rural; contribution des institutions chargées de la promotion de la condition de la femme à la décentralisation régionale; et meilleure prise en compte des questions d'égalité des sexes dans les budgets des États de la région (4); deux conférences électroniques sur les principaux défis liés à l'institutionnalisation des politiques des pouvoirs publics tenant compte des questions d'égalité des hommes et des femmes dans la région et sur le renforcement des relations entre la société civile et les mécanismes nationaux chargés de veiller à ce que les deux sexes fassent l'objet d'un traitement plus équitable (1 en 2006 et 1 en 2007) (2); mise à jour du site Internet sur les statistiques ventilées selon le sexe accessible à partir du portail de la CEPALC en y ajoutant les données collectées lors des enquêtes sur les ménages de 2006 et à partir d'autres sources (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'utilisation des indicateurs de la situation de la femme, l'élaboration des politiques gouvernementales visant à intégrer une démarche soucieuse de l'égalité des sexes et le renforcement des entités et organismes publics chargés des politiques et programmes en faveur des femmes, ainsi que d'autres institutions sectorielles compétentes;

- ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : appuyer, à la demande des pays de la région, des activités de formation offertes par les organismes publics, les organisations non gouvernementales, les universités et les centres d'études, qui sont destinées à faciliter la prise en compte des problèmes liés à la condition féminine dans les processus de développement et les politiques gouvernementales;
- iii) Projets sur le terrain : projet pour améliorer l'accès des femmes aux nouvelles technologies et les encourager à les exploiter dans le cadre des efforts de lutte contre la pauvreté; projet pour donner suite aux objectifs du Millénaire pour le développement du point de vue de la condition de la femme; projet de renforcement des capacités régionales en ce qui concerne le suivi de la violence, du travail reproductif et des budgets-temps; et projet relatif aux femmes et aux migrations.

Tableau 20.19

Ressources nécessaires : Sous-programme 5

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	915,4	915,4	5	5
Autres objets de dépense	123,2	123,2	—	—
Total partiel	1 038,6	1 038,6	5	5
Fonds extrabudgétaires	193,3	180,0	1	—
Total	1 231,9	1 218,6	6	5

20.59 Le montant des ressources demandées au titre de ce sous-programme reste inchangé.

Sous-programme 6

Population et développement

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 433 300 dollars

- 20.60 Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme seront menées par la Division de la population. Le programme de travail est inspiré du sous-programme 6 du programme 17 du plan-programme biennal et des priorités pour 2006-2007.
- 20.61 L'accent sera mis pendant l'exercice biennal sur les activités visant à améliorer la collecte d'informations et de connaissances sociodémographiques sur les questions de population qui pourront être exploitées dans le cadre de la programmation sociale dans les pays de la région. À cette fin, des directives seront développées en matière de recherche appliquée dans le cadre du sous-programme et des services de coopération technique seront offerts aux gouvernements et aux autres parties prenantes de la région dans quatre grands domaines : a) analyse et projections démographiques; b) information démographique; c) incorporation des variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement; et d) coopération régionale en matière de population et de développement. On prêterà une grande attention à la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, en particulier l'objectif 1 (réduction de l'extrême

pauvreté et de la faim), l'objectif 4 (réduction de la mortalité infantile), notamment pour les questions liées à l'incorporation des variables démographiques dans les programmes socioéconomiques; et l'objectif 5 (amélioration de la santé maternelle), en particulier en ce qui concerne les questions d'hygiène de la procréation.

Tableau 20.20

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Améliorer la collecte d'informations et de connaissances sociodémographiques sur les questions de population afin de pouvoir les utiliser dans le cadre de la programmation sociale dans les pays de la région

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité technique des États membres d'Amérique latine et des Caraïbes pour leur permettre de suivre l'évolution des tendances démographiques et de traiter des questions relatives à la population et au développement à des fins de programmation sociale	a) i) Augmentation du nombre d'États membres qui exploitent les connaissances et informations recueillies dans le cadre du sous-programme sur l'évolution des tendances démographiques et les questions relatives à la population et au développement aux fins de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de leurs programmes et politiques dans le domaine social <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 8 États membres 2006-2007 (objectif) : 14 États membres
b) Renforcement de la capacité technique des États membres d'Amérique latine et des Caraïbes pour leur permettre de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations et la réalisation des objectifs figurant dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et dans les stratégies régionales de mise en œuvre du Plan d'action de Madrid, ainsi que dans la réalisation des objectifs et buts pertinents énoncés dans la Déclaration du Millénaire	b) Nombre de pays qui ont pris des mesures pour atteindre les objectifs et appliquer les recommandations énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action de Madrid, ainsi que les buts et objectifs pertinents qui ont été fixés dans la Déclaration du Millénaire ou à l'occasion d'autres conférences internationales consacrées aux questions de population et de développement <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : sans objet 2004-2005 (estimation) : 6 pays 2006-2007 (objectif) : 10 pays

Facteurs externes

- 20.62 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les décideurs facilitent la création et le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion pour qu'il soit tenu compte des variables démographiques dans la programmation sociale; b) les décideurs appuient les activités de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et la mise en œuvre des recommandations énoncés dans le Plan d'action sur la population et le Programme d'action en faveur des personnes âgées; et c) des ressources sont disponibles pour mener les activités pertinentes dans le cadre du sous-programme.

Produits

- 20.63 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions du Comité spécial de session de la CEPALC sur la population et le développement, y compris pour ce qui est de l'établissement des documents techniques et rapports en vue de l'examen biennal de la suite donnée au Plan d'action régional sur la population et le développement, au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement (20);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargées d'examiner : les aspects démographiques de la pauvreté (1); les enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement et les pratiques recommandables (1); les progrès accomplis dans l'application des recommandations du Plan d'action régional sur la population et le développement et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1); l'utilisation des statistiques de l'état civil dans l'établissement d'estimations démographiques et le suivi des programmes sociaux (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : « Latin American and Caribbean Population Observatory » (*Demographic Bulletin*) (4); *Notas de Población*, une publication qui a pour but de diffuser les travaux de recherche et les études sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (4); rapport technique sur l'exploitation des données obtenues à l'occasion du recensement de 2000 (1);
 - ii) Publications isolées : étude sur les nouvelles tendances en matière de fécondité et d'hygiène sexuelle et de la procréation et sur leurs rapports avec la réduction de la pauvreté (1); étude sur l'évolution de la situation des personnes âgées en Amérique latine et dans les Caraïbes à la suite de l'application de la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement (1); étude sur les caractéristiques sociodémographiques des établissements de fortune (quartiers pauvres ou taudis) dans les différents pays de la région (1); étude sur le taux de mortalité dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude sur les liens des émigrants avec leur pays d'origine (1); étude sur la qualité et l'exhaustivité des statistiques de l'état civil en Amérique latine (1);

- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : publication de *REDATAM Informa* (rapport sur le système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue) et affichage de ce rapport en ligne sur le site consacré au sous-programme accessible à partir du portail de la CEPALC (2); publication et diffusion du *Boletín informativo sobre envejecimiento*, qui offre des éléments d'information sur les progrès accomplis par les pays de la région en ce qui concerne la formulation et l'application des politiques en faveur des personnes âgées (2);
- iv) Supports techniques : rapport méthodologique sur l'établissement de projections sur des groupes de population donnés (urbains-ruraux; économiquement actifs et autres) (1); rapport méthodologique sur les procédures d'utilisation des données de recensement afin de localiser et de caractériser les établissements de fortune (1); conception et mise à jour de logiciels pour faciliter l'exploitation des statistiques démographiques, en particulier des données de recensement et des statistiques de l'état civil, grâce à l'utilisation combinée du système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue et des systèmes d'information géographique (2); conception d'une nouvelle version du logiciel de projections démographiques (1); tenue à jour d'une base de données sur les tendances démographiques et les projections démographiques ventilées selon le sexe et l'âge (2); actualisation d'une banque de données sur les migrations internationales pour le programme d'étude de la migration internationale en Amérique latine (2); actualisation d'une banque de données sociodémographiques sur les recensements et les statistiques de l'état civil (2); actualisation d'une banque de données sur le vieillissement dans le cadre de la suite donnée à la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement (2); mise à jour régulière du site Web consacré au sous-programme, accessible à partir du portail de la CEPALC (2); tenue à jour et perfectionnement de la base de données sur la répartition géographique et l'urbanisation de la population en Amérique latine et dans les Caraïbes, un effort particulier étant fait pour intégrer les résultats des recensements de 2000 (2); actualisation du système régional d'indicateurs pour donner suite au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : prestation de services d'assistance technique aux forums intergouvernementaux de la région en ce qui concerne les migrations internationales; offre de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande dans les domaines se rapportant au Plan d'action sur la population et le développement pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et à la Stratégie régionale de mise en œuvre du Plan d'action international sur le vieillissement; prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en matière de collecte de données, d'analyse démographique et de méthodologies permettant l'établissement de projections et d'estimations démographiques; offre de services de coopération technique aux pays qui en font la demande pour ce qui est de l'incorporation des variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement; fourniture de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la conception et l'utilisation des logiciels d'application liés au système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue et la création de bases de données connexes;

- ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : ateliers d'une durée d'une ou deux semaines (une dizaine de participants par atelier) sur l'exploitation des logiciels d'application du système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue et la création de bases de données connexes; un atelier d'une semaine à l'intention d'une dizaine de fonctionnaires des ministères concernés sur les questions liées à l'incorporation des variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement; un atelier d'une semaine à l'intention d'une dizaine de représentants des bureaux nationaux de statistique sur la collecte de données, l'analyse démographique et les méthodologies à suivre pour établir des projections et des estimations démographiques; coopération avec les entités gouvernementales, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue de concevoir des activités de formation sur les nouveaux problèmes liés à la population et au développement.

Tableau 20.21

Ressources nécessaires : Sous-programme 6

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	2 346,6	2 303,5	14	15
Autres objets de dépense	122,7	129,8	–	–
Total partiel	2 469,3	2 433,3	14	15
Fonds extrabudgétaires	2 748,8	1 627,8	3	1
Total	5 218,1	4 061,1	17	16

- 20.64 Le montant de 2 303 500 dollars doit permettre de financer 15 postes. Il correspond à une diminution de 43 100 dollars, qui s'explique par : a) la création d'un poste P-3 et d'un poste P-2 au titre notamment de l'analyse des tendances démographiques et de leurs éléments, de leurs facteurs explicatifs sur les plans démographique, social et économique et de leurs conséquences sociales, économiques et politiques, que vient en partie compenser b) le redéploiement d'un poste P-4 au sous-programme 3, en renforcement de ses capacités techniques. Le montant de 129 800 dollars qui est indiqué pour les autres objets de dépense doit permettre de financer les autres frais de personnel, les services de consultants et d'experts, et les voyages du personnel et inclut une augmentation de 7 100 dollars au titre des consultants (4 400 dollars) et des experts (2 700 dollars).

Sous-programme 7

Planification de l'administration publique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 632 900 dollars

- 20.65 L'ILPES exécutera les activités correspondant au sous-programme. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 7 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.

- 20.66 On s'attachera pendant l'exercice biennal à améliorer la gestion du secteur public dans les pays de la région s'agissant de la planification, de la budgétisation et du développement au niveau local. À cette fin, on mettra au point des axes de recherche et on fournira des services de coopération technique et de formation aux gouvernements et aux autres parties prenantes dans la région afin de les aider à renforcer leurs capacités techniques dans deux grands domaines thématiques, à savoir : a) les politiques budgétaires et la gestion du secteur public; et b) les politiques de développement local. Dans le cadre des activités exécutées au titre du sous-programme, on attachera une attention particulière aux objectifs de développement convenus sur le plan international qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment l'objectif 8 (Mise en place d'un partenariat mondial pour le développement) et les engagements pris en faveur de la bonne gouvernance, du développement et de l'atténuation de la pauvreté tant au niveau national qu'à l'échelon international.

Tableau 20.22

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gestion du secteur public dans les pays de la région pour ce qui est de la planification, de la budgétisation et du développement local	
Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Utilisation accrue des services de formation dispensés dans le cadre du sous-programme aux fins de la programmation, de la budgétisation, de la gestion des dépenses courantes et des dépenses d'équipement et du développement local	a) i) Augmentation du nombre d'États membres de la CEPALC qui envoient des cadres suivre les cours de formation organisés au titre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 16 États membres 2006-2007 (objectif) : 20 États membres ii) Pourcentage de participants qui jugent les cours dispensés par l'ILPES utiles ou très utiles pour leurs domaines d'activité respectifs <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 70 % des participants 2006-2007 (objectif) : 80 % des participants
b) Utilisation accrue des services d'assistance technique proposés dans le cadre du sous-programme en ce qui concerne la programmation, la budgétisation, la gestion des dépenses courantes et des dépenses d'équipement et le développement local	b) i) Pourcentage d'États membres qui reçoivent une assistance technique de l'Institut aux fins du renforcement de leurs institutions <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 15 % 2006-2007 (objectif) : 20 %

	ii) Nombre de pays bénéficiaires des services de coopération technique de l'Institut qui ont recours à des méthodes, procédures ou cadres institutionnels s'inspirant des recommandations formulées au titre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 6 pays 2006-2007 (objectif) : 8 pays
c) Coordination accrue, partage de données d'expérience et sensibilisation des pays membres de la CEPALC aux questions liées à la gestion publique dans les domaines de la planification, de la budgétisation et de l'évaluation des activités touchant le secteur public et le développement local	c) i) Nombre de parties prenantes des États membres de la CEPALC qui participent aux forums intergouvernementaux, aux réunions techniques, aux séminaires et aux conférences organisés dans le cadre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 300 parties prenantes 2006-2007 (objectif) : 350 parties prenantes ii) Nombre de téléchargements de documents et supports didactiques produits dans le cadre du sous-programme à partir du site Web de l'Institut <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 450 000 téléchargements 2006-2007 (objectif) : 500 000 téléchargements

Facteurs externes

- 20.67 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres continuent à appuyer sans réserve les activités de planification, de budgétisation et de développement local et à leur accorder la priorité; et b) on dispose des ressources voulues pour mener à bien les activités prévues et renforcer les fonctions de planification de base.

Produits

- 20.68 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) CEPALC – Conférence des ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes : services fonctionnels pour les réunions : treizième

- réunion du Conseil régional de planification et de la Conférence des ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (2006) (10);
- ii) CEPALC – Réunion des présidents du Conseil régional de planification : services fonctionnels pour les réunions : vingt-quatrième réunion des Présidents du Conseil régional de planification (2007) (1);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : dix-huitième et dix-neuvième séminaires régionaux sur la voie suivie en matière de politique budgétaire par les administrations publiques et les politiques budgétaires dans les pays de la région (2); réunion d'experts consacrée aux enseignements tirés de l'évaluation des programmes dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); réunion d'experts consacrée à la voie suivie par les pays de la région en matière de politiques de développement local (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
- i) Publications en série : deux études sur l'évolution récente des politiques budgétaires, des budgets publics et de la gestion axée sur les résultats dans les pays de la région; une attention particulière sera accordée aux tendances et innovations dans ces domaines (2);
 - ii) Publications isolées : deux études sur les méthodes d'évaluation des projets et des programmes dans certains secteurs (2); deux études sur les mécanismes de développement local en Amérique latine et dans les Caraïbes (2);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : bulletin d'information en ligne sur les principaux thèmes de fond du sous-programme (en moyenne 10 numéros pendant l'exercice biennal) (2); *ILPES Bulletin*, bulletin consacré à des sujets en rapport avec le sous-programme (en moyenne 4 numéros pendant l'exercice biennal) (2);
 - iv) Supports techniques : établissement de documents techniques et d'exposés consacrés aux principaux thèmes de fond du sous-programme aux fins de diffusion sur CD-ROM (en moyenne 16 numéros pendant l'exercice biennal) (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : services de coopération technique aux pays qui en font la demande sur les questions relatives à la planification et aux politiques financières et budgétaires, à la modernisation de l'administration publique, et à l'évaluation des politiques, programmes et projets; services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande sur des sujets ayant trait aux politiques de développement local;
 - ii) Stages de formation, séminaires et ateliers : stages internationaux sur les réformes économiques et la gestion stratégique des affaires de l'État (un stage en moyenne pour chaque année de l'exercice biennal); stages internationaux sur le développement économique local et la compétitivité au niveau régional (un stage en moyenne pour chaque année de l'exercice biennal); stages internationaux sur des sujets tels que le développement économique local, la compétitivité au niveau régional et la décentralisation budgétaire (deux stages en moyenne pour chaque année de l'exercice biennal); stages internationaux sur des sujets tels que la gestion et l'évaluation des politiques menées par les pouvoirs publics et le financement de la sécurité sociale (deux stages en moyenne pour chaque année de l'exercice biennal); stages internationaux sur des sujets tels que la gestion de l'exécution des projets, les modalités relatives aux cadres logiques et l'utilisation des indicateurs de résultats (deux stages en moyenne

pour chaque année de l'exercice biennal); stages internationaux sur l'élaboration et l'évaluation de projets (un stage en moyenne pour chaque année de l'exercice biennal);

Tableau 20.23

Ressources nécessaires : Sous-programme 7

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	1 537,5	1 537,5	11	11
Autres objets de dépense	75,8	95,4	–	–
Total partiel	1 613,3	1 632,9	11	11
Fonds extrabudgétaires	3 215,0	3 420,0	10	12
Total	4 828,3	5 052,9	21	23

- 20.69 Le montant de 1 537 500 dollars (montant inchangé) servira au financement des postes. Le montant de 95 400 dollars inscrit à la rubrique Autres objets de dépense permettra : a) de recruter du personnel temporaire (autre que pour les réunions) afin de remplacer le personnel en congé de maladie ou de maternité et de recruter des renforts durant les périodes de pointe (39 200 dollars); b) de faire appel à des consultants et à des experts; et c) de couvrir les frais de voyage du personnel. L'augmentation nette de 19 600 dollars résulte de la différence entre le montant prévu au titre des experts (29 300 dollars), qui constitue un nouvel objet de dépense, et au titre des frais de voyage du personnel (2 800 dollars) et la diminution du montant qui a été calculé à partir des dépenses constatées par le passé pour le personnel temporaire autre que pour les réunions (1 800 dollars) et les consultants (10 700 dollars).

Sous-programme 8

Environnement et établissements humains

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 2 733 200 dollars

- 20.70 La Division du développement durable et des établissements humains exécutera les activités relevant du sous-programme. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 8 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.71 Les activités exécutées pendant l'exercice biennal seront axées sur trois domaines : a) l'évaluation des progrès réalisés sur la voie du développement durable dans la région; b) le suivi des politiques menées par les pouvoirs publics et des accords internationaux et régionaux en matière de développement durable; et c) l'incorporation de critères de développement durable dans les plans d'aménagement du territoire et les établissements humains. On attachera une attention particulière aux objectifs de développement convenus sur le plan international qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment l'objectif 7 (assurer un environnement durable), la cible 9, qui porte sur l'intégration des principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux, et la cible 11, qui vise à améliorer sensiblement la vie des habitants de taudis. On s'intéressera aussi à l'application des accords internationaux pertinents, notamment ceux adoptés dans le cadre du Programme pour l'habitat (Habitat II).

Tableau 20.24

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Faire en sorte que les questions relatives à la gestion de l'environnement et des zones urbaines soient mieux prises en compte dans les politiques économiques et sociales et les politiques d'aménagement du territoire, dans le contexte du développement durable

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Meilleure compréhension, par les gouvernements des pays de la région et les autres parties prenantes, des tendances et des perspectives en matière de développement durable et d'établissements humains	a) i) Pourcentage de participants des pays de la région aux conférences, séminaires et cours organisés dans le cadre du sous-programme qui considèrent les connaissances acquises comme utiles ou très utiles à leur travail <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 36 % des participants jugent les connaissances acquises comme utiles ou très utiles à leur travail 2004-2005 (estimation) : 50 % des participants jugent les connaissances acquises comme utiles ou très utiles à leur travail 2006-2007 (objectif) : 60 % des participants jugent les connaissances acquises comme utiles ou très utiles à leur travail ii) Augmentation du nombre de consultations en ligne, de téléchargements et de demandes de renseignements directes émanant de parties prenantes et d'utilisateurs des bases de données et publications produites dans le cadre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 14 000 consultations en ligne, téléchargements et demandes de renseignements directes 2004-2005 (estimation) : 18 000 consultations en ligne, téléchargements et demandes de renseignements directes 2006-2007 (objectif) : 20 000 consultations en ligne, téléchargements et demandes de renseignements directes

b) Aptitude accrue des gouvernements des pays de la région à donner suite aux engagements internationaux et nationaux découlant des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable, de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et des objectifs pertinents arrêtés dans la Déclaration du Millénaire	b) Pourcentage d'États membres de la CEPALC qui participent aux forums intergouvernementaux, aux réunions techniques, aux séminaires et aux conférences consacrés à l'examen des progrès accomplis dans la concrétisation des engagements pris aux sommets mondiaux et conférences internationales
	<i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 8 % des États membres de la CEPALC 2006-2007 (objectif) : 10 % des États membres de la CEPALC

Facteurs externes

- 20.72 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les décideurs appuient le renforcement des capacités des institutions et des capacités de gestion afin d'incorporer les variables environnementales dans la programmation sociale et économique; b) les décideurs appuient le suivi des progrès accomplis au titre des accords et des objectifs du Plan de mise en œuvre de Johannesburg, des objectifs du Millénaire pour le développement concernant le développement durable et du Plan d'action régional pour les établissements humains; et c) on dispose de ressources suffisantes.

Produits

- 20.73 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) CEPALC – Réunion régionale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes : documentation à l'intention des organes délibérants : établissement de documents techniques à l'intention des participants à la Réunion (1);
 - ii) Services fonctionnels pour les réunions : Forum régional sur l'application des objectifs du développement durable convoqué par la Commission du développement durable (10);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargées d'examiner les questions touchant la planification et la gestion des établissements humains (1), les causes des processus qui ont des conséquences sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes et les indicateurs de suivi (1), les enseignements tirés de l'application des politiques et des instruments qui incorporent les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : étude sur les progrès accomplis sur la voie du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes (1);

- ii) Publications isolées : étude sur les progrès accomplis en ce qui concerne les méthodes et l'application des indicateurs de développement durable (1); étude sur les stratégies de financement en faveur du développement durable (1); étude sur les progrès accomplis dans la région en ce qui concerne la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002) (1); étude sur les progrès réalisés par la société civile sur la voie du développement durable dans la région (1); étude sur les progrès réalisés en Amérique latine et dans les Caraïbes en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme pour l'habitat et du Programme d'action régional pour les établissements humains en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); étude sur les politiques novatrices consacrées au développement durable des établissements humains dans la région (1); étude sur l'intégration, la cohérence et la coordination des politiques menées par les pouvoirs publics en faveur du développement durable (1); étude sur les politiques commerciales à l'appui du développement durable (1); étude sur les politiques urbaines envisagées sous l'angle du financement urbain (1);
- iii) Supports techniques : mise à jour et perfectionnement de la base de données sur les variables et les indicateurs économiques, sociaux et environnementaux permettant d'évaluer les progrès du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande dans divers domaines relatifs aux politiques menées par les pouvoirs publics et leurs liens avec le développement durable, dans des domaines relatifs à l'efficacité des pouvoirs publics (gestion des établissements humains, urbanisme écologique, analyse des répercussions des catastrophes naturelles sur l'environnement urbain et le milieu naturel), et sur les méthodes d'élaboration d'indicateurs permettant d'évaluer le niveau de développement durable qui a été atteint;
 - ii) Stages de formation, séminaires et ateliers : coopération avec les organismes publics, les entités intergouvernementales, les universités, les organisations non gouvernementales et les organisations régionales et sous-régionales qui en font la demande à l'appui d'activités de formation consacrées à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et à la planification, d'activités de formation sur l'évaluation du développement durable et d'activités de formation dans divers domaines concernant les politiques de développement durable menées par les pouvoirs publics.

Tableau 20.25

Ressources nécessaires : Sous-programme 8

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actualisation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	2 055,3	2 534,9	11	13
Autres objets de dépense	198,3	198,3	–	–
Total partiel	2 253,6	2 733,2	11	13
Fonds extrabudgétaires	1 139,3	552,1	–	1
Total	3 392,9	3 285,3	11	14

- 20.74 Le montant prévu au titre des postes (2 534 900 dollars) fait apparaître une augmentation de 479 600 dollars qui s'explique par : a) le financement d'un poste P-2 créé pendant l'exercice 2004-2005; b) la création d'un poste P-2 dont le titulaire sera notamment chargé d'effectuer des études et d'établir des documents sur des questions relatives au développement durable; et c) le redéploiement d'un poste P-5 provenant du sous-programme 3 afin de renforcer les capacités fonctionnelles et de procéder à des analyses et formuler des conseils pratiques en vue d'aider les pays en développement et les pays en transition sur le plan économique à répondre à leurs problèmes de développement. Le montant prévu à la rubrique Autres objets de dépense (198 300 dollars, montant inchangé) permettra de couvrir les dépenses liées au personnel temporaire autre que pour les réunions (49 500 dollars), aux consultants et experts (82 200 dollars) et aux voyages du personnel (66 600 dollars).

Sous-programme 9**Ressources naturelles et infrastructures****Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 2 989 400 dollars**

- 20.75 La Division de l'infrastructure et des ressources naturelles exécutera le sous-programme. Le programme de travail a été établi à partir du sous-programme 9 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.76 On s'attachera pendant l'exercice biennal à promouvoir l'adoption de pratiques optimales axées sur la gestion rationnelle des ressources naturelles et à ménager un meilleur accès aux populations aux services publics de distribution. À cette fin, on mettra au point des axes de recherche et on fournira des services de coopération technique aux parties prenantes de la région dans deux grands domaines : a) la gestion rationnelle des ressources naturelles; et b) la fourniture et la réglementation des services publics de distribution et des services liés aux infrastructures. Lors de la mise en œuvre des activités du sous-programme, il sera tout particulièrement tenu compte des dispositions pertinentes des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier de l'objectif 7 (assurer un environnement durable), de la cible 9, qui consiste à intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux, et de la cible 10, qui vise à réduire le pourcentage de la population n'ayant pas accès à de l'eau salubre.

Tableau 20.26

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir l'adoption de pratiques optimales de gestion durable des ressources naturelles et l'élargissement de l'accès de la population aux services publics de distribution

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Aptitude accrue des institutions des pays de la région à élaborer des politiques et des mécanismes de réglementation propres à une gestion durable des ressources naturelles	a) Augmentation du nombre des pays, d'établissements universitaires et commerciaux et d'organismes régionaux qui appliquent les recommandations formulées dans le cadre des services de coopération technique offerts au titre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 15 pays, établissements universitaires et commerciaux et organismes régionaux 2004-2005 (estimation) : 20 pays, établissements universitaires et commerciaux et organismes régionaux 2006-2007 (objectif) : 24 pays, établissements universitaires et commerciaux et organismes régionaux
b) Renforcement des capacités réglementaires des pays de la région en ce qui concerne les infrastructures et les services publics de distribution	b) Augmentation du nombre des pays qui appliquent les recommandations formulées dans le cadre des services de coopération technique proposés au titre du sous-programme <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible 2004-2005 (estimation) : 10 pays 2006-2007 (objectif) : 12 pays
c) Utilisation accrue des services de coopération technique offerts au titre du sous-programme	c) i) Augmentation du nombre des demandes d'assistance technique et de services d'appui spécialisés qui sont présentées dans le cadre du sous-programme à l'occasion de réunions intergouvernementales et techniques régionales, sous-régionales ou nationales <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponibles 2004-2005 (estimation) : 15 demandes d'assistance technique et de services 2006-2007 (objectif) : 20 demandes d'assistance technique et de services

ii) Nombre d'évaluations positives des propositions techniques présentées dans le cadre du sous-programme sur la base des rapports de réunions ministérielles et de réunions d'experts

Mesure des résultats :

2002-2003 : non disponible

2004-2005 (estimation) : 3 évaluations

2006-2007 (objectif) : 5 évaluations

Facteurs externes

- 20.77 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la stabilité institutionnelle continue de régner dans la région et les gouvernements des pays de la région appuient énergiquement diverses initiatives d'intégration des infrastructures; et b) des ressources extrabudgétaires sont dégagées aux fins de l'appui des activités programmées.

Produits

- 20.78 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts chargée d'examiner les conséquences des accords internationaux sur l'offre en matière d'infrastructures et de services publics de distribution (1); réunion sur les conséquences des services offerts en matière d'infrastructure et des services publics de distribution sur la compétitivité des pays de la région compte tenu de la situation des pays sans littoral (1); réunion sur les progrès réalisés sur la voie de l'intégration des marchés de l'énergie en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); réunion sur la gestion rationnelle des ressources énergétiques dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement, une attention particulière étant accordée à la couverture sociale et aux modes de consommation d'énergie; réunion sur l'ajout des énergies renouvelables à la gamme de services offerts et sur la réglementation et la promotion de modes de consommation rationnels (2007) (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :
 - i) Publications isolées : étude sur les législations relatives à la gestion des ressources naturelles (1); étude sur les progrès de l'intégration des marchés régionaux de l'énergie (1); étude sur les conséquences des accords internationaux et de la libéralisation des marchés sur la mise en place d'infrastructures et de services publics de distribution (1); étude sur les politiques et mécanismes adoptés pour augmenter la part des énergies renouvelables dans les réseaux de distribution dans les pays de la région (1); étude sur les opérations menées dans le cadre des mécanismes internationaux d'échange d'émissions de gaz à effet de serre, l'accent étant mis sur la part des énergies renouvelables (1); études sur l'évaluation des politiques menées par les pouvoirs publics, les cadres réglementaires et la participation privée à la mise en place d'infrastructures et de services publics de distribution (4); études sur les politiques de gestion rationnelle des ressources en eau menées par les pouvoirs publics (2); études sur la part et la place des ressources minières sur les marchés internationaux (2);

- ii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : bulletin d'information sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays (2); bulletin du Réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la perspective du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes (2);
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande concernant la gestion des ressources naturelles et la mise en place d'infrastructures et de services publics de distribution; prestation de services de coopération technique à la demande de la Commission de l'énergie et des mines du Parlement latino-américain dans des domaines relevant de la Commission;
 - ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : organisation d'un stage régional de deux semaines à l'intention des responsables publics et privés sur des thèmes ayant trait à la réglementation, à la fourniture et à la gestion des services publics de distribution; organisation d'un stage régional de deux semaines à l'intention des responsables publics et privés sur la gestion des ressources naturelles;
 - iii) Projets sur le terrain : gestion et mise en œuvre de projets de coopération technique consacrés à l'élaboration de cadres juridiques et politiques relatifs à la promotion des énergies renouvelables dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement; harmonisation des politiques et règlements touchant les services relatifs aux infrastructures.

Tableau 20.27

Ressources nécessaires : Sous-programme 9

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actualisation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	3 240,7	2 787,2	19	14
Autres objets de dépense	202,2	202,2	–	–
Total partiel	3 442,9	2 989,4	19	14
Fonds extrabudgétaires	695,0	969,1	1	1
Total	4 137,9	3 958,5	20	15

- 20.79 Le montant prévu au titre des postes (2 787 200 dollars) fait apparaître une diminution de 453 500 dollars qui s'explique par : a) le redéploiement de trois postes d'agent local qui relèvent désormais du sous-programme 1 afin de renforcer les capacités d'appui de celui-ci, notamment dans le domaine de la facilitation du commerce (les activités relatives aux transports qui relevaient précédemment du sous-programme 9 ont été redéfinies et intégrées dans un nouveau domaine thématique consacré à la facilitation du commerce afin de répondre à l'évolution des besoins des États membres); et b) la suppression de deux postes d'agent local dont les titulaires exerçaient des fonctions de secrétariat; les fonctions ont été revues et seront rattachées à des postes de nature analogue. Le montant inscrit à la rubrique Autres objets de dépense (202 200 dollars, montant inchangé) permettra de couvrir les dépenses liées au personnel temporaire autre que pour les

réunions (54 100 dollars), aux consultants et aux experts (81 600 dollars) et aux voyages du personnel (66 500 dollars).

Sous-programme 10 Statistiques et projections économiques

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 039 400 dollars

- 20.80 Les activités prévues au titre de ce sous-programme seront exécutées par la Division des statistiques et des projections économiques. Le programme de travail a été élaboré sur la base du sous-programme 10 du programme 17 du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007.
- 20.81 Durant l'exercice biennal, on s'attachera surtout à améliorer la capacité des États membres de la CEPALC à compiler et diffuser les informations et indicateurs statistiques essentiels pour l'élaboration et le suivi ponctuel des politiques de développement économique et social. Le sous-programme porte sur quatre grands domaines : a) coopération technique avec les États membres et les organismes statistiques régionaux; b) banques de données statistiques sur l'Amérique latine et les Caraïbes et diffusion des statistiques et indicateurs régionaux : c) statistiques économiques et le Système de comptabilité nationale; et d) établissement de modèles et analyse prospective du processus de développement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
- 20.82 Lors de la mise en œuvre des activités du sous-programme, il sera tout particulièrement tenu compte des dispositions pertinentes des objectifs internationalement convenus pour le développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment l'objectif 1 : réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, surtout en ce qui concerne l'estimation et l'utilisation des indicateurs sociaux relatifs à la répartition des revenus, à la pauvreté et aux caractéristiques en matière d'emploi des différents groupes sociaux, avec l'appui du Programme pour l'amélioration des enquêtes sur les conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le sous-programme continuera de renforcer le rôle de la Conférence statistique des Amériques, l'organe intergouvernemental qui définit les priorités en matière de coopération aux fins du développement statistique dans la région.

Tableau 20.28

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer la production et la diffusion rapide de statistiques et d'indicateurs utiles à l'élaboration de politiques économiques et sociales dans la région et au suivi de leur application

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Modernisation de la comptabilité nationale des pays de la région moyennant l'intégration, dans le Système de comptabilité nationale de 1993, des nouvelles recommandations méthodologiques adoptées au niveau international et leur adaptation aux besoins découlant des transformations économiques structurelles	a) Nombre de pays de la région dont la Conférence statistique des Amériques estime qu'ils ont progressé dans l'application du Système de comptabilité nationale de 1993 et l'utilisation des comptes satellites qui y sont incorporés, en tenant compte des recommandations internationales et de leurs propres besoins

	<i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 9 pays 2004-2005 (estimation) : 9 pays 2006-2007 (objectif) : 12 pays
b) Utilisation accrue des indicateurs et projections économiques établies dans le cadre du sous-programme	b) i) Augmentation du nombre de téléchargements des indicateurs et projections publiés en lignes par la CEPALC (<i>Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes</i>) <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 466 997 téléchargements 2004-2005 (estimation) : 466 900 téléchargements 2006-2007 (objectif) : 537 000 téléchargements ii) Nombre de fois où les indicateurs et projections de la CEPALC sont reproduits ou mentionnés dans les médias et des publications externes <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 200 mentions de la publication <i>Étude préliminaire</i> 2004-2005 (estimation) : 200 mentions de la publication <i>Étude préliminaire</i> 2006-2007 (objectif) : 230 mentions de la publication <i>Étude préliminaire</i>
c) Capacité accrue de la région de suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concernant la pauvreté et le bien-être social et d'améliorer les mesures relatives à la diffusion d'indicateurs harmonisés, tant sur le plan national qu'à l'intérieur du système des Nations Unies	c) Augmentation du nombre de pays de la région dont la Conférence statistique des Amériques considère qu'ils ont tenu compte des recommandations méthodologiques de la CEPALC lors de la conception d'indicateurs relatifs à la pauvreté et au bien-être social et de la compilation et des données correspondantes <i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : 24 (nombre de pays ayant tenu compte des indicateurs sociaux relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement) 2004-2005 (estimation) : 26 (nombre de pays ayant tenu compte des indicateurs sociaux relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement) 2006-2007 (objectif) : 30 (nombre de pays ayant tenu compte des indicateurs sociaux relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement)

Facteurs externes

- 20.83 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les décideurs continuent d'accorder la priorité à la coopération internationale dans le domaine des statistiques et de l'améliorer et renforcent les capacités techniques, institutionnelles et administratives en la matière aux niveaux national et international; b) la communauté internationale sait répondre aux besoins et aux préoccupations des pays membres de la CEPALC conformément aux directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social; et c) les États membres de la CEPALC ont les ressources durables nécessaires pour appuyer leurs efforts visant à renforcer leurs bureaux statistiques nationaux et leurs capacités régionales en vue d'établir des statistiques et des projections et de promouvoir l'adoption et la diffusion de nouvelles méthodes et techniques dans ce domaine.

Produits

- 20.84 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Conférence statistique des Amériques organisée par la CEPALC : quatrième réunion de la Conférence statistique des Amériques. Cette activité comprend la coordination et le suivi des accords de coopération technique dans divers domaines ainsi que l'établissement de rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et sur les progrès réalisés dans les domaines de l'élaboration de statistiques et de la coopération internationale, et en ce qui concerne l'établissement des documents de fond devant être soumis à la Conférence (6); deux réunions du Comité directeur de la Conférence, y compris en vue de l'élaboration de rapports intérimaires sur les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail défini par la Conférence et sur les produits exécutés à ce titre (12);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargés des activités suivantes : analyser les comptes satellites en ce qui concerne les priorités définies pour le développement durable de la région (1); analyser l'intégration des nouvelles recommandations internationales sur la nomenclature dans les pratiques suivies pour établir les statistiques commerciales de base nationales et extérieures. Cette réunion se tiendra en coopération avec la Division de statistique de l'ONU (1); évaluer les scénarios de croissance à moyen et à long termes et formuler des recommandations de politique économique (1); examiner l'amélioration et l'harmonisation du système d'indicateurs à court terme en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); intégrer les questions relatives à la science et à la technologie dans les pratiques comptables nationales (1); évaluer la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale et son adaptation aux nouveaux besoins des économies de la région, dans le cadre constitué par le Réseau d'experts de la comptabilité nationale des pays d'Amérique latine (1); formuler des recommandations sur le renforcement de l'harmonisation et de la normalisation des indicateurs nationaux et leur intégration dans un système régional de suivi des objectifs de développement définis dans la Déclaration du Millénaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); formuler des recommandations en vue de favoriser l'amélioration des techniques et méthodologies utilisées dans les enquêtes sur les ménages et dans les systèmes d'information sociale, et élargir par ailleurs leur champ d'application et les zones géographiques couvertes (1);

- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Publications en série : *Cuadernos estadísticos de la CEPAL* (deux numéros, consacrés à l'analyse et à la diffusion des modifications les plus récentes apportées aux principales classifications internationales relatives aux statistiques de base sur le commerce national et extérieur (2); *Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes* (2);
 - ii) Publications isolées : études sur les thèmes suivants : intégration des questions relatives à la science et à la technologie dans les méthodes de comptabilité nationale (1); aspects de l'équité et de la répartition des revenus, et dimensions du bien-être social dans certains pays de la région (2); projections macroéconomiques et tendances des secteurs productifs en Amérique latine et dans les Caraïbes sur la base des principaux scénarios portant sur l'économie internationale (2); modélisation des options de politique économique et de leurs effets quantitatifs sur les tendances à moyen et à long termes de la croissance et de l'emploi, l'accent étant mis sur l'impact des changements structurels et du transfert des progrès technologiques sur les processus de production (2);
 - iii) Supports techniques : exploitation et tenue à jour de base de données sur les matrices entrées-sorties et les stocks de facteurs de production (2); exploitation, entretien et élargissement des bases de données existantes, intégrant les nouveaux thèmes économiques, sociaux et environnementaux et les indicateurs à court terme. Il s'agit d'améliorer l'appui aux services internes et externes d'interconnexion, en particulier en ce qui concerne le système d'information économique et sociale de l'ONU (2); établissement d'indicateurs statistiques pour les numéros annuels de *Social Panorama of Latin America* (versions de 2005-2006 et de 2006-2007), en collaboration avec la Division des statistiques et des projections économiques et la Division du développement social (2); établissement de l'annexe statistique et des projections économiques pour l'*Étude préliminaire de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes* (versions de 2006 et 2007) (2); mise à jour et élargissement des bases de données historiques (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : fourniture de services de coopération technique aux États membres et aux organismes régionaux qui en font la demande dans les domaines concernant les enquêtes sur les ménages, les indicateurs statistiques et sociaux et la quantification et l'analyse des situations de pauvreté dans le cadre du suivi de la réalisation des objectifs de développement définis dans la Déclaration du Millénaire; fourniture de services de coopération technique aux États membres et aux organismes régionaux qui en font la demande en ce qui concerne l'élaboration de systèmes de suivi et de modélisation des conditions économiques actuelles et la construction d'indicateurs analytiques; fourniture de services de coopération technique aux États membres et aux organismes régionaux qui en font la demande en ce qui concerne l'harmonisation des statistiques économiques de base et l'utilisation d'une nomenclature internationale, ainsi que pour la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 et de ses comptes satellites;
 - ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : coopération avec les pouvoirs publics, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue d'appuyer les activités de formation portant sur des questions relatives à l'évaluation et l'utilisation des indicateurs sociaux liés aux objectifs de développement définis dans la Déclaration du Millénaire, la répartition des revenus et les aspects pertinents de la vulnérabilité sociale;

Tableau 20.29

Ressources nécessaires : Sous-programme 10

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	4 130,0	3 814,1	27	25
Autres objets de dépense	244,9	225,3	–	–
Total partiel	4 374,9	4 039,4	27	25
Fonds extrabudgétaires	515,4	839,4	5	–
Total	4 890,3	4 878,8	32	25

- 20.85 Le montant prévu de 3 814 100 dollars permettra de financer 25 postes, et représente une diminution de 315 900 dollars. Cette diminution tient aux éléments suivants : a) le redéploiement d'un poste P-3 au profit du sous-programme 1 en vue de renforcer la capacité technique du sous-programme bénéficiaire à exécuter les activités du programme de travail auxquelles a été attribué un rang de priorité élevé; et b) la suppression d'un poste local de commis dont les attributions ont été réaménagées et seront exercées par les titulaires d'autres postes de nature similaire. Le montant de 225 300 dollars au titre des dépenses autres que les postes doit permettre de financer : le personnel temporaire [autre que pour les réunions (52 000 dollars)]; les consultants et experts (82 700 dollars); et les frais de voyage du personnel (90 600 dollars). Les diminutions sont imputées sur le coût du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (10 000 dollars) et des consultants (9 600 dollars).

Sous-programme 11**Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique latine****Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 828 800 dollars**

- 20.86 Ce sous-programme sera exécuté par le bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique. Le programme de travail a été élaboré sur la base du sous-programme 11 du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2006-2007.
- 20.87 Le sous-programme mènera des études et fournira des services de coopération technique aux gouvernements et à d'autres parties prenantes pertinentes dans la sous-région en ce qui concerne les domaines ci-après : a) développement économique; b) développement social; c) commerce international; d) développement agricole et rural; e) développement de la production; f) énergie et ressources naturelles; et g) indicateurs et évaluation des catastrophes. Lors de l'exécution des activités inscrites au sous-programme afin d'obtenir les résultats escomptés, on tiendra tout particulièrement compte des dispositions pertinentes des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment des objectifs 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim), 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), 7 (assurer un environnement durable) et 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement).

Tableau 20.30

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Parvenir à un développement économique dynamique, durable et respectueux de l'environnement associé à un développement social équitable pour tous, dans un cadre institutionnel et démocratique solide, pour permettre à la sous-région de progresser dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire

Réalizations escomptées (Secrétariat)

Indicateurs de succès

a) Renforcer les capacités de compréhension et d'analyse des parties prenantes dans les États membres s'agissant de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et programmes liés aux questions visées dans l'objectif

a) i) Augmentation du nombre de parties prenantes dans les États membres ayant accès aux services et produits des sous-programmes de la CEPALC qui visent à renforcer les capacités de compréhension et d'analyse pour la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes

Mesure des résultats :

2002-2003 : non disponible

2004-2005 (estimation) : 500 parties prenantes ont accès aux services et produits

2006-2007 (objectif) : 600 parties prenantes ont accès aux services et produits

ii) Nombre de parties prenantes dans les États membres formées aux services et produits des sous-programmes de la CEPALC qui visent à renforcer les capacités de compréhension et d'analyse pour la formulation et la mise en œuvre des politiques et des programmes, ou les utilisant

Mesure des résultats :

2002-2003 : non disponible

2004-2005 (estimation) : 250 parties prenantes formées à l'utilisation des services et des produits et/ou les utilisant

2006-2007 (objectif) : 350 parties prenantes formées à l'utilisation des services et des produits et/ou les utilisant

b) Sensibilisation accrue des États membres aux problèmes de développement qui se posent dans la sous-région, notamment son processus d'intégration et le cadre mondial

b) Nombre de parties prenantes dans les États membres qui considèrent que les services et produits analytiques sous-régionaux de la CEPALC contribuent à mieux faire comprendre les problèmes de développement de la sous-région

Mesure des résultats :

2002-2003 : non disponible

2004-2005 (estimation) : 60 parties prenantes dans les États membres considèrent que les services et produits contribuent à mieux faire comprendre les problèmes de développement de la sous-région

2006-2007 (objectif) : 100 parties prenantes dans les États membres considèrent que les services et produits contribuent à mieux faire comprendre les problèmes de développement de la sous-région

Facteurs externes

20.88 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les administrations publiques compétentes et les autres acteurs clefs apportent un soutien total aux travaux de la Commission dans les différents domaines inscrits dans le programme de travail et leur donnent la priorité; b) des fonds extrabudgétaires sont versés pour permettre la réalisation des engagements pris dans le sous-programme et pour faciliter l'interaction entre la Commission et les parties prenantes; c) la communauté internationale se montre sensible aux besoins et aux préoccupations des pays membres de la CEPALC, conformément aux directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social; et d) la région continue de jouir de la stabilité économique, sociale et institutionnelle et ne connaît pas de grands bouleversements ni de chocs extérieurs.

Produits

20.89 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) : groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargés d'examiner : les changements intervenus dans la structure des biens et services commerciaux et la compétitivité des secteurs de production (1); des questions spécifiques ayant trait aux réformes de politique sociale, à l'évolution de la pauvreté et à la vulnérabilité sociale (1); les liens entre l'économie et l'environnement (1); les liens entre le commerce, l'investissement et la croissance dans la sous-région (1); les questions relatives à la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles dans le cadre des stratégies de développement dans certains pays de la sous-région (1); le développement durable dans le secteur de l'énergie (1); les tendances économiques récentes et les perspectives de l'Amérique centrale (1); l'évolution et les difficultés du secteur agricole (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Publications en série : études ou rapports sur les questions suivantes : changements intervenus dans le secteur manufacturier et la compétitivité de certains pays de la sous-région (1); tendances et difficultés du secteur agricole dans certains pays de la sous-région (1); tendances en matière d'intégration et accords commerciaux dans certains pays de la sous-région (1); évolution de la situation économique dans les pays de la sous-région et perspectives pour 2005 et 2006 (10); faits économiques récents et perspectives dans la sous-région de l'Amérique centrale en 2005-2006 et 2006-2007 (2);
- ii) Publications isolées : études sur les questions suivantes : changements intervenus dans la structure du commerce des biens et services et la compétitivité dans certains pays de la sous-région (1); concurrence et environnement dans certains pays de la sous-région (1); politiques fiscale et monétaire dans certains pays de la sous-région, dans le cadre de l'intégration régionale (1); formation de capital humain dans les zones rurales de certains pays de la sous-région (1); ressources naturelles et objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire dans certains pays de la sous-région (1); nouvelles méthodes de gestion des risques et d'allocation de crédits agricoles dans certains pays de la sous-région (1); politiques visant à faire progresser l'égalité des sexes dans certains pays de la sous-région (1); politiques de gestion des risques entraînés par les catastrophes naturelles dans le cadre des stratégies de développement de certains pays de la sous-région (1); réformes de politique sociale dans certains pays de la sous-région (1); évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale dans certains pays de la sous-région (1); liens entre commerce, investissement et croissance dans certains pays de la sous-région (1); restrictions et perspectives en ce qui concerne le développement durable du secteur de l'énergie dans certains pays de la sous-région (1);
- iii) Supports techniques : contributions à l'*Étude préliminaire de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes*, versions de 2006 et 2007. Notes sur l'économie des pays de la sous-région (2); actualisation et élargissement de la base de données du secteur agricole des pays de la sous-région (2); actualisation et élargissement de la base de données sur les statistiques économiques et la comptabilité nationale des pays de la sous-région (2); actualisation et élargissement de la base de données concernant les indicateurs permettant d'évaluer les effets socioéconomiques et environnementaux des catastrophes naturelles (2); actualisation et élargissement de la base de données concernant le secteur de l'énergie et les ressources naturelles des pays de la sous-région (2); actualisation et élargissement de la base de données concernant le secteur industriel des pays de la sous-région (2); actualisation et élargissement de la base de données concernant les indicateurs sociaux des pays de la sous-région (2); actualisation et mise à jour de la banque de données commerciales sur les pays de la sous-région (2);
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) : services consultatifs : fourniture de services consultatifs aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande dans les domaines suivants : application de mesures et renforcement des capacités en vue de l'élimination de la pauvreté, du développement social et de l'égalité des sexes; fourniture d'une coopération technique aux pays et aux autres parties prenantes qui en font la demande dans les domaines ayant trait à un environnement durable, aux ressources naturelles et à l'énergie; fourniture d'une coopération technique aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande en vue du développement du secteur agricole et des zones rurales; fourniture d'une coopération technique aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande en ce qui concerne le développement et l'utilisation d'indicateurs et l'évaluation des effets

socioéconomiques et environnementaux des catastrophes naturelles; fourniture d'une coopération technique aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande en ce qui concerne le développement du secteur industriel; fourniture d'une coopération technique aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande dans les domaines se rapportant à la constitution d'une alliance mondiale pour le développement, ainsi qu'au sujet des questions relatives à la compétitivité, au commerce, à l'intégration et aux accords commerciaux; fourniture d'une coopération technique aux pays de la sous-région et aux autres parties prenantes pertinentes qui en font la demande sur les questions relatives au renforcement des capacités en matière de conception et de mise en œuvre des mesures macroéconomiques dans le cadre de l'ajustement structurel, ainsi que dans les domaines des politiques fiscale et monétaire et pour ce qui est des mesures visant à favoriser la compétitivité.

Tableau 20.31

Ressources nécessaires : Sous-programme 11

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	6 442,0	6 396,5	41	41
Autres objets de dépense	432,3	432,3	—	—
Total partiel	6 874,3	6 828,8	41	41
Fonds extrabudgétaires	2 213,9	1 392,7	1	1
Total	9 088,2	8 221,5	42	42

- 20.90 Le montant de 6 396 500 dollars prévu pour les postes fait apparaître une diminution nette de 45 500 dollars imputable aux éléments ci-après : a) financement intégral d'un poste P-4 créé pendant l'exercice biennal 2004-2005; b) création d'un poste P-2 dont le titulaire devra tenir à jour le système d'information socioéconomique, les bases de données et les modèles; procéder à des analyses solides d'aspects spécifiquement définis des problèmes de développement que connaissent les pays en développement et les pays en transition; fournir une assistance pratique pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets; appuyer efficacement les processus intergouvernementaux, sous la direction ou la supervision d'un fonctionnaire de rang plus élevé; et c) redéploiement d'un poste P-4 au profit du sous-programme 3 afin de renforcer les capacités techniques du sous-programme bénéficiaire en ce qui concerne la mise en œuvre des activités hautement prioritaires du programme de travail. Le montant de 432 300 dollars, demeurant inchangé, demandé aux autres rubriques doit permettre de financer les autres dépenses de personnel (73 800 dollars), le coût des consultants et des experts (219 100 dollars) et les frais de voyage du personnel (139 400 dollars).

Sous-programme 12

Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 821 600 dollars

- 20.91 Ce sous-programme sera exécuté par le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, qui assure aussi le secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. Le programme de travail a été établi sur la base du sous-programme 12 du programme 17 du plan-programme biennal pour la période 2006-2007.
- 20.92 Les activités inscrites au sous-programme seront axées sur la promotion de la coopération parmi les membres et membres associés de la CEPALC, dans la sous-région des caraïbes, dans des domaines tels que : a) politique macroéconomique et développement économique; b) liens avec l'économie mondiale, intégration et coopération; c) développement social dans les Caraïbes; d) statistiques et gestion de l'information au service du développement; e) développement durable dans les Caraïbes; et f) science et technique au service du développement. Dans ce cadre, on accordera la priorité à la suite à donner à la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, tenue à Maurice, en janvier 2005, et aux nouvelles phases de l'application du Programme d'action, y compris la formulation de stratégies nationales de développement.
- 20.93 Dans le cadre des activités inscrites au sous-programme, il sera tenu spécialement compte des éléments pertinents des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment l'objectif 1 (éliminer l'extrême pauvreté et la faim), l'objectif 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), l'objectif 7 (assurer un environnement durable), et l'objectif 8 (mettre en place un partenariat mondial pour le développement), et, en particulier, la cible 14 (répondre aux besoins particuliers des États sans littoral et des petits États insulaires en développement).

Tableau 20.32

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Parvenir à un développement économique et social dynamique, durable et équitable tout en renforçant les liens entre les pays de la région des Caraïbes et l'économie mondiale et en poursuivant les efforts d'intégration pour permettre à la sous-région de réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) Améliorer les compétences des États Membres pour leur permettre d'élaborer et d'appliquer des politiques et des programmes sociaux tenant compte d'une analyse des disparités entre hommes et femmes aux stades de la formulation, de l'application et de l'évaluation	a) i) Nombre d'agents des administrations publiques formés à l'utilisation de la base de données sur les statistiques sociales et de l'indice de vulnérabilité sociale en vue de la formulation, pour les petits États insulaires en développement des Caraïbes, de politiques sociales fondées sur des données factuelles
	<i>Mesure des résultats :</i> 2002-2003 : non disponible

- 2004-2005 (estimation) : 120 agents des administrations publiques formés à l'utilisation de l'indice de vulnérabilité sociale 2006-2007 (objectif) : 180 agents des administrations publiques formés à l'utilisation de l'indice de vulnérabilité sociale
- ii) Nombre de politiques et de programmes utilisant la méthode d'intégration des sexospécificités, formulés par les pays membres de la sous-région et bénéficiant des services de coopération technique de la CEPALC (contributions analytiques et conseils dans le domaine des politiques)
- Mesure des résultats :*
 2002-2003 : non disponible
 2004-2005 (estimation) : 15 politiques et programmes utilisant la méthode d'intégration des sexospécificités
 2006-2007 (objectif) : 30 politiques et programmes utilisant la méthode d'intégration des sexospécificités
- b) Sensibilisation accrue aux nouveaux concepts du développement et aux nouvelles structures régionales et mondiales ainsi qu'à leurs incidences possibles sur le processus de développement durable des petits États insulaires en développement de la sous-région.
- b) Nombre de modifications apportées aux politiques gouvernementales qui résultent des contributions analytiques et des conseils fournis par la CEPALC aux pays de la région des Caraïbes bénéficiant de services de coopération technique
- Mesure des résultats :*
 2002-2003 : non disponible
 2004-2005 (estimation) : 10 modifications résultant de contributions analytiques de la CEPALC
 2006-2007 (objectif) : 22 modifications résultant de contributions analytiques de la CEPALC
- c) Renforcement des capacités techniques des pays de la région des Caraïbes en vue de leur permettre de respecter les nouveaux engagements liés au commerce et de tirer parti des nouvelles possibilités d'accéder au marché dans le cadre des mécanismes d'intégration
- c) Nombre de stratégies visant à resserrer les liens avec les marchés mondiaux élaborées par les bénéficiaires de services consultatifs et d'activités de formation au titre du sous-programme
- Mesure des résultats :*
 2002-2003 : non disponible
 2004-2005 (estimation) : 12 stratégies visant à resserrer les liens avec les marchés mondiaux
 2006-2007 (objectif) : 12 stratégies visant à resserrer les liens avec les marchés mondiaux
-

Facteurs externes

- 20.94 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la communauté internationale répond aux priorités fixées par celui-ci, en suivant les orientations définies par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social; b) les États membres continuent de fournir en temps voulu des données exactes et de participer activement aux réunions et autres activités menées par le siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes; et c) les États membres de la CEPALC disposent de manière constante de ressources à l'appui des efforts qu'ils mènent pour renforcer l'intégration et la coopération sous-régionales dans les domaines thématiques susmentionnés.

Produits

- 20.95 Les produits de l'exercice 2006-2007 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Comité spécial de session de la CEPALC sur la population et le développement : Services fonctionnels pour les réunions. Une réunion sous-régionale consacrée au suivi du Plan d'action de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement et de la Conférence internationale sur la population et le développement (10);
 - ii) Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CEPALC) :
 - a. Services fonctionnels pour les réunions: une session du Comité, y compris l'établissement de rapports et de la documentation de fond (4); une réunion du Comité de suivi du comité de développement et de coopération des Caraïbes (1);
 - iii) Services fonctionnels pour les réunions: une réunion technique à haut niveau des autorités responsables de la gestion des ressources en eaux aux Caraïbes (1); une réunion sous-régionale consacrée au suivi du Sommet mondial pour le développement social (1); deux réunions intergouvernementales sous-régionales consacrées au suivi intégré de l'application des engagements mondiaux pris lors des conférences et des sommets tenus dans les années 90 sous les auspices de l'ONU (Conférence internationale sur la population et le développement, quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Sommet mondial pour le développement durable et Sommet du Millénaire) (2);
 - iv) Réunions de groupes spéciaux d'experts pour examiner les questions suivantes : questions relatives à l'égalité des hommes et des femmes (1); développement durable dans l'optique des droits de l'homme et difficultés à cet égard pour les petits États insulaires en développement des Caraïbes (1); incidences de l'intégration à l'échelle de l'hémisphère sur les politiques du tourisme et la législation destinée à favoriser le tourisme dans les Caraïbes (1); collecte, diffusion et utilisation de statistiques sociales aux fins de l'élaboration de la politique sociale (1); politiques et programmes sociaux visant à répondre aux besoins des couches les plus vulnérables de la population aux Caraïbes (1); liens entre la population et le développement socioéconomique dans la sous-région des Caraïbes (1); conséquences budgétaires de la libéralisation des échanges pour les pays des Caraïbes (1); nouveaux problèmes qui se posent aux pays des Caraïbes dans le domaine de l'information (1); et maîtrise et partage de l'information par les hauts responsables des statistiques et les spécialistes employés par les organismes publics d'établissement de données (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

- i) Publications en série : rapports ou études sur les sujets suivants : évolution sociale dans les pays de la sous-région (1); principales publications statistiques : résumés (1); choix d'indicateurs statistiques des pays des Caraïbes (2 numéros sur l'ensemble de l'exercice biennal et publication sur support électronique) (2); évolution de la situation économique dans les pays de la sous-région (2);
- ii) Publications isolées : rapports ou études sur les sujets suivants : sources d'énergie renouvelables et développement durable dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes (1); investissements et échanges au sein des membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, dans le cadre des nouvelles règles commerciales internationales (1); initiatives visant à réduire la pauvreté dans certains pays de la sous-région (1); vulnérabilité sociale dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes (1); développement durable dans l'optique des droits de l'homme et difficultés à cet égard pour les petits États insulaires en développement de la région des Caraïbes (1); réforme fiscale dans les Caraïbes (1); causes et conséquences des faibles taux de spécialisation en science et technique dans les Caraïbes et propositions avancées pour redresser la situation (1); causes et conséquences de « l'exode des cerveaux » constaté dans la sous-région (1); difficultés auxquelles se heurte la coopération sous-régionale visant à un développement durable dans les Caraïbes, dans le cadre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (1); incidences économiques et sociales de l'exclusion des membres associés de la CEPALC en ce qui concerne la zone de libre-échange des Amériques (1); facteurs ayant une incidence sur le développement du marché des capitaux de la sous-région (1); incidence budgétaire de la libéralisation des échanges dans les pays de la sous-région (1); incidence sur l'intégration des Caraïbes de l'intégration à l'échelle de l'hémisphère et des nouveaux arrangements relatifs aux échanges, notamment des accords de partenariat avec l'Union européenne (1); incidence du fonctionnement et de la gestion d'agences et d'institutions œuvrant dans le domaine des sciences et des techniques dans les pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (1); incidence de l'intégration à l'échelle de l'hémisphère sur les politiques du tourisme dans les Caraïbes (1); incidence de la libéralisation des échanges sur les résultats commerciaux et la compétitivité dans les Caraïbes (1); structure de l'information des secteurs des services dans les Caraïbes (1); mouvement des personnes à la suite de l'institution du marché et de l'économie uniques de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) (1); étude des résultats obtenus au moyen des plans-cadres d'action sociale dans la sous-région (1); perspectives des économies des Caraïbes fondées sur le tourisme (1); participation des membres associés de la CEPALC aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies (1); liens entre l'endettement et la croissance économique dans les Caraïbes (1); situation du tourisme liée à la mer suite à l'application des recommandations figurant dans les rapports nationaux sur le secteur de la navigation de plaisance (1); dispositions législatives visant à encourager le tourisme, dans certains pays des Caraïbes (1); situation des ressources en eau dans certains pays des Caraïbes (profils établis au moyen de techniques de gestion intégrée des ressources en eau) (1); évolution des relations entre hommes et femmes dans la sous-région (1); évolution de la structure démographique des pays des Caraïbes, s'agissant en particulier des questions relatives au vieillissement de la population (1); capacité des institutions nationales de s'adapter aux principes de la gestion intégrée des ressources en eau (1); politiques en faveur des femmes dans la sous-région (1); développement de la société de l'information dans les Caraïbes (1);

- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : distribution de notes d'information et de communiqués de presse sur les faits nouveaux intéressant le développement durable des petits États insulaires en développement des Caraïbes (1); publication sous forme électronique du bulletin bimensuel *Current Awareness* (12 numéros sur l'ensemble de l'exercice biennal) (2); publication du bulletin *UN Focus on the Caribbean* (qui fait le point des activités du siège sous-régional dans les Caraïbes) (anglais seulement) (8 numéros sur l'ensemble de l'exercice biennal) (2);
 - iv) Supports techniques : contribution à la récapitulation statistique et au texte des éditions 2006 et 2007 du Premier aperçu du panorama économique annuel de l'Amérique latine et des Caraïbes (*Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*). Notes sur l'économie des pays de la sous-région (1); élaboration et mise au point de matériel de formation et d'enseignement sur la gestion des ressources en eau, en collaboration avec le Partenariat pour l'eau (Caraïbes), à l'intention des élèves de l'enseignement primaire et secondaire, des étudiants et du grand public (2); mise à jour et amélioration des bases de données sur le développement durable des petits États insulaires en développement des Caraïbes (2); élaboration et distribution de notes d'information sur diverses questions relatives au commerce intéressant les États membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, dans le cadre des négociations actuelles et futures (2); tenue à jour régulière et entretien de la base de données en texte intégral rassemblant des documents relatifs au développement des Caraïbes, diffusés via la bibliothèque numérique des Caraïbes (2); tenue à jour régulière de la base de données de statistiques économiques consultable en ligne (2); mise à jour et amélioration de la base de données bibliographique sur les femmes et le développement dans les Caraïbes afin d'y inclure des données sur l'équité du traitement des hommes et des femmes (2); tenue à jour et entretien de la base de données sociodémographiques et de la base de données sur les statistique sociales pour la sous-région (2);
 - v) Services fonctionnels pour les réunions interinstitutions : convocation de réunions séparées du Groupe de collaboration interinstitutions, selon les besoins (1); organisation et convocation de réunions techniques des petits États insulaires en développement des Caraïbes et réunions entre ces États et les institutions membres du Groupe de collaboration interinstitutions ayant des responsabilités, aux termes de leur mandat, dans tel ou tel aspect du développement durable dans la sous-région (1);
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : apport de services consultatifs aux pays de la sous-région qui le demandent, concernant : le commerce, l'investissement, l'intégration et la coopération sous-régionale; la population et le développement, l'équité du traitement des hommes et des femmes, les politiques sociales et la vulnérabilité sociale; la gestion de l'information et l'organisation des services de statistique; les phases nouvelles de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, notamment la formulation de stratégies de développement nationales, la conceptualisation des stratégies visant à remédier à certains problèmes et la formulation de propositions de projets (ces services pouvant aussi englober des questions telles que l'impact environnemental et les incidence économiques et sociales des catastrophes naturelles dans la sous-région des Caraïbes); et l'incidence de la conjoncture économique mondiale sur les politiques adoptées aux échelons national et sous-régional, ainsi que l'évolution des politiques macroéconomiques et de la

performance économique dans la sous-région; apport de services consultatifs au groupe de travail des pays des Caraïbes non indépendants en vue d'offrir un mécanisme plus efficace à l'appui des initiatives intéressant spécifiquement les pays membres associés; apport d'une coopération technique aux pays de la sous-région qui le demandent dans les domaines relatifs à la contribution de la science et de la technique au développement durable dans les Caraïbes;

- ii) Stages de formation, séminaires et ateliers : organisation et conduite de séminaires et d'ateliers, à la demande des États membres de la sous-région, sur divers aspects du développement social, en particulier sur le mouvement des personnes, l'équité du traitement des hommes et des femmes, l'élaboration de politiques sociales et le renforcement des capacités d'établissement de statistiques sociales et de mesure de la vulnérabilité sociale; organisation et conduite d'ateliers sur les outils de la gestion intégrée des ressources en eau, à l'intention des praticiens, en particulier des employés des institutions chargées de la gestion intégrée des ressources en eau, des spécialistes de l'agriculture et du développement durable et du personnel de certains organismes non gouvernementaux (4 ateliers, selon les prévisions); organisation et conduite d'un séminaire sur la gestion des données à l'intention des agents du secteur public et de représentants du secteur privé; organisation de séminaires et d'ateliers, à la demande des États membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes sur divers aspects du commerce international et du commerce entre les pays de l'hémisphère, dans le cadre des progrès de l'intégration à l'échelle de l'hémisphère et des nouvelles règles du commerce international; ateliers sous-régionaux à l'intention des agents du secteur public sur l'utilisation des bases de données aux fins de l'établissement de statistiques économiques.

Tableau 20.33

Ressources nécessaires : Sous-programme 12

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	4 318,5	4 498,7	33	34
Autres objets de dépense	315,2	322,9	—	—
Total partiel	4 633,7	4 821,6	33	34
Fonds extrabudgétaires	218,2	122,0	—	—
Total	4 851,9	4 943,6	33	34

- 20.96 Le montant de 4 498 700 dollars, qui correspond à une augmentation de 180 200 dollars, doit permettre de financer 34 postes. L'augmentation résulte du redéploiement d'un poste P-2 provenant du Groupe de l'administration des projets (il s'agit de doter le sous-programme de moyens accrus pour exécuter les activités désignées comme prioritaires). Le montant de 322 900 dollars inscrit à la rubrique « Autres objets de dépense » se répartit comme suit : autres dépenses de personnel (95 500 dollars); consultants et experts (157 300 dollars); voyages du personnel (70 100 dollars). L'augmentation de 7 700 dollars correspond essentiellement à des crédits supplémentaires demandés au titre de l'assistance temporaire (autre que pour les réunions) en vue des périodes chargées.

D. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 33 393 400 dollars

- 20.97 Les activités d'appui au programme comprennent les services de conférence, les services de bibliothèque, la gestion des activités de coopération technique, l'administration et les services communs.

Produits

- 20.98 Les produits de l'exercice biennal 2006-2007 seront les suivants :

- a) *Services de conférence.* Ces activités relèvent de la Division des documents et publications, à Santiago, et des services de conférence, de documentation et d'édition. Il s'agit essentiellement : i) d'assurer des services techniques aux réunions des organes délibérants de la CEPALC et aux réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la Commission; ii) d'assurer des services de conférence aux réunions des organes délibérants de la CEPALC et aux réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la Commission (traduction, interprétation, édition et établissement des procès-verbaux de séance); iii) d'exécuter le programme de publication et de distribution de la CEPALC; et iv) de collaborer avec la Section des ventes et de la commercialisation des publications des Nations Unies pour la vente des publications des Nations Unies;
- b) *Services de bibliothèque.* Des services de bibliothèque sont offerts à Santiago et à Mexico aux fonctionnaires de la CEPALC et aux usagers extérieurs. Les bibliothèques publient des bulletins et des bibliographies; proposent des services sur l'Internet; font office de bibliothèque dépositaire des Nations Unies (dans le cas de la bibliothèque de la CEPALC au Chili); concluent des accords avec d'autres bibliothèques de la sous-région et coopèrent avec elles; diffusent la documentation de fond de la CEPALC; assurent le traitement des ressources bibliographiques extérieures et des informations à l'appui des activités de fond de la Commission dans la sous-région; diffusent le programme Micro-ISIS dans la sous-région et conseillent bibliothèques et centres d'information concernant son installation et son fonctionnement; proposent une assistance technique et l'organisation de stages sur l'emploi de Micro-ISIS; répondent aux demandes de référence; publient des bulletins et des bibliographies sur papier et sur support électronique; actualisent quotidiennement les pages Web de la Commission qui ont trait aux services de bibliothèque;
- c) *Gestion des activités de coopération technique.* Ces activités sont exécutées par les groupes de la gestion des projets et de la mobilisation des ressources extrabudgétaires, qui relèvent de la Division opérationnelle et de planification des programmes. Le programme de coopération technique de la CEPALC est conçu pour apporter un complément au budget ordinaire. Il est axé sur le renforcement et l'élargissement du programme de recherche économique et sociale et sur l'utilisation des résultats des activités de recherche aux fins des services consultatifs et des services de formation offerts aux États membres de la CEPALC. Le programme de coopération technique facilite l'unification des activités de fond financées au moyen de fonds extrabudgétaires et des activités financées au moyen du budget ordinaire. Il vise par ailleurs à maintenir un équilibre mutuellement avantageux entre la recherche et les activités opérationnelles. Le programme devrait permettre d'exécuter les produits suivants au cours de l'exercice biennal :
 - i) Publication de rapports sur les activités du système de la CEPALC visant à faciliter et à promouvoir la coopération technique entre pays en développement aux niveaux régional, sous-régional et national; arrangements institutionnels relatifs aux activités de

- coopération technique en place dans les pays en développement membres de la CEPALC; activités opérationnelles d'encouragement à la coopération interrégionale;
- ii) Services consultatifs à l'intention des gouvernements et des organismes régionaux concernant la définition et l'élaboration de programmes et de propositions de projets de coopération technique devant être exécutés aux niveaux régional, national ou interrégional;
 - iii) Coordination avec les centres de liaison chargés de la coopération technique dans d'autres commissions régionales en vue de la promotion des activités de coopération interrégionale;
 - iv) Consultations avec d'autres organisations régionales ayant des activités de coopération technique en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de fixer les priorités à retenir pour le programme régional;
 - v) Coopération avec les services organiques du système de la CEPALC et les bureaux sous-régionaux en vue de la mise au point et de l'exécution de projets d'appui aux éléments du programme de travail de la Commission ayant trait à la coopération technique entre pays en développement;
 - vi) Aide aux gouvernements en vue de recenser les besoins en matière de coopération technique et les possibilités dans ce domaine et d'établir des propositions de projets;
 - vii) Élaboration de projets d'accords et de propositions compte tenu des règles et procédures opérationnelles et financières fixées par l'organisation, l'institution ou le gouvernement versant une contribution et par l'Organisation des Nations Unies;
 - viii) Établissement du budget des activités financées au moyen de fonds extrabudgétaires;
 - ix) Suivi de l'exécution des projets;
 - x) Administration des fonds extrabudgétaires en collaboration étroite avec les services organiques chargés de l'exécution des projets;
- d) *Services administratifs et services communs.* Les principales activités de la Division de l'administration, au bureau de la CEPALC à Santiago, sont les suivantes : a) gestion et coordination d'ensemble des services administratifs, élaboration de politiques et mise au point de directives administratives et de directives de gestion à la CEPALC et supervision des activités administratives des deux sièges sous-régionaux de la Commission (Mexico et Port of Spain) et de ses cinq bureaux nationaux; b) gestion des ressources humaines, à savoir recrutement et affectation du personnel, organisation des carrières, administration du personnel, classement des postes, gestion du système de classement des postes d'agent des services généraux établi en vertu de l'instruction administrative ST/AI/410, gestion du programme de stages, administration de la protection médicale et de l'aide sociale proposées au personnel, et conseils généraux et individuels; c) établissement des budgets et contrôle de l'exécution des budgets (établissement du budget-programme biennal et des rapports sur l'exécution du budget, budgétisation et suivi de l'exécution des budgets approuvés, administration des tableaux d'effectifs); d) gestion des comptes et contrôle financier (établissement de procédures de contrôle et de gestion des crédits inscrits au budget ordinaire et des fonds extrabudgétaires, application du Règlement financier et des règles de gestion financière, présentation de rapports financiers, tenue de la comptabilité, services de trésorerie); e) services d'appui généraux (communications et transports, achats, gestion et entretien des locaux, gestion des dossiers et tenue des archives); f) planification et coordination de la mise en service et de l'administration du Système intégré de gestion (SIG)

dans l'ensemble de la CEPALC; g) cours de langues dans tous les lieux d'affectation de la CEPALC (à l'exclusion des activités de formation financées centralement et organisées par le Bureau de la gestion des ressources humaines); h) activités relatives aux technologies de l'information menées par la Section de l'informatique, en consultation avec le Comité de gestion de l'information de la CEPALC, à savoir, principalement, conseils au Secrétaire exécutif sur la politique d'informatisation de l'ensemble de la CEPALC, y compris sur l'affectation des ressources en matériel et des ressources financières, conseils techniques et appui aux services organiques en vue d'assurer le bon fonctionnement des moyens informatiques de la CEPALC, y compris le site Web, les services Internet et le SIG, supervision des services de maintenance du matériel informatique de la CEPALC et sécurité des systèmes informatiques.

Tableau 20.34

Ressources nécessaires : Appui au programme

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2004-2005	2006-2007 (avant actuali- sation des coûts)	2004-2005	2006-2007
Budget ordinaire				
Postes	24 104,9	23 127,9	201	193
Autres objets de dépense	9 961,2	10 265,5	–	–
Total partiel	34 066,1	33 393,4	201	193
Fonds extrabudgétaires	968,2	929,1	9	10
Total	35 034,3	34 322,5	210	203

20.99 Le montant de 23 127 900 dollars correspond à une diminution de 977 000 dollars, qui est le résultat net des opérations suivantes : a) redéploiement d'un poste P-4 depuis le Groupe de la mobilisation des ressources extrabudgétaires, au profit du sous-programme 3; b) redéploiement de deux postes P-2 depuis le Groupe de l'administration des projets au profit du sous-programme 12; et c) suppression de six postes d'agent local (2 postes à la Division des documents et publications, à Santiago; 1 poste à la Division des documents et publications, à Mexico; 1 poste à la bibliothèque et 2 postes à la Section des services généraux).

20.100 Le montant de 10 265 500 dollars inscrit à la rubrique « Autres objets de dépense » correspond à une augmentation nette de 304 300 dollars, qui résulte a) d'augmentations au titre i) des services contractuels (123 800 dollars); ii) des dépenses générales de fonctionnement (110 800 dollars); et iii) du mobilier et du matériel (92 500 dollars); b) en partie annulées par une diminution au titre : i) des autres dépenses de personnel (11 900 dollars); ii) des consultants et experts (2 300 dollars); iii) des frais de voyage du personnel (1 200 dollars); et iv) des fournitures et accessoires (7 400 dollars). L'augmentation au titre des services contractuels est liée pour l'essentiel à la traduction contractuelle et à l'achat de nouveaux logiciels et des licences correspondantes pour le bureau de Santiago et les cinq bureaux nationaux. L'augmentation des dépenses générales de fonctionnement se retrouve notamment aux postes de dépense suivants : location de locaux, location et entretien de matériel informatique et services d'assistance informatique et frais de communications liés au développement de la vidéoconférence. L'augmentation des dépenses de mobilier et de matériel tient à l'achat de matériel de bureautique.

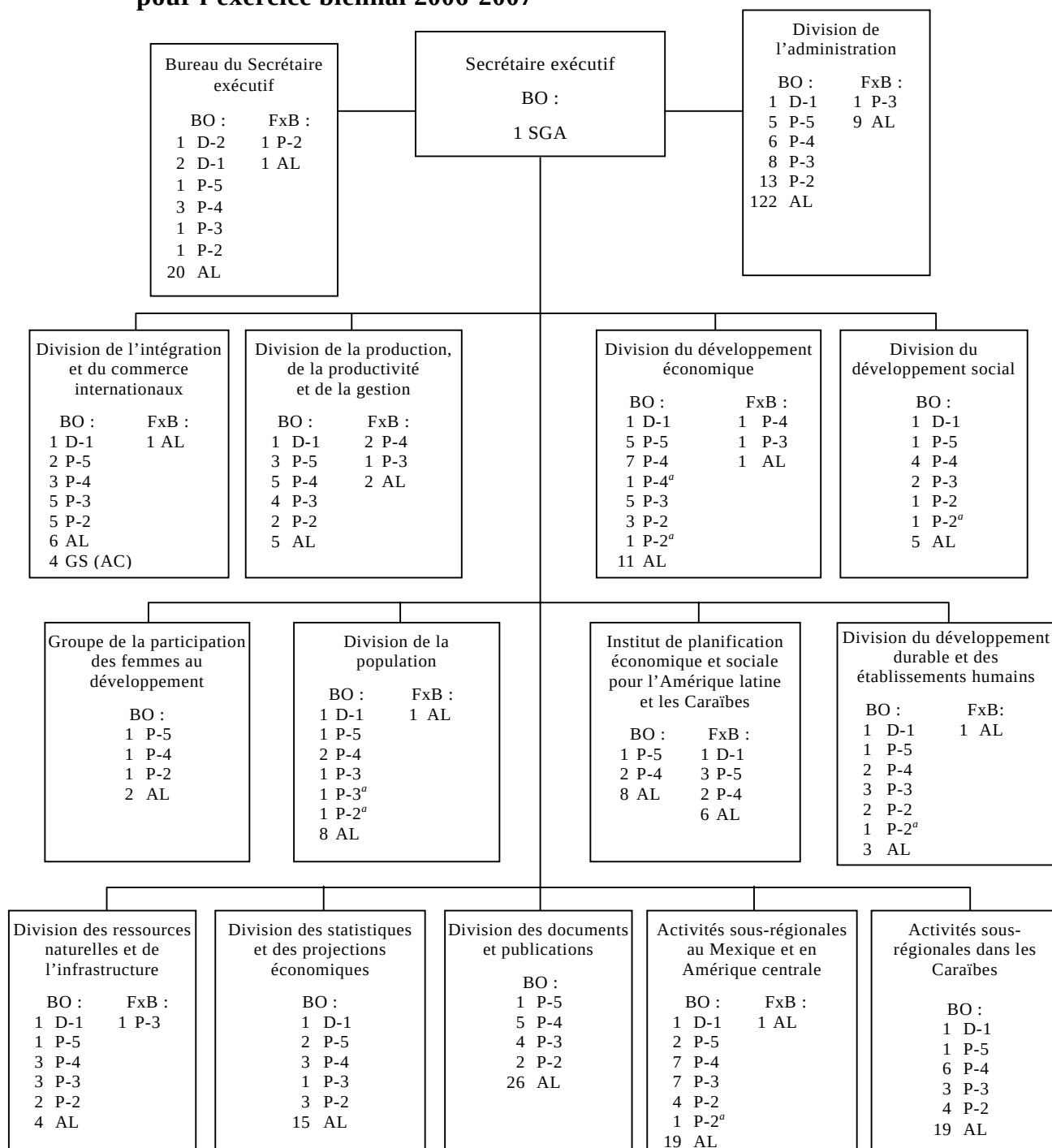
Tableau 20.35

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

<i>Résumé de la recommandation</i>	<i>Suite donnée à la recommandation</i>
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/56/7, chap. II)	
Le Système intégré de gestion n'a pas été étendu aux bureaux sous-régionaux ou nationaux. Le Comité prie le Secrétariat d'étudier la question et de fournir l'assistance nécessaire à l'extension du Système intégré de gestion, le cas échéant et de façon économique, aux bureaux sous-régionaux et nationaux de la CEPALC (par. V.58).	Le SIG a été mis en service dans les deux sièges sous-régionaux de la CEPALC (Mexico et Port of Spain) en juillet et août 2003, avec la participation d'une équipe multidisciplinaire de la Commission, secondée par le personnel du Siège de l'ONU. Le SIG doit être étendu à deux bureaux nationaux en 2005.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2006-2007



Abbreviations : BO = budget ordinaire; FxB = fonds extrabudgétaires; SGA = Secrétaire général adjoint;
GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); AL = agent local.

^a Nouveaux postes.

Annexe

Produits de l'exercice 2004-2005 non reconduits en 2006-2007

A/59/6, paragraphe Produit		Quantité	Explication
Insertion dans l'économie mondiale, intégration et coopération régionales			
<i>Publications en série</i>			
21.41 b) i)	Études sur l'adéquation du cadre réglementaire du secteur des services spécifiques, eu égard aux disciplines commerciales internationales, afin de renforcer la réglementation et la supervision dans divers secteurs	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	United States Economic Outlook	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Coopération en matière de politique de la concurrence dans les accords commerciaux bilatéraux conclus par les pays d'Amérique latine ou des Caraïbes	1	Document présenté au colloque international de l'APEC sur les perspectives économiques tenu à Santiago (Chili) les 12 et 13 août 2004
<i>Publications isolées</i>			
21.41 b) ii)	Études des nouvelles modalités d'échanges faisant appel aux technologies de l'information et au commerce électronique	2	Activité terminée
21.41 b) ii)	Étude de certains aspects de l'appui technique prêté par la CEPALC aux négociations commerciales panaméricaines	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.41 c)	Participation à la troisième Assemblée plénière du FIPA, à Viña del Mar (Chili) le 3 avril 2004	1	Activité terminée
21.41 c)	Gestion en tant que chef de file du projet intitulé « Partenariat interrégional en vue de faire du commerce le moteur de la croissance grâce à la gestion des connaissances et aux technologies de l'information et de la communication » financé au moyen du Compte pour le développement (4 ^e tranche)	1	Activité terminée
21.41 c)	Exécution du projet CEPALC/IDE-JETRO sur l'étude comparative du secteur des TIC en Asie de l'Est et en Amérique latine	1	Activité terminée
21.41 c)	Projet de collaboration internationale ESRI/CEPALC (2004) : Étude de l'impact global des accords de libre échange – formation du consensus sur le plan national et incidences des accords	1	Activité terminée
<i>Cours de formation, séminaires et ateliers</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Participation à l'organisation du Colloque international de l'APEC sur les perspectives économiques tenu à Santiago (Chili) les 12 et 13 août 2004	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Participation à l'organisation de la réunion du Groupement des centres d'étude de l'APEC tenue à Viña del Mar (Chili) du 26 au 29 mai 2004	1	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 1)		12	
Production et innovation			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.46 a)	Réunion d'experts consacrée à l'examen des politiques d'appui aux entreprises, en particulier au niveau local (infranational)	1	Activité terminée
21.46 a)	Réunion d'experts consacrée à l'examen des politiques d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises des pays de la région et les tendances futures	1	Activité terminée
21.46 a)	Réunion d'experts consacrée à l'analyse des politiques d'appui aux producteurs ruraux de la région	1	Activité terminée
21.46 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner le développement, l'adaptation et l'assimilation de nouvelles technologies – en particulier numériques et biotechnologiques – dans les pays de la région, ainsi que les politiques de développement dans ce domaine		
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Atelier sur le thème : « Observatoire des économies rurales : amélioration des systèmes nationaux de statistique sur l'économie rurale »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Atelier sur le thème : « Évaluation du degré de développement de la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Atelier sur le thème : « Indicateurs de suivi du Plan d'action AGRO 2015 »	1	Activité terminée
<i>Publications en série</i>			
21.46 b) i)	Étude des changements intervenus dans les politiques de compétitivité industrielle des pays de la région, en particulier dans le domaine du développement technologique, de la mise en valeur des ressources humaines et de la promotion des exportations	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications isolées</i>			
21.46 b) ii)	Étude des changements de la structure de production du secteur agroalimentaire dans les pays de la région	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude sur la dimension locale des politiques de compétitivité industrielle dans certains pays de la région	1	Activité sur le point d'être terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.46 b) i)	Étude des changements intervenus dans les politiques visant à promouvoir la compétitivité dans les zones rurales de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, et en particulier leurs répercussions financières, technologiques et sociales	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude des politiques de soutien aux petites et moyennes entreprises industrielles des pays de la région, et en particulier des mécanismes destinés à consolider leur intégration verticale ou horizontale avec de grandes entreprises nationales ou transnationales	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude des politiques de soutien aux petites et moyennes entreprises rurales, en vue de garantir leur viabilité économique en tant que producteurs	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Deux études sur l'évolution récente dans les pays de la région des politiques destinées à promouvoir l'adaptation et l'incorporation d'une nouvelle technologie dans les processus de production, particulièrement de ceux qui concernent le traitement des ressources naturelles (études consacrées l'une aux technologies numériques et l'autre aux biotechnologies)	2	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude de la performance des activités industrielles dans l'économie argentine et des comportements technologiques des agents économiques concernés	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude des tendances à la spécialisation et des comportements novateurs en matière d'investissement et d'exportation des grandes entreprises d'Argentine	1	Activité sur le point d'être terminée
21.46 b) ii)	Étude du profil et de l'évolution récente des petites et moyennes entreprises exportatrices gagnantes de l'économie argentine	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude du comportement des entreprises transnationales opérant au Brésil dans le secteur des technologies	1	Activité terminée
21.46 b) ii)	Étude du comportement des entreprises nationales et étrangères en matière d'investissement au Brésil	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Políticas públicas y la agricultura latinoamericana en la década del 2000	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Alcanzando las metas del milenio: una mirada hacia la pobreza rural y agrícola	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Pobreza rural y agrícola: entre los activos, las oportunidades y las políticas – una mirada hacia Chile-	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Empleo e ingresos rurales no agrícolas en América Latina y El Caribe	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Formación y desarrollo de un cluster globalizado: el caso de la industria del salmón en Chile	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Tratados de libre comercio y desafíos competitivos para Chile: la extensión de la ISO 9000	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Capacitación laboral para las pyme: una mirada a los programas de formación para jóvenes en Chile	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	El microcrédito como componente de una política de desarrollo local: el caso del Centro de Apoyo a la Microempresa (CAM), en la ciudad de Buenos Aires	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Observatorio de empleo y dinámica empresarial en Argentina	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	La inversión extranjera directa en República Dominicana y su impacto sobre la competitividad de sus exportaciones	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Salud y seguridad en el trabajo y el papel de la formación en México (con referencia a la industria azucarera)	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Créditos a pyme en Argentina: racionamiento crediticio en un contexto de oferta limitada de dinero	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	A chilean wine clusters? Governance and upgrading in the phase of internationalization	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Acuerdos bilaterales de inversión y demandas ante tribunales internacionales: la experiencia Argentina reciente	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Innovación participativa: experiencias con pequeños productores agrícolas en seis países de América Latina	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Efectos de la liberalización comercial del sector agrícola en América Latina en condiciones de altos costos de transporte y de transacción: una revisión bibliográfica	1	Activité terminée
	Areas económicas locales y mercado de trabajo en Argentina: estudio de tres casos	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.46 c) i)	Prestation de services de coopération technique relatifs aux conséquences du processus d'intégration régionale et sous-régionale au niveau sectoriel et au niveau microéconomique	3	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.46 c) i)	Prestation de services de coopération technique dans les domaines suivants : amélioration de l'information statistique sur les investissements étrangers directs, identification d'options possibles quant au cadre réglementaire de ces investissements, et élaboration et application de politiques d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises des secteurs urbain et rural	10	Activité terminée
21.46 c) i)	Prestation de services de coopération technique dans le domaine suivant : définition des politiques propres à favoriser le développement, l'adaptation et l'incorporation de nouvelles technologies dans les processus de production, en particulier de ceux qui concernent le traitement des ressources naturelles	8	Activité terminée
	Prestation de services de coopération technique pour l'élaboration de stratégies concernant la société de l'information	6	Activité terminée
	Appui à l'élaboration de stratégies de financement du secteur bancaire public	1	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 2)		65	
Politiques macroéconomiques et croissance			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.51 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les conclusions du document concernant les répercussions du projet de zone de libre-échange hémisphérique sur la politique macroéconomique et la convergence régionale	1	Activité terminée
21.51 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les conclusions du document sur la politique budgétaire et le développement durable dans un contexte de mondialisation et de convergence régionale	1	Activité terminée
<i>Publications en série</i>			
21.51 b) i)	Étude sur l'utilisation d'objectifs budgétaires dans la programmation financière du Brésil et leurs répercussions sur la consolidation du fédéralisme	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications isolées</i>			
21.51 b) ii)	Étude de la politique macroéconomique dans le contexte de l'intégration hémisphérique	1	Activité terminée
21.51 b) ii)	Étude des aspects macroéconomiques et de redistribution de la politique budgétaire, et de leur incidence sur la pérennité économique et sociale de la croissance	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

A/59/6, paragraphe Produit		Quantité	Explication
21.51 b) ii)	Étude de l'investissement et de la croissance pour identifier les facteurs déterminants de l'investissement global et sectoriel à l'échelon national et international et proposer des politiques afin de l'accroître	1	Activité terminée
21.51 b) ii)	Étude du financement des économies de la région sous l'angle des systèmes financiers national et international	1	Activité terminée
21.51 b) ii)	Étude des répercussions des stratégies adoptées par les pays de la région en matière d'insertion et de spécialisation internationales sur leurs marchés du travail	1	Activité terminée
21.51 b) ii)	Étude des principaux aspects macroéconomiques de l'insertion internationale de l'économie argentine	1	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 3)		9	
Développement social et équité sociale			
<i>Services fonctionnels pour les réunions</i>			
21.56 a) i)	Réunion régionale de suivi de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme	1	Activité terminée
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.56 a) ii)	Réunion d'experts sur les technologies modernes pour le développement de systèmes intégrés de formulation, d'évaluation et de contrôle des programmes et projets sociaux	1	Activité terminée
21.56 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'analyser l'impact des transformations économiques sur les différents types de famille dans les pays de la région, dans le cadre du dixième anniversaire de la promulgation de l'Année internationale de la famille	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.56 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les conséquences sociales de la mondialisation pour l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.56 a) ii)	Réunion d'experts sur les politiques efficaces pour la promotion du capital social et l'atténuation de la pauvreté	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.56 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner le développement fondé sur les droits sous l'angle de l'alimentation, de la santé, du logement et de l'éducation à partir de l'expérience régionale	1	Activité terminée
21.56 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'analyser des formes de financement de politiques de réseaux solidaires pour faire face aux risques socioéconomiques dans la région	1	Activité terminée
21.56 a) ii)	Réunion régionale sur le thème « Amélioration des institutions sociales et création d'une autorité sociale »	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.56 a) ii)	Réunion technique interinstitutions chargée de coordonner le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de l'Amérique latine	1	Activité terminée
<i>Publications isolées</i>			
21.56 b) ii)	Étude des politiques d'éducation appliquées dans la région en vue d'élaborer des propositions visant à introduire des matières intersectorielles dans les programmes	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude comparative des systèmes de réseaux solidaires en vigueur dans la région	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude de modèles d'évaluation de projets sociaux utilisés dans la région (parution dans la série <i>Políticas sociales</i>)	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude de modèles d'optimisation des décisions d'investissement dans l'infrastructure de services sociaux dans la région (parution dans la série <i>Políticas sociales</i>)	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des principales tendances des réformes de santé dans la région	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des rapports entre pauvreté et capital social, notamment de l'incidence du capital social sur la dynamique de l'intégration en comparaison avec l'exclusion sociale	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des changements de structure et des fonctions de la famille, ainsi que de leurs relations avec les politiques publiques (parution dans la série <i>Políticas sociales</i>)	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des nouvelles formes de l'emploi dans le secteur tertiaire de certains pays de la région (parution dans la série <i>Políticas sociales</i>)	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Document consacré aux aspects méthodologiques et techniques des études sur la stratification sociale dans certains pays de la région	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des effets de la mondialisation sur la culture et l'exercice des droits civiques dans la région	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude des conséquences de la mondialisation et des changements culturels pour la structure de la famille	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Trois études sur les relations de cause à effet entre les changements économiques, sociaux et culturels, et ceux concernant les modes et les niveaux de consommation de drogues dans certains pays de la région	3	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.56 b) ii)	Étude de l'expérience régionale du développement fondé sur les droits, notamment des aspects concernant les populations autochtones, afro-caribéennes et afro-latino-américaines	1	Activité terminée
21.56 b) ii)	Étude de la contribution actuelle et possible de la région aux travaux de l'ONU en matière de prévention des conflits et de consolidation et de maintien de la paix	1	Activité terminée
	Étude de Rolando Franco, Directeur de la Division du développement social de la CEPALC, intitulée « Una década de desarrollo social en América latina 1990-1999 »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Étude intitulée « Capital social : potencialidades y limitaciones analíticas de un concepto », à paraître prochainement dans la <i>Revista Mexicana de Estudios Sociológicos</i> (publication du Colegio de México, Colmex)	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Desigualdades raciales y políticas de inclusión racial : resumen de la experiencia brasileña reciente »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Inequidad, ciudadanía y pueblos indígenas en Bolivia »	1	Activité terminée
	« Derecho à la inclusión o paz social ? Plan Jefes y Jefas de hogar desocupados »	1	Activité terminée
	« Pobreza y políticas sociales en Argentina de los años noventa »	1	Activité terminée
Ajouté à la demande d'un organe délibérant	« La institucionalidad social en Colombia : la búsqueda de una descentralización con centro »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Pobreza, hambre y seguridad alimentaria en Centroamérica y Panamá »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Cambios sociales y estratificación en el Brasil contemporáneo (1945-1999) »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Ouvrage publié conjointement par la CEPALC et l'Organisation ibéroaméricaine de la jeunesse sous le titre « Informe sobre la juventud en Iberoamérica »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« La reforma educativa en Uruguay (1995-2000) ; virtudes y problemas de una iniciativa heterodoxa »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« La política de las políticas públicas »	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Régimen de bienestar y reforma social en México »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« La política de las políticas públicas : propuesta teórica y metodológica para el estudio de las políticas públicas en países de frágil institucionalidad »	1	Activité terminée
Ajouté à la demande d'un organe délibérant	« Líneas de tensión : gestión política de la reforma económica. El Instituto Costarricense de Electricidad (ICE) y la privatización de empresas públicas »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Estructura ocupacional, estructura social y clases sociales »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« La economía política de la política social argentina : una mirada desde la desregulación y la descentralización »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Programas de renta mínima vinculada a la educación : las becas escolares en Brasil »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« La economía informal »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Estrategias, programas y experiencias de superación de la brecha digital y universalización del acceso a las nuevas tecnologías de la información y comunicación (TIC). Un panorama regional »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Brecha étnica e influencia de los pares en el rendimiento escolar : evidencia para Chile »	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	« Lineamientos de acción para el diseño de programas de superación de la pobreza desde el enfoque del capital social. Guía conceptual y metodológica »	1	Activité terminée
	« Transformaciones sociales y demográficas de las familias latinoamericanas »	1	Activité terminée
<i>Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Concurso « Experiencias de Innovación Social en América Latina y el Caribe »	1	Activité terminée
<i>Supports techniques</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Projet « Red de Instituciones Sociales de América Latina y el Caribe » (RISALC)	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
<i>Services consultatifs</i>			
21.56 c) i)	Prestation aux pays qui en font la demande de services de coopération technique relatifs aux politiques de prévention de la consommation de drogues	2	Activité sur le point d'être terminée
21.56 c) i)	Prestation aux pays qui en font la demande de services de coopération technique en vue de l'élaboration de politiques publiques pour le développement fondé sur les droits qui intègrent l'action humanitaire	2	Activité terminée
<i>Cours de formation, séminaires et ateliers</i>			
21.56 c) ii)	Organisation de deux cours régionaux sur l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux destinés au personnel technique des administrations et aux professeurs d'université dans le domaine des projets sociaux	2	Activité terminée
21.56 c) ii)	Organisation de cours nationaux de formation aux méthodes de formulation et d'évaluation de programmes et de projets sociaux destinés au personnel technique des administrations (quatre pendant l'exercice)	4	Activité terminée
21.56 c) ii)	Coopération avec l'ILPES pour appuyer les activités de formation et incorporer aux cours l'analyse des effets de la culture, du trafic et de la consommation de drogues et des stratégies pour y faire face	5	Activité terminée
21.56 c) ii)	Appui, à la demande des pays de la région, aux activités de formation engagées par les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les universités et les centres d'enseignement pour incorporer dans la législation et dans les politiques publiques nationales la réglementation internationale sur les droits de l'homme et le droit humanitaire des réfugiés et des populations déplacées	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Participation directe ou présentation de documents à un grand nombre d'ateliers sur des questions sociales (la famille, les jeunes, les inégalités entre les sexes, etc.)	6	Activité en cours
Total partiel (sous-programme 13)		72	

Intégration d'une perspective sexospécifique dans les activités visant à assurer le développement régional

Publications isolées

21.61 b) ii)	Compilation, sous forme de livre, de la teneur des études réalisées durant l'exercice biennal sur la participation des femmes au développement socioéconomique de la région, dans le cadre des initiatives prises en matière de publications au titre du sous-programme	1	Activité terminée
--------------	---	---	-------------------

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.61 b) ii)	Élaboration de trois études sur des aspects précis de la prise en compte d'une perspective sexospécifique dans les travaux du système de la CEPALC, à savoir l'élaboration d'indicateurs sexospécifiques concernant les chefs de ménage, la sécurité sociale et la participation des femmes aux processus de décision; l'évolution de la segmentation horizontale et verticale du marché du travail entre hommes et femmes; et les progrès accomplis à l'échelle de la région dans l'élaboration de programmes d'élimination de la pauvreté axés sur la réalisation d'un développement durable privilégiant la dimension humaine	3	Activité terminée
Reporté [prévu au paragraphe 19.51 b) ii) du document A/56/6]	Étude des domaines stratégiques sur lesquels pourrait porter un instrument régional complémentaire au Programme d'action régionale en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes 1995-2001, en vue de sa présentation au Bureau de la Conférence régionale et de son adoption éventuelle à la neuvième session de la Conférence (rang de priorité A)	1	Activité terminée
	Étude des progrès enregistrés dans la répartition équitable des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes (rang de priorité B)	1	Activité terminée
<i>Projets opérationnels</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Projet CEPALC/GTZ intitulé « Políticas laborales con enfoque de género »	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Projet régional sur la mise en place de mécanismes nationaux visant à assurer l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques menées en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Utilisation d'indicateurs ventilés par sexe dans l'élaboration des politiques gouvernementales	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Total partiel (sous-programme 5)		9	
Population et développement			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.66 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les résultats des recensements de 2000, leur exploitation aux fins de la formulation de politiques sociales et leur divulgation pour promouvoir la décentralisation de l'administration	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.66 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'utilisation de logiciels sociodémographiques pour la conception, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes gouvernementaux	1	Activité terminée
21.66 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les progrès réalisés en ce qui concerne les études et les politiques portant sur le vieillissement de la population en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
<i>Publications en série</i>			
21.66 b) i)	Étude sur les logiciels d'analyse et de simulation démographiques susceptibles de renforcer les capacités locales de prise en compte des données sociodémographiques lors de la conception et de la mise en application des politiques et programmes gouvernementaux	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications isolées</i>			
21.66 b) ii)	Étude des relations entre vieillissement, famille et politiques gouvernementales	1	Activité terminée
21.66 b) ii)	Étude des relations entre les facteurs démographiques, les modèles de production et les inégalités sociales, qui doivent servir de base à l'élaboration de scénarios pour l'avenir	1	Activité terminée
21.66 b) ii)	Étude des relations entre les facteurs démographiques et l'exercice des droits de l'homme	1	Activité terminée
21.66 b) ii)	Étude de la gestion des migrations internationales dans le contexte du développement et des processus d'intégration sous-régionale et régionale	1	Activité terminée
<i>Supports techniques</i>			
21.66 b) iii)	Création et mise à jour d'une banque de données sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui servira à assurer un suivi régulier du groupe de population constitué par les personnes âgées	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.66 c) i)	Prestation aux pays qui en font la demande de services de coopération technique portant sur l'intégration de variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement	5	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 6)		14	

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Planification de l'administration publique			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.71 a) ii)	Réunion technique chargée d'examiner la décentralisation et l'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes, et leurs effets territoriaux	1	Activité terminée
21.71 a) ii)	Réunion technique chargée d'examiner diverses expériences d'évaluation des politiques et des programmes de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.71 a) ii)	Réunion technique chargée d'examiner les politiques de développement et d'aménagement du territoire en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.71 a) ii)	Réunion technique chargée d'examiner diverses expériences liées à l'expertise rétrospective de projets de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.71 a) ii)	Réunion technique chargée d'examiner l'expérience de l'administration publique et des politiques budgétaires dans les pays de la région	1	Activité terminée
21.71 a) ii)	Deux réunions d'experts sur le réseau de téléformation (rang de priorité B)	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications en série</i>			
21.71 b) i)	Examen de l'élaboration de cadres réglementaires pour la prestation des services publics	2	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications isolées</i>			
21.71 b) ii)	Étude des tendances et des innovations en matière de politiques budgétaires, de budget des administrations publiques et de gestion axée sur les résultats dans les pays de la région	1	Activité terminée
21.71 b) ii)	Étude des méthodes et des expériences de programmation budgétaire à moyen terme dans les pays de la région	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.71 b) ii)	Étude sur la décentralisation et l'intégration dans leurs rapports avec l'aménagement du territoire en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.71 b) ii)	Étude sur la structure institutionnelle et les attributions des organismes nationaux d'aménagement du territoire	1	Activité terminée
21.71 b) ii)	Étude sur l'intégration d'une perspective antisexiste à la formulation, à la préparation et à l'évaluation des projets et des programmes de développement dans la région	1	Activité terminée
21.71 b) ii)	Étude sur l'intégration de l'évaluation d'impact environnemental aux projets tout au long de leur durée	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.71 b) ii)	Quatre études méthodologiques sur l'élaboration et l'évaluation de projets de développement local dans certains secteurs (rang de priorité B)	2	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Deux études sur les structures participatives et l'aménagement du territoire dans certains pays de la région (rang de priorité C)	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Deux études sur les organismes publics de planification et la gestion de l'occupation des sols dans certains pays de la région (rang de priorité C)	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
<i>Services consultatifs</i>			
21.71 c) i)	Prestation aux pays de la région de services de coopération technique dans des domaines concernant l'administration publique et la réglementation	4	Activité terminée
Stages de formation, séminaires et ateliers			
21.71 c) ii)	Cours internationaux d'une ou deux semaines sur des sujets à choisir en fonction des priorités des gouvernements, à l'intention d'une vingtaine de responsables gouvernementaux et d'experts universitaires	4	Activité terminée
21.71 c) ii)	Deux cours internationaux de cinq semaines sur la gestion du développement régional et local, à l'intention d'une trentaine de participants	2	Activité terminée
21.71 c) ii)	Deux cours nationaux de trois semaines sur le développement local et régional, organisés à la demande des pays	2	Activité terminée
21.71 c) ii)	Deux cours internationaux de trois semaines sur la préparation et l'évaluation des projets, à l'intention d'une trentaine de responsables gouvernementaux nationaux, régionaux ou locaux, et d'universitaires et d'experts s'intéressant à la question	2	Activité terminée
21.71 c) ii)	Cours sur la gestion de l'exécution des projets de développement local	2	Activité terminée
21.71 c) ii)	Cours sur l'utilisation des indicateurs socioéconomiques pour l'évaluation d'impact des projets et des programmes de lutte contre la pauvreté	2	Activité terminée
21.71 c) ii)	Cours sur l'identification des problèmes et le cadre logique	2	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 7)		38	

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Environnement et établissements humains			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.76 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner comment sont traités dans les principales instances de négociation multilatérales s'occupant d'environnement, commerce et intégration les domaines stratégiques où s'articulent commerce et environnement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes	1	Activité terminée
21.76 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'évaluer le potentiel d'une réforme de la fiscalité environnementale et les progrès de l'application d'instruments économiques à la gestion environnementale dans certains pays de la région	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Première réunion technique interinstitutions	1	Activité terminée
<i>Publications isolées</i>			
21.76 b) ii)	Étude sur la vulnérabilité sociale face au changement de l'environnement dans quelques pays d'Amérique latine et des Caraïbes	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude, sur la base de l'équité environnementale, de la répartition des avantages et des coûts sociaux des politiques écologiques entre différents groupes sociaux	1	Rationalisation du programme de travail adopté par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.76 b) ii)	Évaluation, du point de vue juridique et institutionnel, de différents modèles de conception intégrée d'interventions de développement durable, y compris ceux concernant les institutions infrarégionales et infranationales	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude de l'impact sur l'environnement de la stratégie de développement axée sur les exportations dans certains secteurs et pays de la région	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude de l'actualité des questions d'environnement dans les pays de la région face à l'évolution des négociations commerciales en cours	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude de l'utilisation d'instruments du marché pour des politiques fiscales écologiques, et possibilités d'expansion de leur utilisation dans la région	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude sur les modes de financement des dépenses publiques de protection de l'environnement dans différents pays de la région	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude sur l'investissement privé servant la protection de l'environnement dans la région	1	Activité terminée
21.76 b) ii)	Étude sur la gestion locale de l'environnement urbain dans différents pays de la région	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

A/59/6, paragraphe Produit		Quantité	Explication
<i>Services consultatifs</i>			
21.76 c) i)	Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande dans différents domaines économiques et environnementaux	4	Activité terminée
<i>Stages de formation, séminaires et ateliers</i>			
21.76 c) ii)	Stages de formation organisés à l'intention de responsables de services de l'État et de spécialistes chargés de questions concernant l'économie et l'environnement, les interventions gouvernementales visant le développement durable, l'intégration de l'écologie à l'économie et les politiques environnementales, la gouvernance et l'équité environnementale, les négociations internationales, les traités et les accords internationaux, et les indicateurs de développement durable	2	Activité terminée
<i>Projets sur le terrain</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Pauvreté urbaine : stratégie d'action à l'intention des autorités et institutions urbaines en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Programme de formation aux techniques de gestion de l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Promotion du développement économique au moyen de l'intégration de politiques environnementales et sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Stratégies de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Analyse des débouchés existant pour les techniques et les services environnementaux : évaluation de la viabilité en Amérique latine et dans les Caraïbes (phase II)	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
<i>Services de conférence</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Atelier sur la politique budgétaire et l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Dernier séminaire sur le développement durable dans les petites et moyennes entreprises en Amérique latine et dans les Caraïbes : politiques et instruments	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Atelier sur un instrument de redistribution des loyers perçus en milieu urbain dans le cadre du programme URBAL	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Total partiel (sous-programme 8)		26	

A/59/6, paragraphe Produit		Quantité	Explication
Ressources naturelles et infrastructure			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les expériences et les progrès réalisés par les pays de la région en matière de réglementation des activités de transport traditionnellement contrôlées par le secteur public et auxquelles participe désormais le secteur privé, y compris l'analyse des incidences sur la répartition des revenus	1	Activité terminée
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner la pérennité, l'efficacité et l'équité sociale des politiques relatives aux transports et au développement urbain	1	Activité terminée
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les expériences de certains pays de la région en matière de politique énergétique et de développement durable	1	Activité terminée
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les questions relatives à l'intégration minière de pays appartenant à un même groupe d'intégration sous-régionale, dans le domaine du droit minier, de la pérennité et de l'accès aux marchés	1	Activité terminée
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les progrès réalisés sur le plan de la modernisation des structures juridiques concernant la gestion des ressources en eau et la réglementation des services publics connexes dans certains pays de la région	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.81 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les expériences et les progrès réalisés pour ce qui est de la réglementation du secteur de l'énergie dans certains pays de la région	1	Activité terminée
<i>Publications en série</i>			
21.81 b) i)	Étude sur les expériences et les progrès réalisés par les pays de la région en matière de réglementation des activités de transport traditionnellement contrôlées par le secteur public et auxquelles participe désormais le secteur privé, y compris l'analyse des incidences sur la répartition des revenus	1	Activité terminée
21.81 b) i)	Étude sur la pérennité, l'efficacité et l'équité sociale des politiques relatives aux transports et au développement urbain	1	Activité terminée
21.81 b) i)	Deux études (une pour chaque année de l'exercice biennal) sur l'adéquation de l'infrastructure et les services régionaux de transport, y compris une évaluation de leurs incidences sur des communautés particulières, telles que les pays insulaires, les pays sans littoral et les zones frontalières	2	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
<i>Publications isolées</i>			
21.81 b) ii)	Étude sur la réglementation du secteur de l'énergie dans certains pays de la région, une attention particulière étant accordée à ses conséquences sur la structure des marchés de l'énergie	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur la réglementation relative aux services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'accent étant mis sur l'élaboration de cadres réglementaires visant à promouvoir les investissements et la participation du secteur privé et à accroître l'efficacité de ces services sur les plans économique, social et environnemental	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur la structure fiscale actuelle du secteur minier, une attention particulière étant accordée à son incidence sur les recettes budgétaires réelles de certains pays de la région	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur l'importance de la contribution économique des petites entreprises minières et des entreprises minières artisanales dans certains pays de la région	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur les effets des réformes sur les processus d'intégration énergétique dans certains pays appartenant à un même groupe d'intégration sous-régionale	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur les répercussions des réformes effectuées depuis plus ou moins longtemps sur la structure juridique du secteur minier et les processus permettant d'attirer les investissements internationaux	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Étude sur les progrès réalisés en matière d'administration des ressources en eau dans certains pays de la région, une attention particulière étant accordée à l'adaptation des textes législatifs et aux réformes des institutions traitant de la gestion et du développement intégré des ressources en eau	1	Activité terminée
21.81 b) ii)	Analyse socioéconomique des distorsions du marché affectant le secteur des transports, notamment les conséquences sur les groupes défavorisés et les zones moins développées	1	Activité sur le point d'être terminée
21.81 b) ii)	Étude sur les incidences des réformes structurelles sur les mécanismes de fixation des prix de l'énergie dans différents pays de la région et conséquences sur les groupes sociaux les plus défavorisés	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.81 b) ii) Étude sur la participation de l'industrie minière à l'économie de certains pays de la région, l'accent étant mis sur les incidences des investissements étrangers sur la contribution du secteur minier au développement en termes de création d'emplois, de croissance économique et de redistribution des revenus	1	Activité terminée
21.81 b) ii) Étude sur l'incidence de l'évolution du secteur énergétique sur le développement durable de la région sur les plans économique, social et environnemental	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.81 b) ii) Étude sur les politiques d'affectation des ressources en eau dans certains pays de la région, l'accent étant mis sur les droits sur l'eau encourageant la participation du secteur privé	1	Activité terminée
21.81 b) ii) Étude sur les progrès et expériences récents en matière de création, de consolidation et de fonctionnement d'organismes de gestion des ressources en eau au niveau des bassins fluviaux de certains pays de la région	1	Activité terminée
21.81 b) ii) Étude sur les progrès réalisés en matière de modernisation des normes juridiques relatives à la gestion de l'eau et à la réglementation des services publics connexes dans certains pays de la région	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.81 b) ii) Étude sur l'égalité entre les sexes dans le secteur minier	1	Activité terminée
21.81 b) ii) Étude sur la responsabilité sociale des entreprises minières dans certains pays de la région	1	Activité terminée
Reporté (prévu au paragraphe 19.82 b) ii) du document A/56/6) Étude sur la situation juridique des ressources biotechnologiques des fonds marins internationaux (rang de priorité B)	1	Activité terminée
Reporté (prévu au paragraphe 19.82 b) ii) du document A/56/6) Étude sur les conséquences de l'application des normes en matière d'environnement dans le secteur des mines, dans certains pays de la région (rang de priorité B)	1	Activité terminée
Reporté (prévu au paragraphe 19.82 b) ii) du document A/56/6) Étude sur les procédures et les mécanismes de gestion et de développement de l'exploitation minière à petite échelle en Amérique latine (rang de priorité C)	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

A/59/6, paragraphe Produit		Quantité	Explication
<i>Séminaires à l'intention de participants extérieurs</i>			
21.81 b) v)	Appui à la Conférence interparlementaire sur l'extraction minière et l'énergie en Amérique latine, à l'Organisation latino-américaine de l'énergie, au programme Organisations pour la promotion des technologies énergétiques, au Dialogue interaméricain sur la gestion des eaux et à l'Organisation latino-américaine de l'industrie minière	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.81 c) i)	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande concernant les politiques réglementant les services publics liés à la mise en valeur durable des ressources naturelles, de l'énergie, des infrastructures et des transports	6	Activité sur le point d'être terminée
21.81 c) i)	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande concernant la mise en oeuvre des politiques et la modernisation des normes juridiques ayant trait à la mise en valeur durable des ressources naturelles et de l'énergie	4	Activité sur le point d'être terminée
21.81 c) i)	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande concernant les transports terrestres et maritimes	8	Activité sur le point d'être terminée
21.81 c) i)	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande concernant les politiques et procédures de gestion aux fins du développement durable et de l'administration de services liés aux ressources naturelles, à l'énergie, aux bassins hydrographiques et aux infrastructures	6	Activité sur le point d'être terminée
<i>Cours de formation, séminaires et ateliers</i>			
21.81 c) ii)	Coopération avec l'ILPES et les entités gouvernementales, les universités et les organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande pour une formation en matière de réglementation des services publics liés aux infrastructures – y compris les transports – et à la mise en valeur durable de ressources naturelles telles que l'eau et l'énergie	1	Activité terminée
21.81 c) ii)	Coopération avec l'ILPES et les entités gouvernementales, les universités et les organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande pour un soutien aux activités de formation, notamment en ce qui concerne les questions sectorielles relatives aux transports	1	Activité sur le point d'être terminée
Total partiel (sous-programme 9)		56	

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Statistiques et projections économiques			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.86 a) iii)	Réunions d'experts chargés d'évaluer la mise en place du nouveau Système de comptabilité nationale et d'analyser les possibilités de coopération régionale en la matière	2	Activité terminée
21.86 a) iii)	Réunion d'experts chargés de formuler des recommandations sur la révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), arrêtée par la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies	1	Activité terminée
21.86 a) iii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives et des projections économiques	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications en série</i>			
21.86 b) i)	Principaux indicateurs à court terme	8	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) i)	Rapport sur les statistiques du secteur extérieur	1	
21.86 b) i)	Étude sur les tendances structurelles et leur incidence sur la situation des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et sur les perspectives de l'économie mondiale et régionale	2	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) i)	Évaluation à moyen et à long terme des principales tendances en matière de progrès économique et social dans certains pays d'Amérique latine	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) i)	Étude sur les indices de production par secteur	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) i)	Documents de synthèse d'études prospectives de l'économie mondiale portant sur les aspects de la mondialisation ayant trait à la structure de l'appareil de production et à l'intermédiation financière	2	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Publications isolées</i>			
21.86 b) ii)	Rapports sur l'application du nouveau Système de comptabilité nationale aux pays de la région	2	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) ii)	Rapport sur les statistiques relatives au commerce international des services	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.86 b) ii)	Études sur la mise en oeuvre de nouvelles modalités de développement économique et social	2	Activité sur le point d'être terminée
21.86 b) ii)	Études sur les prévisions macroéconomiques mondiales et régionales à court terme	2	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Reporté (prévu au paragraphe 19.87 b) ii) du document A/56/6)	Étude sur les taux de production par secteur et étude sur les prix intérieurs (rang de priorité C)	1	Activité terminée
21.86 b) ii)	Deux rapports sur les statistiques du secteur extérieur (rang de priorité C)	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
<i>Supports techniques</i>			
21.86 b) iii)	Manuels techniques sur le nouveau Système de comptabilité nationale et transfert de la documentation nécessaire aux pays; mise au point de la version espagnole du <i>SNA News and Notes</i> élaborée par la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies	2	Activité terminée
21.86 b) iii)	Traduction de la publication ENVSTATS de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies et diffusion de la version espagnole sur Internet	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.86 c) i)	Diffusion dans les pays de la région des conclusions des principaux groupes techniques chargés d'examiner, sous l'égide de la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies, les politiques de production et de diffusion des statistiques	1	Activité sur le point d'être terminée
<i>Cours de formation, séminaires et ateliers</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Cours de formation sur les statistiques de l'environnement dans le cadre du projet REDESA	1	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 10)		33	
Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale			
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>			
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les principaux obstacles à la croissance économique dans les pays de la sous-région et le rôle du marché intérieur face à ces obstacles	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les mesures visant à stimuler la production et l'emploi en tant qu'éléments de politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays de la sous-région	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les liens entre la compétitivité commerciale et l'équité dans les relations commerciales à l'intérieur de la région, le but étant de contribuer à l'élaboration de politiques commerciales présentant des avantages pour les économies les plus petites, dans le cadre de la mondialisation et de l'intégration à l'échelle panaméricaine	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la situation dans le secteur agricole par suite de l'application d'accords de libre-échange dans certains pays	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'incidence de la formation de capital humain sur la compétitivité et l'augmentation de la productivité dans les entreprises florissantes autres que les « maquiladoras », dans la sous-région	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les questions relatives à l'environnement et au développement durable dans la sous-région, à la lumière de l'intégration et de la mondialisation, l'accent étant mis sur les conditions de coopération sous-régionale sur les questions relatives à l'environnement et au développement industriel et sur l'importance stratégique et les perspectives de développement du commerce des services, notamment les services touchant l'environnement et le secteur touristique	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les obstacles à la formation d'un marché sous-régional dans un secteur énergétique déterminé en Amérique latine	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les effets à moyen et à long terme des catastrophes naturelles survenues en Amérique centrale et dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.91 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les problèmes et les avantages d'un développement agricole durable	1	Activité terminée
<i>Publications en série</i>			
21.91 b) i)	Étude sur les avantages liés aux échanges dans le secteur des services environnementaux et prise en compte des facteurs environnementaux dans les exportations et dans l'industrie du tourisme	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
<i>Publications isolées</i>			
21.91 b) ii)	Document sur les principaux obstacles à la croissance économique dans les pays de la région et rôle du marché intérieur face à ces obstacles, assorti d'une description de la structure sectorielle, de la dynamique et des arrangements institutionnels du marché intérieur des pays de la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les mesures visant à accroître la production et l'emploi comme éléments de politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays de la sous-région	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.91 b) ii)	Étude sur la formulation de mesures visant à réduire les inégalités sociales entre les régions, les secteurs et les groupes sociaux, ainsi que les inégalités entre les sexes, dans différents pays de la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur l'évolution du rôle des femmes dans différents pays de la sous-région connaissant de fortes migrations internes et externes	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les liens entre la compétitivité commerciale et l'équité dans les relations commerciales à l'intérieur de la région, l'accent étant mis sur certains secteurs et sur certaines branches d'activité traditionnelles	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les liens économiques et le développement rural dans des zones ou régions de certains pays de la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les ressources en eau destinées à l'agriculture dans la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur la situation dans le secteur agricole par suite de l'application d'accords de libre-échange dans certains pays de la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les incidences de la formation de capital humain sur la compétitivité et l'augmentation de la productivité dans les entreprises autres que les « maquiladoras » dans la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les conditions du développement de la coopération sous-régionale s'agissant des questions relatives au développement industriel et à l'environnement	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les défis devant être relevés par le secteur de l'énergie dans différents pays de la sous-région	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les obstacles à la formation et à la consolidation d'un marché sous-régional dans un secteur énergétique déterminé, dans les pays de l'isthme centraméricain	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.91 b) ii)	Étude sur les incidences des catastrophes naturelles sur le développement régional, en particulier en Amérique centrale et dans les Caraïbes, l'accent étant mis sur les effets à long et à moyen terme des activités de relèvement sur la croissance et le développement des avoirs et de l'infrastructure. Les indices de vulnérabilité mis au point combinent des données scientifiques sur la fréquence et la gravité des phénomènes naturels et climatiques et des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux géoréférencés, ce qui permet de fixer des critères qui facilitent l'adoption de mesures de gestion des risques et d'atténuation des vulnérabilités, l'objectif étant de promouvoir la prise en compte des critères d'atténuation des risques dans les projets d'investissement et de développement (fonds extrabudgétaires).	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Rapports sur les tendances économiques en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2003 et en 2004 (versions définitives)	2	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur l'examen des possibilités et des problèmes relatifs à l'intégration en Amérique centrale	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Politique sociale et réforme structurelle : Cuba à l'aube du XXI ^e siècle (ouvrage)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur l'évolution de l'économie portoricaine	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur la croissance économique au Mexique et en Amérique centrale : résultats récents et perspectives	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur le défi économique que pose la Chine au Mexique et à l'Amérique centrale (première partie d'une étude qui en compte trois)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les maquiladoras spécialisées dans l'électronique et les conséquences sur l'environnement dans la zone frontalière nord du Mexique	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur des éléments complémentaires dans la perspective d'un programme sur les biocarburants en Amérique centrale	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Proposition relative à un programme sur les biocarburants en Amérique centrale	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur l'information et la formation sur les hydrocarbures liquides	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les marges hebdomadaires pour le pétrole et le combustible diesel dans l'isthme centraméricain	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Étude sur les externalités environnementales de la production d'énergie thermoélectrique	1	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.91 b) ii)	Évaluation des effets des précipitations et des inondations dans l'État de Guanajuato (Mexique)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Évaluation des effets des précipitations et des inondations dans les États de Guanajuato, Jalisco, Michoacán, Nayarit et Zacatecas (2003)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Évaluation des effets des inondations en République dominicaine (Mexique, 2003)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Évaluation des conséquences socioéconomiques et environnementales du cyclone Ivan en Jamaïque	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Évaluation des conséquences du cyclone Jeanne en République dominicaine (2004)	1	Activité terminée
21.91 b) ii)	Évaluation des conséquences des cyclones Frances et Jeanne aux Bahamas (2004)	1	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
21.91 c) i)	Services de coopération technique à l'intention des pays qui en font la demande concernant la formulation et l'évaluation des mesures des pouvoirs publics, en particulier les mesures de renforcement des institutions et les programmes de coopération et de développement (fonds extrabudgétaires)	16	Activité terminée
21.91 c) i)	Services de coopération technique à l'intention des pays de la sous-région qui en font la demande concernant les politiques en faveur de la compétitivité industrielle (y compris le logiciel MAGIC), le développement des petites et moyennes entreprises et les politiques en matière de concurrence (fonds extrabudgétaires)	16	Activité terminée
<i>Stages de formation, séminaires et ateliers</i>			
21.91 c) ii)	Coopération, à leur demande, avec des organes gouvernementaux et intergouvernementaux et avec des organisations régionales et sous-régionales qui souhaitent apprendre à intégrer la gestion des risques et des vulnérabilités, en tant que questions interdisciplinaires. Il est prévu de promouvoir des programmes de coopération avec les universités et les organismes internationaux rompus à l'analyse de la gestion des risques et à la gestion des vulnérabilités et des catastrophes. Il est également prévu de coopérer avec les entités susmentionnées afin de diffuser, dans le cadre d'activités de formation, la version révisée et mise à jour du manuel d'évaluation des effets socioéconomiques des catastrophes naturelles, l'accent étant mis sur les pays particulièrement vulnérables (fonds extrabudgétaires).	2	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Formation sur la compétitivité et l'analyse des échanges commerciaux ainsi que sur l'utilisation des logiciels et bases de données, notamment MAGIC et Trade CAN	2	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Formation au renforcement des capacités commerciales et aux possibilités et problèmes relatifs aux négociations commerciales	2	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Formation sur le développement durable et les externalités du secteur de l'énergie, l'économie du secteur de l'énergie et la réglementation des services collectifs de distribution	2	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Formation sur le Système de comptabilité nationale et les systèmes apparentés	2	Activité terminée
<i>Services de conférence</i>			
Ajouté à l'initiative d'un organe délibérant	Administration des installations de conférence au siège sous-régional de la CEPALC au Mexique et fourniture de services de documentation et de comptes rendus de séances	1	Activité terminée
Total partiel (sous-programme 11)		85	

Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Services fonctionnels pour les réunions

Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Réunion des organismes internationaux et sous-régionaux aux fins de l'examen du programme de travail établi par le secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CEPALC)	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Réunion aux fins de l'examen des instruments d'analyse et de négociation dans le domaine du commerce (mise en service de la base de données CARIBTRADE)	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires

Groupes spéciaux d'experts

21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution récente des marchés du travail dans la sous-région, s'agissant notamment des salaires, de l'emploi et de la productivité	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les moyens d'améliorer les services d'information et de statistique dans la sous-région et de formuler des propositions visant à accroître l'efficacité dans ce domaine	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'étudier la possibilité de demander que la mer des Caraïbes soit désignée zone spéciale dans le contexte du développement durable	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés de dresser le bilan des conséquences économiques, sociales et écologiques des catastrophes naturelles qui se sont produites dans la sous-région	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les recommandations formulées dans l'étude sur les innovations technologiques de nature à avoir une incidence sur le développement des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les liens entre l'incidence et la prévalence dans la sous-région du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) et la vulnérabilité sociale	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les progrès accomplis dans la sous-région pour ce qui est d'assurer une croissance durable dans le respect de l'équité sociale (compte tenu de l'articulation entre les rôles des hommes et des femmes, les responsabilités familiales et la pauvreté)	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner la structure des migrations dans la sous-région, notamment pour ce qui est des incidences du Protocole II traitant du marché et de l'économie uniques de la CARICOM sur cette structure et d'autres aspects du développement social de la sous-région	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner le statut des relations commerciales entre l'Union européenne et les Caraïbes dans le contexte du nouvel Accord de Cotonou sur les préférences commerciales entre l'Union européenne et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	1	Activité terminée
21.96 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner le renforcement des capacités des spécialistes de la planification économique en ce qui concerne l'analyse des questions d'égalité entre les sexes dans les Caraïbes	1	Activité terminée
<i>Publications isolées</i>			
21.96 b) ii)	Étude sur la restructuration de la production et la compétitivité dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'épargne et l'investissement et la croissance durable dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur le statut des relations commerciales entre l'Union européenne et les Caraïbes dans le cadre de l'Accord de Cotonou conclu récemment par l'Union européenne et le Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur le commerce et les transports entre les pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 b) ii)	Étude sur l'incidence pour les Caraïbes de certains aspects de l'évolution récente de l'économie mondiale dans le contexte de la mondialisation	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur la convergence et la coordination des politiques macroéconomiques entre pays des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les fusions et acquisitions transnationales dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'incidence des accords de libre-échange sur les industries établies dans des zones franches de la région	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les infrastructures statistiques dans certains pays des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les possibilités en ce qui concerne le renforcement du service d'information statistique dans certains pays des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'utilisation de la Bibliothèque numérique des Caraïbes et de sa structure technique et administrative comme modèles pour des initiatives analogues	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les problèmes communs de la gestion des mers semi-fermées	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les incidence économiques, sociales et écologiques du tourisme de croisière sur le développement des pays des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Bilan des conséquences économiques, sociales et écologiques des catastrophes écologiques qui ont dévasté la sous-région	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les innovations techniques de nature à avoir une incidence sur le développement de la région	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les techniques nouvelles et les méthodes d'intervention de nature à promouvoir le développement dans la région des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les incidences des nouvelles technologies de l'information sur les résultats économiques des pays de la région des Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les tendances qui se dégagent dans la sous-région concernant l'adoption de politiques scientifiques et techniques dans le contexte de la mondialisation et de l'ensemble des règles de l'Organisation mondiale du commerce	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Document sur l'innovation technologique et la compétitivité dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur la corrélation entre la vulnérabilité sociale et l'incidence et la prévalence du VIH/sida dans les Caraïbes	1	Activité terminée

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 b) ii)	Étude sur les facteurs sexospécifiques pouvant expliquer l'incidence croissante du VIH/sida parmi les jeunes femmes de la région	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'articulation entre les relations hommes-femmes, les responsabilités familiales et la pauvreté	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les progrès accomplis dans la sous-région pour ce qui est de parvenir à une croissance soutenue et durable dans le respect de l'équité sociale, l'accent étant mis sur la situation spéciale des petits États insulaires en développement	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur la structure des migrations dans la sous-région, notamment pour ce qui est des incidences du Protocole II relatif au marché et à l'économie uniques de la CARICOM sur cette structure et d'autres aspects du développement social de la sous-région	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'évolution des relations entre les sexes et parmi les jeunes dans la sous-région et incidences de cette évolution sur les politiques intersectorielles	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Deux études sur l'évolution sociale récente dans la sous-région	2	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'application du Programme d'action de Beijing dans la région des Caraïbes, dans le contexte du processus d'examen décennal	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les questions liées au développement social dans la sous-région des Caraïbes et, en particulier, incidences du marché et de l'économie uniques de la CARICOM	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'exécution des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'évolution récente des marchés du travail dans la sous-région, et plus particulièrement des salaires, de l'emploi et de la productivité	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'intermédiation financière et ses incidences sur la formation de capital dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'instabilité du revenu dans les Caraïbes	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les réformes de la sécurité sociale dans les Caraïbes (rang de priorité A)	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur l'utilisation des données sociodémographiques en vue de l'élaboration de politiques et de programmes, et recueil de statistiques démographiques et sociales sur les Caraïbes (rang de priorité A)	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 b) ii)	Étude sur les liens existant entre la libéralisation des échanges et l'environnement (rang de priorité B)	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur la mise en œuvre du Programme d'action adopté par le Sommet mondial pour le développement social et mesures prises dans les Caraïbes (rang de priorité B)	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les politiques d'information dans certains pays des Caraïbes (rang de priorité B)	1	Activité terminée
21.96 b) ii)	Étude sur les mécanismes de nature à encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes dans la région des Caraïbes au moyen des technologies de l'information (rang de priorité C)	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Réforme structurelle dans les Caraïbes : principes, résultats et évaluation	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Projet de document de travail : préparatifs sous-régionaux dans la perspective de la réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Évolution de la proposition relative à la reconnaissance sur le plan international du fait que la mer des Caraïbes est une zone spéciale dans le contexte du développement durable	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Problèmes, effets et conséquences de la zone de libre-échange des Amériques pour les pays de la CARICOM	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Examen préliminaire des économies de la région des Caraïbes pendant la période 2003-2004	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Conséquences socioéconomiques et environnementales du cyclone Ivan sur la Jamaïque	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Conséquences des cyclones Frances et Jeanne sur les Bahamas (version préliminaire)	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Conséquences socioéconomiques et environnementales du cyclone Ivan sur les îles Caïmanes (LC/CAR/L.25, 1 ^{er} décembre 2004)	1	Activité terminée
<i>Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation</i>			
21.96 b) iii)	Établissement et distribution de notes d'information sur certaines questions commerciales intéressant les pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes dans le contexte des négociations en cours et futures	6	Activité terminée

Titre V Coopération régionale pour le développement

<i>A/59/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 b) iii)	Publication tous les quatre mois d'une lettre d'information sur le dialogue entre les sexes	6	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Activités relatives à la population et au développement dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
<i>Communiqués et conférences de presse</i>			
21.96 b) iv)	Diffusion d'éléments d'information et de communiqués de presse sur la situation des petits États insulaires en développement dans la sous-région	1	Activité terminée
<i>Supports techniques</i>			
21.96 b) v)	Élaboration et compilation d'indicateurs sur la science et la technique dans les Caraïbes et élaboration d'un manuel sur le sujet	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.96 b) v)	Établissement de synthèses bibliographiques des principales publications statistiques	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative d'un organe délibérant	Manuel d'évaluation des catastrophes à l'intention des petits États insulaires en développement	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
<i>Services fonctionnels pour les réunions interinstitutions</i>			
21.96 b) vi)	Réunions avec l'Association des États de la Caraïbe et la CARICOM sur le projet de déclaration visant à désigner la mer des Caraïbes zone spéciale dans le contexte du développement durable	2	Activité terminée
<i>Services consultatifs</i>			
Ajouté à l'initiative d'un organe délibérant	Services de coopération technique et services consultatifs afin de faciliter l'évaluation des effets des catastrophes naturelles dans la sous-région des Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
<i>Cours de formation, séminaires et ateliers</i>			
21.96 c) ii)	Cours sur la conception et la mise à jour de sites Internet à l'intention des spécialistes de l'information et des bibliothécaires	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.96 c) ii)	Séminaire nationaux de formation sur l'utilisation de la méthode d'évaluation des conséquences sociales, économiques et écologiques des catastrophes naturelles préconisée par la CEPALC (séminaires coordonnés par le bureau sous-régional au Mexique, en tant qu'organe de liaison du système de la CEPALC dans les domaines considérés)	1	Activité terminée

<i>A/59/6, paragraphe Produit</i>		<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
21.96 c) ii)	Atelier en vue d'analyser la manière dont les transferts de technologie peuvent encourager l'innovation technologique, en particulier parmi les petites et moyennes entreprises, et de concevoir des programmes permettant de diffuser largement le savoir scientifique par des moyens électroniques	1	Rationalisation du programme de travail approuvé par la CEPALC dans sa résolution 607 (XXX)
21.96 c) ii)	Atelier sur l'utilisation des statistiques sociales aux fins de l'élaboration et de l'évaluation des politiques sociales, à l'intention des autorités nationales et des statisticiens	1	Activité terminée
Ajouté à l'initiative d'un organe délibérant	Conférence de formation de la CEPALC : cadre d'examen et d'analyse dans les Caraïbes	1	Activité terminée
<i>Projets sur le terrain</i>			
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Prise en compte des questions concernant les femmes dans les politiques macroéconomiques	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Ajouté à l'initiative de la CEPALC	Établissement d'un bulletin d'information sur les activités relatives à la population et au développement dans les Caraïbes	1	Sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires
Total partiel (sous-programme 12)		86	
Total		505	